

Georg Lukács

*Le dossier des
Thèses Blum.*

Projet de thèses sur la situation politique et économique en Hongrie et sur les tâches du Parti des Communistes de Hongrie. (1928)

Lettre ouverte du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux membres du Parti des Communistes de Hongrie (1929).

Autocritique de 1929, et jugements rétrospectifs de Lukács.

Traduction de Jean-Pierre Morbois

Les documents que nous présentons ici sont de caractère historique. Ils illustrent les tensions au sein du Parti des Communistes de Hongrie et plus généralement au sein du Komintern entre les 2 guerres mondiales, et marquent un virage dans la carrière de Georg Lukács, mettant fin à son rôle dans l'appareil de direction du PCH. Georg Lukács pourra désormais se consacrer exclusivement à son travail d'esthéticien, notamment de la littérature, et de philosophe matérialiste dialectique.



A handwritten signature of Georg Lukács in cursive script, written in dark ink on a light-colored background.

Georg Lukács (1885-1971)

Ce texte est la traduction du texte de Georg Lukács : *Thesenentwurf über die politische und wirtschaftliche Lage in Ungarn und über die Aufgaben der KMP* (1928).

Il occupe les pages 139 à 197 du recueil *Demokratische Diktatur, Politische Aufsätze V* [Dictature démocratique, Essais politiques V.] (Sammlung Luchterhand, Darmstadt & Neuwied, 1979). Il était jusqu'à présent inédit en français.

L'original hongrois porte le titre *Tézitervezet a magyar politikai és gazdasági helyzetről és a KMP feladatairól* (*Blum Tézisek*).

Ce texte se présente comme une analyse détaillée, documentée par des statistiques, de la situation économique, sociale (analyse de classes), politique intérieure (quelles sont les couches sociales dirigeantes, quelles sont celles qui détiennent le pouvoir, quels sont les différents partis, leurs convergences et leur divergences) et extérieure, et de ses multiples contradictions. On y trouve une critique sans concession de la politique des bureaucraties socialdémocrate et syndicale, toutes tendances confondues, alors que la fascisation menace, malgré le maintien d'apparences démocratiques qui permet à ces organisations de rester légales. Il comporte aussi une sévère (auto)critique de l'action même du Parti et de ses déviations de droite.

Il est souvent illustré d'allusions à des événements ou des personnages supposés bien connus des lecteurs, mais dont l'histoire et la documentation disponible sur internet, consultées par le traducteur, ont perdu la mémoire. Le traducteur sollicite donc l'indulgence du lecteur, qu'il prie de bien vouloir éventuellement lui faire part des compléments d'information dont il pourrait disposer.

Les *Thèses Blum* ont été rejetées comme « opportunistes » par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, et par le PCH dirigé par Béla Kun, amenant l'éviction de Georg Lukács du Comité Central et sa totale rétractation dans une déclaration en forme d'autocritique. *cf.* documents en annexe.

Remarque préalable de la rédaction des *Informations sur l'histoire du parti.*

Ce document important de l'histoire du Parti des Communistes de Hongrie (dites *Thèses Blum*), dont l'auteur est le camarade Georg Lukács, été découvert dans les archives de l'Institut d'histoire du Parti auprès du Comité Central du Parti Hongrois des Travailleurs, au cours de leur étude, par des camarades qui travaillaient sur la période 1929-1939.

Ce projet de thèses date de fin 1928 et avait pour objet de préparer le rapport politique au II^{ème} congrès du PCH. Le projet de thèses analyse la situation du PCH ainsi que les rapports généraux en Hongrie, et, sur la base du programme adopté au VI^{ème} congrès de l'Internationale Communiste,¹ évoque la nécessité d'un changement de l'objectif stratégique du parti et l'idée d'une dictature démocratique des ouvriers et des paysans. Malgré cela, dans le projet de thèses, on ne tire pas, des objectifs stratégiques justes en soi, les conséquences nécessaires en termes de politique d'alliance, de politique agraire, et de tactique du parti en général.

Ce projet de thèses a été discuté en 1929 dans le Parti.

Après la controverse dans le Parti et la lettre ouverte du Comité exécutif de l'Internationale Communiste,² le Comité Central, puis le II^{ème} congrès du PCH (Février-mars 1930) ont rejeté les thèses comme un document erroné et opportuniste, précisément en raison de la mention de l'objectif stratégique.

¹ Tenu en juillet-août 1928, ce congrès adopte un rapport de Boukharine sur l'activité du CE, un programme, des statuts. Boukharine y prononce le discours de clôture. Il affirme la stratégie dite « classe contre classe ».

² *cf.* en annexe.

Thèses Blum.

I. La situation du PCH pendant le 1^{er} congrès et son évolution jusqu'au 1^{er} plénum en 1928.

1. Le PCH a tenu son premier congrès ³ dans la période où des mouvements de masse de gauche se développaient fortement. Les meilleurs éléments de gauche de la classe ouvrière ont commencé à se rassembler en une opposition. Le PCH a réussi, dès le début du mouvement, à établir une liaison avec la part la plus consciente d'elle-même de cette opposition et à la placer sous son influence. Le mouvement a conduit, en début d'année 1925, à l'occasion de la nouvelle coalition mise en place lors des élections villageoises, à la scission du Parti Socialdémocrate.

2. Dès le début, l'orientation du MSZMP ⁴ s'est portée de manière juste sur les problèmes de principe de la lutte de classe en Hongrie : pour la chute du système contre-révolutionnaire qui se consolidait alors, et pour le rassemblement des masses mécontentes. C'est pourquoi le MSZMP avait dès le début présenté dans son programme le rejet de principe de toute politique de coalition et préconisé, au lieu d'un accord avec la bourgeoisie, une alliance ouvrière et paysanne. Dans cet esprit, avec la netteté comme la légalité le tolérait

³ 18-21 août 1925, à Vienne, en raison de l'illégalité du Parti.

⁴ MSZMP : *Magyar Szocialista Munkáspártja*, Parti socialiste ouvrier hongrois, créé le 14/04/1925 à l'initiative du PCH qui ne pouvait travailler en Hongrie qu'illégalement et dont il était la façade légale. Son dirigeant était István Vági (1883-1938). Il fut arrêté en 1926 et condamné à 4,5 ans de prison. Puis il émigra en Union Soviétique où il fut victime des purges staliniennes.

justement encore, il plaçait au premier plan la question de la terre, c'est-à-dire la terre à laquelle le monde paysan estimait en vain avoir droit. Les questions stratégiques du mouvement de masse avaient pour l'essentiel été clarifiées par le congrès, puisque tous les problèmes théoriques et pratiques liées à la démocratie, pour la Hongrie d'alors, avaient été soumises à une interprétation détaillée.

3. Peu après le congrès, l'ensemble de la direction du PCH a été arrêtée et les enseignements du congrès n'ont pas pu être diffusés parmi les membres du Parti.⁵ Il a fallu constituer une toute nouvelle direction. Ce processus de consolidation se déroula à un rythme rapide. Au printemps 1926, le parti se trouva à nouveau en capacité d'agir. Ce processus de consolidation ne parvint néanmoins jamais à son plein achèvement. Certes, une organisation illégale a été mise en marche, et le Parti avait sans grands encombres réglé ses comptes avec les liquidateurs (Weißhaus⁶ et consorts) cramponnés à des illusions légalistes, mais il ne parvint toujours pas encore à installer la direction sur une base solide propre à un parti communiste. Certes, le parti parvint, lors du mouvement de masse commencé à l'automne 1926, à mobiliser un nombre relativement important (2000 signatures lors des votes), il réussit également à populariser dans les masses le mot d'ordre central de son programme de transition : la république,

⁵ Mátyás Rákosi (1892-1971) avait été envoyé en Hongrie après le 1^{er} congrès pour organiser le PCH, mais il y fut bientôt arrêté.

⁶ Aladár Weißhaus (1887-1963) a pris part comme dirigeant à la création du MSZMP. Il fut plus tard exclu du PCH pour déviationnisme de droite.

régie par les ouvriers et paysans, – néanmoins, une réorganisation, une consolidation organisationnelle de l'influence gagnée restait bien deçà de l'extension de l'influence politique. Le plénum du comité central à Noël 1926 avait bien perçu les dangers que recelait cette situation, et plaça au cœur de son travail l'organisation du PCH illégal, en soulignant que le MSZMP ne représentait qu'un domaine des tâches. Une persécution policière rendit à nouveau impossible la mise en œuvre de cette résolution. En février 1927, l'ensemble de la direction du PCH fut arrêtée.⁷

4. À ces arrestations, qui contraignirent le MSZMP à une clandestinité presque totale et le privèrent de sa relation aux masses, ont fait suite une période pleine de crises et une sévère défaite. Non seulement parce que l'édification du parti ne progressait que difficilement, non seulement parce que la formation des cadres connaissait de grandes difficultés – au-delà de cela, les courants les plus divers du liquidationnisme de toutes tendances occupèrent le devant de la scène. Les liquidateurs représentaient des points de vue en apparence différents quant au fond et contradictoires entre eux, à savoir d'un côté un repli complet dans l'illégalité, de l'autre en revanche une acceptation complète des possibilités légales et le rejet de l'illégalité. Le succès de leur action n'aurait pu conduire qu'à la liquidation du PCH. On a pu également remarquer à cette occasion le liquidationnisme des renégats : il développait une conception purement idéologique du travail et menait un combat opiniâtre, démagogique

⁷ En mai 1927, procès contre 53 membres du PCH (Procès dit Szántó, d'après le nom du principal accusé.) Zoltán Szántó (1893-1977) fut condamné à 8 ans et demi de prison.

allant jusqu'à la délation, contre le travail pratique en cellule. Le PCH parvint, par de rudes discussions, à exclure du parti l'ensemble des courants du liquidationnisme, à écarter l'influence des renégats dans le parti et même à les isoler considérablement parmi les sympathisants du Parti.

L'illégalité aux trois-quarts du MSZMP a contraint le Parti à une nouvelle tactique. Il fallait aller au-delà de la ligne du plénum de Noël, on devait construire un travail de fraction régulier dans toutes les organisations de masse, ainsi que sa base : créer une organisation illégale en cellules ; il fallait que la technique et l'esprit de conspiration soient diffusés dans le Parti. Après qu'aient été surmontés de grands obstacles objectifs et subjectifs, ce travail a pu enfin commencer. Avec la déliquescence de la consolidation Bethlen⁸ que le Parti avait perçue en temps utile et correctement appréciée, son influence s'est accrue constamment, ont cru également l'esprit de Parti de la direction et de l'organisation. Néanmoins, il subsistait une divergence entre l'influence politique du Parti et sa transformation en matière d'organisation. Ces problèmes entraînèrent un processus qui se renforçait réciproquement, lequel n'a pu être arrêté ni par l'opposition qui avait surgi devant la commission extérieure à cause de la question Julius,⁹ ni par ces nombreuses arrestations auxquelles le parti était encore

⁸ Comte István Bethlen (1874-1946), premier ministre de Hongrie du 14 avril 1921 au 24 août 1931, sous le régime Horthy (1868-1957), « régent » du « Royaume » (sans roi) de Hongrie.

⁹ Julius : Gyula Alpári (1882-1944), propagandiste communiste et journaliste hongrois, leader de l'opposition luxemburgiste à la social-démocratie hongroise, plus tard rédacteur en chef de l'*Internationale Presse Korrespondenz*, journal de la III^{ème} internationale.

et toujours exposé. Mais c'est un signe clair de la consolidation organisationnelle du Parti que les arrestations, en Hongrie comme à l'étranger (Béla Kun)¹⁰ aient été effectuées sur une échelle relativement limitée. Le plénum élargi du Comité Central à l'été 1928 a tiré les enseignements de cette période et a donné des lignes directrices pour l'activité ultérieure du Parti. Le parti a pris part au VI^{ème} congrès de l'Internationale Communiste avec une délégation composée de camarades de l'intérieur et de l'étranger.

II. Les changements fondamentaux pendant le régime Bethlen et les classes sociales.

1. Un trait marquant est l'accroissement du poids relatif du capitalisme avec un maintien simultané du caractère agraire du pays. Cela, le traité de Trianon le favorisait déjà ;¹¹ le développement ultérieur renforce cette tendance. Tandis que la production agricole se développe à peine ou à un rythme très lent (le rendement moyen de blé avant la guerre s'élevait à 7,6 quintaux à l'arpent,¹² la moyenne des 6 dernières années est à 7,56) ; si l'élevage régresse plutôt, le développement de l'industrie est très rapide. Pour une part, une industrie nouvelle apparaît (industrie textile), pour une part les industries anciennes atteignent presque le niveau d'avant-guerre ou même le dépassent. (Effectifs d'ouvriers employés en 1913 : 219.000, en 1927 : 217.000. La valeur de la production s'élève en 1913 à 1.887 millions de couronnes or, en 1927 : 2.347 millions. À prendre en compte :

¹⁰ Béla Kun (1886-1938)

¹¹ cf. : *Uj Marcius* [Nouveau Mars], Vienne, novembre 1928, n°27.

¹² 1 arpent = environ 0,57 hectare.

- a) l'accroissement de l'intensité du travail,
- b) la diminution de la valeur de la monnaie.

Au global : plutôt plus que moins.)

Ce décalage se voit encore plus clairement dans le bilan du commerce extérieur. Encore en 1921, l'importation donnait l'impression d'un pays agraire typique (18% de matières premières, 66% de produits manufacturés). Depuis, l'importation de matières premières croît constamment, l'importation de produits diminue constamment, bien que l'industrialisation croissante soit aussi dépendante de l'importation à des fins d'investissement. (par exemple, des machines textiles). En 1927, les importations de matières premières constituaient déjà plus de 30%, tandis que les importations de produits s'élevait à un peu moins de 47%. La part des produits agricoles est tombée de 32% à un peu moins de 30% de 1926 à 1928, la part des exportations de produits animaux de 40% à 31%, tandis que la part de l'industrie agricole montait dans le même temps de 16% à 19,5%, la part de l'industrie globalement de 11,4% à presque 20%. (La montée des exportations industrielles a naturellement pu totalement compenser, quantitativement, la baisse des exportations agricoles. L'industrie peut couvrir 87% des besoins domestiques.) Ce processus est accompagné d'un fort développement de la concentration et de la rationalisation. Dans certaines branches industrielles, tout particulièrement dans les industries nouvelles, la croissance du rôle des machines est fort. (en 1928, dans les seuls neuf premiers mois, on a importé pour 7,6 millions de pengós¹³ de

¹³ Le pengó a été l'unité monétaire de la Hongrie du 01/01/1927 au 31/07/1946. Le pengó était subdivisé en 100 fillérs.

machines textiles.) Mais en général, la concentration provient principalement de fermetures d'entreprises (Groupes intégrés ; les statistiques industrielles de 1927 annoncent, à côté de la création de 46 nouvelles entreprises industrielles, plus de 124 fermetures.) Il ressort des statistiques du commerce extérieur, selon Jozsef Vágó,¹⁴ que les importations de matières premières utilisées par la grande industrie augmentent, celles de la petite industrie et de l'artisanat diminuent. La statistique des faillites montre également que les crises et les dépressions ruinent en premier lieu le commerce et notamment le moyen et le petit commerce. L'activité croissante des banques, le cartel des ventes (industrie métallurgique et textile, etc.), les grands magasins etc. accélèrent ce processus. L'essence de la rationalisation, c'est la diminution du temps de travail, le système des stimulants, l'élévation de l'intensité du travail, mais pas la transformation totale de l'organisation technique, comme par exemple en Allemagne. On peut en général remarquer :

a) la forte augmentation de l'intensité du travail. La production annuelle d'un ouvrier (en milliers de pengős) est montée de 1924 à 1927 comme suit : 7,04% ; 10,2% ; 10,4% ; 11,1%.

b) en même temps, la part en pourcentage des salaires dans la valeur globale de la production est tombée de 12,5% en 1926 à 12,2% en 1927.

c) le nombre des ouvriers qualifiés diminue (entre 1925 et 1927 autour de 5,9%), celui des ouvriers non-qualifiés, principalement celui des ouvrières et des ouvriers

¹⁴ Jozsef Vágó (1877-1947), grand architecte hongrois, communiste.

adolescents augmente. La proportion de femmes : 1926 27.6%, 1927 29.6%. En 1926, l'industrie textile employait 22.600 femmes et 10.700 hommes.

Cette tendance est encore davantage renforcée par l'introduction croissante du capitalisme dans l'économie agricole. (Cela se manifeste par la modernisation des modes de production. Par exemple, l'usage d'engrais chimiques est monté de 11.500 wagons en 1926 à 16.500 wagons en 1928. L'action du gouvernement au service de l'amélioration des sols des propriétés paysannes, vantée avec force propagande, en a représenté environ 250 wagons.) La grande propriété foncière fait porter les charges de la crise des débouchés sur la petite et moyenne propriété. Cela se manifeste en ceci :

- a) la grande propriété foncière réussit à exporter une partie de son excédent de céréales à l'aide des « panamas ¹⁵ tarifaires » ;
- b) le nouvel institut de l'export, placé sous l'influence exclusive des grandes banques, sert en premier lieu des intérêts des grands propriétaires fonciers ;
- c) dans la configuration des conditions de crédit (la grande propriété foncière contracte des emprunts hypothécaires à long terme ; l'endettement des petits propriétaires fonciers repose pour une part prépondérante sur des crédits d'escompte à court terme ; charges d'intérêt du crédit foncier) ;
- d) à l'aide des « emprunts-allumettes », ¹⁶ on paye aux grands propriétaires fonciers la terre « libérée » au-dessus de sa valeur réelle ;

¹⁵ Panama symbolise ici le paradis fiscal, l'avantage fiscal.

e) la standardisation planifiée et commencée pour combattre la crise des débouchés va apporter aux grands propriétaires fonciers un gigantesque avantage, et rendre incapables de les concurrencer les moyens et petits propriétaires fonciers, pauvres en capital et incapables d'investir ;

cf. une évolution analogue en Allemagne.

f) Ce processus est accéléré aussi par l'intervention de l'État. Le « ministère de l'économie » n'est rien d'autre qu'un organe central pour la résolution pacifique des oppositions d'intérêts des grands capitalistes et des grands propriétaires fonciers et pour l'invention de solutions telles qu'elle favorisent encore davantage que s'impose rapidement la supériorité de la grande propriété foncière face à la petite et moyenne propriété. (Toutes ces tendances unissent assurément, plus étroitement que jusqu'alors, la couche supérieure du monde paysan à la grande propriété foncière et aiguïsent les conflits d'intérêt entre les couches supérieures et les couches moyennes et inférieures.

2. Les tendances énumérées ici se sont manifestées dans l'évolution économique contradictoire de l'année 1928. Dans l'ensemble, le tableau de l'année passée, en dépit de la production croissante des principales branches de production ou atteignant au moins le niveau de la bonne conjoncture de 1927, donne plutôt l'impression d'une dépression. La production de charbon et son utilisation montrent une augmentation par rapport

¹⁶ Ivar Kreuger (1880-1932) homme d'affaires suédois. Ses sociétés accordent des prêts à différents gouvernements européens, et notamment la Hongrie, en échange d'un monopole sur les allumettes.

à 1927. Au contraire, aussi bien la production domestique de fer que la quantité de fer utilisée restent quelque peu en dessous de celles de 1927. Le transport de biens des chemins de fer de l'État stagne, on ne peut pas se faire une idée du secteur de la construction, la quantité de tuiles utilisée reste quelque peu en dessous de celle de 1927. Le chômage a augmenté, tout particulièrement dans les premiers et les derniers mois de l'année. La statistique du chômage du conseil syndical montre depuis juin des chiffres constamment plus élevés qu'en 1927. Au contraire, la statistique de l'emploi de l'union des employeurs montre à partir d'avril en moyenne 5 à 6.000 ouvriers employés de plus qu'en 1927, ce qui indique à nouveau l'effet de la rationalisation au sein de la classe ouvrière. La crise des débouchés de l'agriculture perdure sans changement. L'exportation de bétail et l'exportation de produits animaux évolue en baisse depuis 1926. À ce tableau global correspond parfaitement le rythme très lent de la formation interne de capital. Les dépôts en épargne et particulièrement les dépôts sur les comptes courants n'en donnent pas un tableau totalement fidèle, bien que là aussi, le rythme d'évolution se soit ralenti par rapport à 1927. Mais ce qui est frappant, c'est la grande contraction des transactions boursières (1927 : 1.064 millions de pengős; 1928 : 543 millions de pengős) liée à la constante et forte baisse de valeur de l'ensemble des titres, ce qui est d'autant plus remarquable que les rendements en 1928 ont été en moyenne plus élevés que ceux de 1927, et que ceux de 1929 seront probablement à un niveau plus élevé encore. La dépendance des emprunts à l'étranger, l'intervention du gouvernement

par des investissements et des subventions vont donc jouer aussi ultérieurement un rôle important dans le type de configuration de la conjoncture. Si Bethlen réussit à obtenir un nouvel emprunt de l'étranger, il y aura une répercussion décisive sur l'évolution du rapport entre les deux classes dirigeantes.

3. Toutes ces tendances œuvrent dans le sens de sceller plus étroitement encore l'union de la grande propriété foncière et du grand capital sous la direction du capital financier. L'introduction du capitalisme dans la production agricole va de plus en plus exercer son effet dans ce sens. Mais cela est bien loin d'exclure que des oppositions d'intérêts – souvent très aiguës – ne surgissent entre les deux classes dirigeantes. L'acuité des oppositions d'intérêts est particulièrement marquée autour des questions douanières et tarifaires. Mais il est caractéristique que les représentants typiques de ces classes dans un tel conflit ne jouent jamais un rôle, pour ainsi dire comme combattants d'avant-garde. Du côté de la grande propriété foncière, c'est vraiment l'aile droite la plus extrême qui est en pointe, du côté des banques, c'est l'aristocratie relativement indépendante, féodale, légitimiste. (Attaque de János Hadik à la chambre des Magnats contre l'OFB.)¹⁷ Du côté du grand capital, on ne voit jamais les représentants des grandes banques et de l'industrie lourde se battre au premier rang ; ce rôle est laissé aux représentants de l'industrie légère et du

¹⁷ Comte János **Hadik** (1863-1933) : propriétaire terrien et homme politique hongrois. **Chambre des Magnats** : chambre haute de la Diète de Hongrie composée de membres héréditaires de la haute noblesse hongroise, d'ecclésiastiques et de députés de régions autonomes. **OFB** : *Országos Földbirtokrendező Biróság*, Registre foncier national.

commerce. (Attaque de Pál Sándor¹⁸ contre les coopératives.) Ceci est partiellement à rapporter au fait que le degré d'interpénétration au sein de chaque classe sociale est différent (plus elle est grande, plus étroit est la relation au capital financier), mais partiellement, il y a des causes tactiques. Chaque classe vise en effet à entraîner derrière elle de larges masses petites-bourgeoises, voire prolétariennes. Cela se produit d'un côté comme front agraire, de l'autre comme lutte contre le village. Ces manœuvres peuvent plutôt réussir parce que le monde paysan, depuis la défaite du parti de Nagyatádi,¹⁹ n'est à proprement parler absolument pas organisé. Les partis de gauche de la petite-bourgeoisie urbaine et de la moyenne bourgeoisie jouent cependant un rôle dirigeant dans ces luttes. La social-démocratie soutient selon l'art et la manière qui lui est possible l'enracinement de cette fausse opposition dans le monde ouvrier : elle mène une politique favorable à l'industrie, et soutient non seulement les partis petits-bourgeois, mais aussi directement le GYOSZ,²⁰ toutes les fois que des oppositions d'intérêts surgissent entre eux et les grands propriétaires fonciers. Ces manœuvres dissimulent de la sorte aux yeux des couches petites-bourgeoises et travailleuses le problème de fond : à savoir que la grande propriété foncière et le grand capital se lient de plus en plus étroitement entre eux, en dépit de

¹⁸ Pál Sándor (1860–1936), homme d'État et économiste hongrois, membre du Parti Libéral (Opposition).

¹⁹ István Szabó (Nagyatádi) (1863–1924), homme politique, fondateur du Parti National des petits paysans. Initiateur de la réforme agraire de 1920 qui porte son nom, et qui a échoué.

²⁰ GYOSZ : Gyáripárosok Országos Szövetségé. Association nationale des industriels.

toutes leurs oppositions d'intérêts et pèsent toujours plus fort sur le niveau de vie des couches inférieures et moyennes.

4. Les véritables oppositions d'intérêts sont donc là. La communauté d'intérêt entre les deux classes dirigeantes et leur lutte commune contre les couches inférieures et moyennes se voit le plus clairement dans l'évolution des recettes et des dépenses de l'État. Ainsi, dans le budget de 1928-1929, la recette des impôts directs n'est que d'environ 11 millions de pengős supérieure à l'an dernier. (De cela néanmoins, l'impôts sur les loyers représente 10 millions de pengős, une taxe donc qui concerne en premier lieu les couches inférieures et moyennes.) En revanche, la croissance des impôts indirects, selon l'estimation, ne s'élève qu'à 116 millions de pengős, ce sur quoi il faut prendre en compte que les impôts indirects dépassent toujours l'estimation (le surplus était l'an passé de 100 millions de pengős), cependant que les impôts directs correspondant en gros à l'estimation. Ceci n'épuise naturellement pas encore le combat commun des deux classes dirigeantes contre toutes les couches urbaines et travaillant à la campagne. L'ensemble des institutions économiques créées avec l'aide de l'État servent cet objectif: établissements d'export, établissement de crédit industriel, dont la constitution a été ralentie pendant plus d'une année, jusqu'à ce que les grandes banques réussissent à assurer et à affirmer leur influence décisive, que les emprunts hypothécaires industriels ne puissent être accordés qu'à des entreprises dépendantes d'eux etc. De cela fait partie la liquidation financière de la réforme de la propriété foncière à l'aide du Panama-allumettes, à laquelle les

grands propriétaires fonciers ont pris part avec une indemnisation du préjudice située au-dessus de la valeur du terrain. Ceux qu'on a fait accéder au terrain ont succombé sous le poids des dettes tandis que toute la population travailleuse du pays paye les coûts du financement par le trust suédo-américain des allumettes. Au service de cette tendance, de l'étouffement de plus en plus accentué du petit commerce, il y a aussi bien les divisions marchandises des banques qu'aussi les cartels de vente (textile, fer, ciment etc.), qu'aussi les coopératives soutenues par l'argent de l'État ; l'importance croissante des grands magasins se place également au service de cette tendance. En ce qui concerne le village, l'introduction croissante du capitalisme dans la production agricole (standardisation) va avoir un effet analogue sur la petite et moyenne paysannerie. L'enchérissement causé par les douanes, les cartels pèse dans une même mesure sur le peuple travailleur de la ville et du village. L'augmentation du chômage, l'aggravation des conditions de travail se voient dans une même mesure à la ville et au village. L'issue de la crise des débouchés à l'aide d'allègements tarifaires sert exclusivement les intérêts de la grande propriété foncière et du grand capital. La situation économique véritable montre donc sur toutes les questions concrètes – en opposition radicale à la conception de la social-démocratie – la communauté d'intérêts des travailleurs de la ville et de la campagne face à l'union de la grande propriété foncière et du grand capital.

Même si les partis de la consolidation dans leur ensemble (donc la social-démocratie elle-aussi) sont

occupés à dissimuler aux masses travailleuses ces véritables oppositions d'intérêts, même si les partis de la petite bourgeoisie citadine et de la moyenne paysannerie se dispersent par suite de la politique de consolidation de Bethlen, il est malgré cela inévitable que ces faits économiques provoquent une profonde inquiétude dans la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne ; ils augmentent cette distance qui sépare encore les classes dirigeantes du système de ses couches inférieures. Les différences entre les deux classes dirigeantes se manifestent en surface et chacune vise à rassembler autour d'elle les plus larges masses possibles ; mais en réalité, la déception au sujet de la politique de consolidation, de redressement menée par le régime de Bethlen s'exprime de manière si profonde et élémentaire que cela signifie malgré tout – bien que cela n'atteigne qu'à l'occasion la surface de la vie politique – l'approfondissement de la crise du régime, son isolement croissant par rapport aux masses.

5. Cette crise a aggravé à une grande échelle le fiasco du gouvernement Bethlen en politique étrangère, elle en a fait prendre conscience et l'a mise en évidence.²¹ La croyance en l'orientation anglo-italienne a suscité dans de très vastes masses petites-bourgeoises un espoir que la misère économique – comme conséquence du traité de Trianon – ne serait que temporaire, que la persistance du Front de l'Unité Nationale, le soutien à la politique étrangère de Bethlen pourrait porter ses fruits à brève échéance. Objectivement, il était naturellement clair, dès

²¹ Bethlen cherchait à monnayer son soutien à la guerre antisoviétique contre une révision des traités. cf. François Fejtó, *La petite entente, la France et Beneš*, Vingtième Siècle, 1991, n°29, pp. 11-16

le départ, que l'orientation anglo-italienne concernant la révision du traité de Trianon ne pouvait en aucun cas produire de résultats positifs, que Bethlen n'avait donc pas d'autres choix que de livrer sans contrepartie les ouvriers et les paysans hongrois aux fins de la guerre contre l'Union Soviétique. Néanmoins, l'opposition italo-française, avec ses répercussions directes sur le rapport à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie, a suscité dans les larges masses l'illusion provincialiste selon laquelle l'opposition italo-française se plaçait au cœur des conflits européens, que la politique extérieure réaliste de Bethlen pouvait, en s'y intégrant, atteindre de véritables résultats. (La plateforme d'opposition du parti socialdémocrate, l'orientation de la Yougoslavie, ne font que renforcer cette illusion provincialiste.) La révélation de l'Entente anglo-française a finalement dissipé ces illusions. Il est clairement apparu que :

a) la guerre contre l'Union Soviétique est au cœur de la politique européenne.

b) que la Hongrie doit inconditionnellement s'y intégrer.

c) Que l'Angleterre et la France liquident à un rythme rapide l'ensemble des oppositions externes et internes des États balkaniques afin de les rendre capables de combattre dans la guerre antisoviétique, et de constituer un bloc. Après une brève hésitation, Bethlen a enclenché l'adoption du point de vue de la capitulation sans conditions (démarche vers Varsovie, ce qui, à côté de la force de l'alliance polono-roumaine, doit en pratique signifier, le règlement des conflits avec la Roumanie.)

C'est tout particulièrement l'aspect politique intérieure de ce tournant qui est d'une importance décisive. La

fonction la plus importante de la « politique extérieure réaliste » était le réassemblage du Front de l'Unité Nationale. (Entrée de la social-démocratie dans le Front de l'Unité Nationale. Le rapport à la campagne Rothermere,²² l'exigence de frontières économiques, la supériorité culturelle etc.) Les illusions économiques liées à la révision de Trianon ont joué malgré leur caractère illusoire un rôle très réel dans l'apaisement des masses exaspérées, y compris jusqu'à toucher très profondément la classe ouvrière. Ce caractère illusoire ne signifie pas que ce ne serait pas l'intérêt réel de l'industrie lourde hongroise que de reconquérir par la révision de Trianon les anciens bassins miniers et d'élargir puissamment le marché intérieur. L'illusion, c'est que les frontières de Trianon seraient la vraie cause de la question fondamentale de la crise économique hongroise, de la crise des débouchés de l'agriculture. En réalité, cette cause n'est pas Trianon, mais la suppression de la communauté douanière de l'ancienne monarchie, la possibilité, résultant de la situation de monopole, d'écouler les céréales à des prix supérieurs aux cours du marché mondial. L'effet de la politique extérieure mise en place à l'été a aggravé la crise interne du régime, a sapé le prestige du régime de Bethlen, a mis ouvertement en lumière la crise de l'ensemble.

²² Harold Sidney Harmsworth, 1^{er} vicomte Rothermere (1868-1940), magnat de la presse britannique, propriétaire de nombreux journaux tels que le *Daily Mail* et le *Daily Mirror*. Il lance une campagne en faveur de la révision du traité de Trianon. "*Hungary's Place In the Sun*" [La place au soleil de la Hongrie], *Daily Mail*, 21/06/1927. Le premier ministre hongrois, István Bethlen, ne fut pas pleinement satisfait de cette campagne qu'il jugeait intempestive et fâcheuse.

6) La crise du régime de Bethlen qui commence a poussé une partie des classes dirigeantes à se préoccuper d'un successeur en cas d'effondrement du régime. Cela veut dire que l'on voudrait – sur la base des enseignements de la révolution et de la contre-révolution – dès à présent se soucier de ce que le pouvoir, en cas de chute de Bethlen, reste sans changement entre les mains des classes des grands propriétaires terriens de la grande bourgeoisie. Ce mouvement « oppositionnel » qui se cherchait déjà au printemps sous forme d'un bloc électoral de droite a mieux montré son visage après la crise causée par le fiasco en politique étrangère, naturellement sans avoir pu provisoirement adopter une plateforme de parti solide. Le plus grand obstacle à ce type de regroupement est son caractère totalement dénué de principe de l'union : à savoir que là, l'aile ultradroitière de la grande propriété foncière (Apponyi, Andrassy²³ et les magnats légitimistes) entre dans un bloc avec l'aile gauche de la grande et moyenne bourgeoisie, avec les représentants du capital commercial et les industriels non organisés en trusts (Kállay, Rassay, Pál Sándor etc.)²⁴ sous l'étiquette du libéralisme, de la démocratie. Il est clair qu'au cas où cette alliance parviendrait au pouvoir, les couches dirigeantes aujourd'hui seraient bientôt repoussées à

²³ Comte Albert Apponyi (1846-1933), homme politique et diplomate hongrois, connu pour avoir dirigé la délégation hongroise lors de la signature du traité de Trianon en 1920. Gyula Andrassy le jeune (1860-1929), chef du parti chrétien-démocrate.

²⁴ Dr Miklós Kállay (1887-1967), à l'époque *főispán* (représentant du gouvernement hongrois) de son comté. Il sera 1^{er} ministre de mars 1942 à mars 1944. Károly Rassay (1886-1958), président du Parti libéral.

l'arrière-plan par rapport aux couches des classes dirigeantes qui jouent aujourd'hui un rôle décisif (grandes banques et l'industrie lourde qui en dépend, mais un tel remaniement serait pour les classes dirigeantes bien moins dangereux que si – comme au temps de la contre-révolution - on devait reconquérir le pouvoir sur la petite bourgeoisie et la moyenne paysannerie. C'est la raison pour laquelle non seulement l'opposition adopte jusqu'à l'excès un point de vue loyal à l'égard de Bethlen, mais aussi Bethlen lui-même tolère cette opposition et ne coupe pas les fils qui la relient à lui. L'opposition se préoccupe néanmoins avec la plus grande force, de repousser totalement à l'arrière-plan les éléments petits-bourgeois mécontents, y compris, si c'est nécessaire, au prix de la division. (Rassay désavoue Fábíán dans l'affaire Sztranyavszky.)²⁵ Le caractère strict de consolidation de la nouvelle opposition se manifeste en partie en ce qu'elle adhère totalement au socle révisionniste de la politique extérieure,²⁶ avec la seule différence qu'elle a fait sienne le mot d'ordre prôné par le parti socialdémocrate et l'aile petite-bourgeoise sur le rapport entre démocratie et révision, sur la nécessité de gagner la sympathie des démocraties occidentales par suite de la démocratisation interne. Le fait que l'opposition libérale soit de plus en plus ouvertement et résolument sous direction légitimiste (Nagy-Kanisza) montre de la façon la plus claire la valeur de cette démocratie. Cette poussée légitimiste ne

²⁵ Sándor Sztranyavszky (1882-1942), député du Parti de l'Unité Nationale, Béla Fábíán (1889-1966), avocat, député du Parti National Démocrate.

²⁶ Visant à la révision du traité de Trianon.

signifie absolument pas que la question royale passe au premier plan. Bien au contraire, il faut souligner la parfaite unanimité avec Bethlen sur le fait que la question royale, aujourd'hui, « n'est pas d'actualité ». L'importance de l'affirmation du légitimisme vise exclusivement les tentatives fascistes petites-bourgeoises (« usurpateur »), Apponyi a même déclaré ouvertement que s'il n'était pas question d'un roi légitime, il vaudrait mieux une République, ce qui après les exemples allemand et autrichien montre clairement le caractère de classe de l'opposition libérale.

Malgré ce caractère de classe décisif (grand propriétaire terrien – grand capitaliste) le mot d'ordre de la révision liée à la démocratie est propre à susciter à nouveau des illusions sur Trianon. Le mot d'ordre, qui fait partie du légitimisme, sur la pureté de la vie publique est de plus pareillement propre à faire croire aux masses déçues par l'assainissement, qui voient comment les classes dirigeantes résolvent la crise économique à leur profit à l'aide de panamas, que l'issue se situe dans cette direction. Ces illusions et l'adhésion de masses petites-bourgeoises sont en gros favorisées par le soutien que le parti socialdémocrate accorde à l'opposition libérale. Il protège la propagande légitimiste par un semblant de combat et aide tout feu à se concentrer contre les tentatives fascistes petites-bourgeoises (Albrecht).²⁷ Sur la politique démocratique de révision, il s'aligne complètement sur Kállay, Rassay, et Apponyi. Il est

²⁷ Archiduc Albrecht de Habsburg, duc de Teschen, (1897-1955), candidat à la couronne de Hongrie, membre de la Chambre haute hongroise, et partisan de l'alliance avec Hitler. Après la guerre, il s'exilera en Argentine.

naturel – puisque même l’opposition n’a pas totalement rompu avec Bethlen – que le parti socialdémocrate ne soit pas non plus contraint, de par son adhésion à l’opposition, à la rupture avec Bethlen. Il échoit au parti socialdémocrate le rôle d’armée de réserve de la consolidation. De la même façon, il soutient et soutiendra aussi dans le futur une solution de consolidation de Bethlen ou de Kállay.

7) C’est la petite bourgeoisie urbaine qui constitue la majeure partie de l’opposition libérale. Mais cela est encore bien loin de vouloir dire que la petite bourgeoisie urbaine serait, dans sa globalité ou sa majorité, ralliée à l’opposition libérale. Parvenue au pouvoir dans le premier temps de la contrerévolution, la petite-bourgeoisie urbaine a été totalement désorganisée politiquement par la consolidation. Les organisations nées au début de la contrerévolution se sont partiellement décomposées, partiellement elle ont été intégrées par le gouvernement Bethlen dans l’appareil d’État. L’idéologie contradictoire, peu claire, dominante au début de la contrerévolution (racisme, antisémitisme petit-bourgeois, anticapitalisme) s’est encore totalement décomposée pendant la consolidation et a perdu son attractivité effective auprès des larges masses. Cette désorganisation politique a été aggravée par la paupérisation économique constamment croissante de la petite-bourgeoisie urbaine, qui n’est capable qu’au profit d’une toute petite couche que d’aller constamment grossir la machine d’État. Pendant la consolidation, la petite-bourgeoisie s’effondre continûment, partiellement en raison des causes économiques mentionnées, auxquelles contribue la liquidation, effectuée à la mode

du grand capital, des reliquats de la guerre (inflation, emprunts de guerre etc.) Dans cette mesure, la petite-bourgeoisie est totalement morcelée. Sa part la plus importante – et tant à vrai dire celle de gauche qu’aussi celle de droite – se rassemble derrière Bethlen, sans être pour autant partisane enthousiaste du régime de Bethlen. La part de gauche va être partiellement absorbée par l’opposition libérale, partiellement par le parti social-démocrate. Les intellectuels petits-bourgeois purement fascistes, depuis la dispersion du groupe de Gömbös,²⁸ n’ont plus de représentation politique autonome tangible. La déception quant à la consolidation et la ruine du prestige du régime de Bethlen par suite du fiasco en politique étrangère suscite malgré cela un puissant mouvement dans la petite-bourgeoisie fasciste. Le cœur politique de ce mouvement est la question d’Albrecht, tentative de conduire à nouveau au pouvoir la petite-bourgeoisie au pouvoir au début de la contrerévolution. Cette tendance ne peut pas compter sur un succès politique sérieux. Une autre aile de l’intelligentsia petite-bourgeoise fasciste cherche pour une part des liens avec la paysannerie (Cercle Miklós-Bartha,²⁹ Avant-Garde), pour une part aussi avec le monde ouvrier (Article de György Oláh sur Pilisvörösvár).³⁰ Malgré son idéologie fasciste, peu claire, malgré sa petite organisation sectaire, cette orientation peut cacher en soi un certain danger,

²⁸ Gyula Gömbös de Jákfa (1886-1936), leader du parti d’extrême-droite de l’indépendance nationale hongroise, qui disparaît en 1928. Il sera député, ministre, puis premier ministre (1932-1936)

²⁹ Miklós Bartha (1848-1905), homme politique antisémite.

³⁰ György Oláh (1902–1981), écrivain d’extrême droite, journaliste. Pilisvörösvár : ville du comitat de Pest en Hongrie. Des grèves de mineurs y ont eu lieu fin 1928.

dans la mesure où elle réussit à se créer une certaine influence chez les couches d'ouvriers et de paysans exaspérés, déçus, mais arriérés.

8) Avec la consolidation, le monde paysan a, de la même façon, perdu sa forme d'organisation politique : la partie subsistante du parti des petits paysans s'est fondu dans le Parti de l'Unité, et ceux qui ont quitté le Parti n'ont guère d'organisation authentique au village. (Gyula Berky)³¹ Les larges masses du monde paysan se retrouvent de cette manière sans aucune organisation autonome, et le gouvernement Bethlen déploie les plus grands efforts dans le sens que non seulement il fait obstacle à toute organisation des paysans, mais aussi qu'il rassemble la paysannerie dans des organisations dirigées par l'État. (Union de village, Levente,³² cercles de lecture, représentations laïques, maisons du peuple, etc.) C'est dans ces circonstances que se manifeste le mécontentement et la déception de la paysannerie ; d'autant plus que, dans les conditions de la presse en Hongrie, seuls les fascistes ont l'occasion de tracer un tableau de la situation de la paysannerie. Mais si nous comparons ce tableau à la situation économique objective, alors on comprend clairement la déception du monde paysan à l'égard de la consolidation contre-révolutionnaire. La réforme agraire n'a entraîné qu'une modification tout à fait minime des rapports de propriété. (En 1921, la grande propriété foncière avait en sa possession 53,5% du sol, 47,8% en 1927). Abstraction

³¹ Ce nom figure dans le livre du Dr Zoltán Bodrogközy, *A magyar agrármozgalmak története* [Histoire des mouvements agricoles hongrois], Budapest, Kir. M. Egyetemi Nyomda, 1929.

³² *Levente*, organisation de jeunesse sportive et paramilitaire.

faite de ce que ce n'est pas la paysannerie qui a reçu la part la plus importante du peu de sol partagé dans des conditions grevées de charges (selon les données officielles, ce sont les Vitéz,³³ donc des fonctionnaires ; en réalité sûrement beaucoup plus), la réforme agraire n'a satisfait absolument aucune couche de la paysannerie. Par suite de la crise des débouchés, la petite et moyenne paysannerie s'endette de plus en plus rapidement, mise dans une situation toujours plus dure par la cherté de la vie, les impôts indirects, etc. (Taux usuraires des instituts financiers locaux, crédit vert). Les événements des derniers temps multiplient, tant dans le domaine économique que politique, dans la paysannerie, le sentiment d'être « laissés en plan », d'abandon, de méfiance à l'égard de l'État et des partis politiques. Les organisations étatiques fondées au village, tout particulièrement les Levente, ne sont absolument pas aimées dans les couches inférieures du monde paysan.

Ce sentiment ne peut que se renforcer encore, si le dénouement financier de la réforme agraire et le report des charges de la crise des débouchés sur la couche inférieure et moyenne du monde paysan affecte la part la plus faible du monde paysan qui avait eu accès à la terre lors de la réforme agraire.

Cette situation est encore plus évidente chez les ouvriers agricoles. Là-aussi, il y a un mécontentement croissant dans une totale inorganisation. Depuis le pacte de 1922, la fédération des ouvriers agricoles a cessé d'exister en tant qu'organisation de masse (les statistiques des

³³ Membres de l'ordre de noblesse créé par Horthy pour les soldats méritants de la Première Guerre mondiale auxquels des terres ont été attribuées.

syndicats donne 3.800 membres pour 1927), l'afflux des ouvriers agricoles dans le MSZMP dans les années 1925-1926 a cependant été interrompu par la terreur officielle. Certes, la réforme agraire – selon les données officielles – a réduit le nombre des ouvriers agricoles de 895.000 à 713.000. Mais cette réduction n'est qu'apparente. Comme la superficie moyenne des exploitations agricoles à laquelle elles ont abouti était de 1,7 arpent, comme elles ne possèdent ni de bétail ni de quelconques outils de travail, les paysans « sans terre » ayant nouvellement accédé à la terre sont contraints d'accepter à n'importe quel prix du travail sur des domaines seigneuriaux ou chez de grands paysans pour acquitter la location auprès d'eux des animaux de trait. Ainsi, la couche ayant accédé à la terre par la réforme agraire joue le rôle d'une main d'œuvre attachée à sa parcelle, exerçant une pression à la baisse sur les salaires. Cet effet de la réforme agraire se manifeste aussi dans le fait que les salaires à la journée dans l'agriculture ont, de 1926 à 1927, baissé de 15 à 20%. La cause n'en est naturellement pas exclusivement la réforme agraire ; il y a aussi comme cause conjointe les débuts du passage au capitalisme de la production agricole (introduction des machines, etc.) dont le signe le plus sûr est la montée constante du chômage dans l'agriculture. Finalement, on y voit nettement la totale inorganisation du monde des ouvriers agricoles.

9) Nous nous occuperons dans un chapitre à part de la situation du monde ouvrier et de son évolution.

10) Le tableau global est donc : la séparation des couches inférieures et moyennes de la société à l'égard des partis de la consolidation, son éloignement des idéologies de la

contrerévolution et de la consolidation, l'isolement du régime de Bethlen par rapport aux masses, à côté de l'état de fait, comme cadre, du Parti de l'Unité, la ruine et la décomposition du Front de l'Unité Nationale. Par rapport à ce processus que ne méconnaissent pas les politiciens et les publicistes de la consolidation qui en ont une vue prospective, le gouvernement a pris les mesures préventives suivantes :

a) il cherche à tout prix à aplanir les oppositions entre les deux classes dirigeantes, à s'assurer de leur coopération. Le ministère de l'économie comme organe directeur central de cette coopération. Institut pour l'exportation. Réforme agraire et allumettes. Modérations tarifaires pour les grands propriétaires fonciers. Influence de l'État sur la vie économique (les actifs du gouvernement en dépôt à la banque nationale se montent à 234 millions de pengős.) Investissements. Tentative d'obtention d'emprunts étrangers. « Abandon » total de la petite bourgeoisie et du monde paysan à la grande propriété foncière et au grand capital.

b) Le renforcement de l'appareil d'État. Gömbös, en tant que secrétaire d'État à la Défense Nationale, est chef d'état-major de l'ensemble des formations armées situées en dehors de l'armée. Maintien de l'ordre interne. Loi sur la presse. Suppression des autonomies. Politique culturelle de Klebersberg³⁴ comme production systématique d'une idéologie fasciste, nomination de membres de l'intelligentsia fasciste dans tous les points

³⁴ Comte Kuno von Klebersberg de Thumburg (1875-1932), homme politique hongrois, membre du Parti de l'Unité. ministre de l'Intérieur en 1921-1922, puis de la Culture (1922-1931). Il professait une idéologie suprémaciste magyare, chauvine et antisémite.

stratégiques importants. Politique scolaire comme tentative de placer la petite-bourgeoisie rurale et la paysannerie sous la direction de l'intelligentsia fasciste.

c) Politique à l'égard la Social-démocratie. Amener constamment la bureaucratie du parti à se rapprocher de l'appareil d'État. Tractations avec la bureaucratie sur la loi sur les syndicats. Médiation de paix (à Pilisvörösvár). Garantie des panamas de la bureaucratie (Négociation douce de la MÉMOSZ)³⁵ La perspective du droit de vote secret pour la période d'après le nécessaire renforcement de la consolidation. Mais en même temps menace qu'ils pourraient aussi faire autrement en politique pour les ouvriers. (Sztranyavszky et les aigles).³⁶ Tolérance de mouvements scissionnistes (Migray)³⁷ et même leur encouragement (Szentirmay).

d) Louvoiements sur la question royale. La question royale n'est « pas d'actualité », en cela, ils sont d'accord avec les libéraux légitimistes. La lutte contre Albrecht est laissée aux légitimistes et aux sociaux-démocrates.

e) Capitulation totale devant la nouvelle Entente. Voie varsoivienne. Préparatifs de guerre (constant trafic d'armes en contrebande, Saint-Gothard, Vienne, etc., Levente, fascisation du village, soutien des industries nécessaires à la guerre.) Adhésion sans réserve au front

³⁵ MÉMOSZ, *Magyarországi Építőmunkások Országos Szövetsége*. Association Nationale des Travailleurs du Batiment de Hongrie

³⁶ Nous n'avons pas pu déterminer qui étaient ces « aigles » auxquels Lukács fait allusion. Il semble que ce soit une milice fascisante.

³⁷ József Migray (1882-1938), poète, journaliste. Employé de *Népszava* [La Voix du Peuple], journal du parti socialdémocrate. Il quitte la rédaction en 1928, et est exclu du parti. Il évoluera ensuite vers la droite.

antisoviétique). La guerre devient de plus en plus, pour le régime Bethlen, un besoin de politique intérieure, tant comme unique possibilité de restauration du Front de l'Unité Nationale, qu'aussi comme moyen contre le déclin du régime.

11. Le tableau global est donc : une inquiétude générale dans les classes sociales, le début de la crise générale du régime. Mais en même temps – en conséquence des enseignements des révolutions et contrerévolutions – il n'y a en apparence de la vie politique que des partis de la consolidation. Dans cette situation, le mot d'ordre de démocratie comme renforcement nécessaire de la consolidation s'impose de plus en plus, tant du côté de Bethlen qu'aussi de celui de l'opposition libérale. Le caractère de consolidation de l'ensemble des partis se manifeste sur les questions suivantes :

a) Tous les partis renoncent aux réformes démocratiques cohérentes à la démocratie bourgeoise, ou rompent avec elles. (Affaire Fábíán-Sztranyavszky ; discours du nouvel-an de Rassay : proclamation de la continuité juridique de la consolidation ; le parti socialdémocrate et les règlements intérieurs, visite du Parti de l'Unité aux syndicats.)

b) Sur la question syndicale, tous sont, par principe, pour la fascisation, et ce n'est que sur les voies et méthodes qu'il y a des différences, derrière lesquelles se cachent naturellement, dans certains cas, des différences de classe.

c) Tous les partis sont, par principe, pour la révision [du traité de Trianon].

d) Tous les partis évaluent de la même façon le danger communiste.

e) Tous les partis sont pour la guerre, en particulier pour la guerre antisoviétique.

Donc, dans la mesure où – en partie sur la pression anglo-française, comme dans les autres États des Balkans – on essaye de réorganiser le régime, cela va produire selon toute vraisemblance une réorganisation démocratique : la liquidation complète de la démocratie bourgeoise dans le cadre démocratique. Cela ne veut pas dire la prise du pouvoir par de nouvelles classes, ou tout au moins de *nouvelles* couches sociales, il n'y a donc en aucun cas d'analogie avec le cas Maniu.³⁸ Que Bethlen réussisse la restructuration démocratique ou qu'un bloc Kállay-Apponyi la réalise, ou que Bethlen élargisse le front de l'unité nationale avec Kállay et Apponyi, le caractère de classe du régime reste le même dans un nouvel habit démocratique : le règne commun de la grande propriété foncière et du grand capital réunis par le capital financier, avec un appareil d'État fascisé, en dépendance totale du bloc impérialiste anglo-français, en tant que leur mercenaire dans la guerre antisoviétique.

12) Tout ceci se déroule dans un contexte de contradictions de classes de plus en plus accrues. Le régime continue de s'effriter. Les partis s'isolent de plus en plus de leurs masses, ils perdent l'influence qu'ils

³⁸ Iuliu Maniu (1873-1953), homme politique roumain de Transylvanie, député au Parlement de Budapest de 1906 à 1910. En 1926, il réussit la fusion du Parti national transylvain et du Parti paysan. En 1928, il devient président du Conseil des ministres du royaume de Roumanie et organise des élections générales où son Parti national paysan remporte 349 sièges sur 387.

exerçaient sur elles. L'État s'isole de plus en plus. Les illusions liées à la consolidation et à la victoire de la contrerévolution se fracassent :

a) les illusions économiques disparaissent du fait que de plus en plus, l'assainissement de l'économie privée se révèle comme un processus impitoyable du grand capital, à côté de la misère croissante des masses travailleuses et des couches moyennes ;

b) Dissipation des illusions politiques en ce qui concerne le Front de l'Unité Nationale et des autres idéologies de la contrerévolution consolidée ainsi que des espoirs de révision [du traité de Trianon]. (Bien qu'il soit clair que la démocratisation va susciter certaines illusions dans la petite-bourgeoisie et certaines couches du monde ouvrier.) L'appareil d'État est encore capable d'agir à l'encontre des mouvements des masses, mais intérieurement, il se désagrège totalement. (Corruption et panamas, toute la machinerie de l'État est entre les mains des grandes banques.) L'affaiblissement de la force motrice des idéologies contrerévolutionnaires et l'isolement des partis de la consolidation par rapport aux masses ont pour résultat que la pression politique s'adoucit. Ni la discipline ou l'idéologie de leurs partis ni l'idéologie officielle de l'État ne peuvent totalement ou tout au moins dans une mesure constamment décroissante, contenir les masses. La pression sociale du capitalisme consolidé exercée sur les masses, sa force de suggestion, est sur le point de se décomposer. Cet affaiblissement se manifeste dans la plus grande joie et possibilité de mouvement des masses, dans la permission forcément donnée à certaines expressions idéologiques,

bien que la pression purement policière reste inchangée, et même se renforce parfois.

III. La situation de la classe ouvrière.

1. L'augmentation constante du coût de la vie avait déjà depuis bien longtemps plus qu'effacé les faibles effets de la conjoncture de 1927. Le monde ouvrier, par suite de la résistance de la bureaucratie syndicale, de l'empêchement et de la trahison de la grève éclatée spontanément n'a pas réussi, ne serait-ce qu'approximativement, à compenser l'enchérissement du coût de la vie par des hausses de salaires,.

2. En proportion, les effectifs des ouvriers qualifiés diminuent, ceux des ouvriers non-qualifiés, des femmes, et des jeunes ouvriers augmentent.

3. Le nombre de membres des syndicats diminue constamment. Derrière cette décroissance se cache d'un côté le déplacement, déjà mentionné, causé par la rationalisation, qui est particulièrement renforcé du fait que les syndicats ne mènent aucune lutte contre la rationalisation, du fait que non seulement ils la soutiennent par leur passivité, mais qu'ils en font même carrément la propagande. C'est ainsi que s'en est allée une part significative des travailleurs organisés qui ne voyait plus leurs intérêts représentés par les syndicats. D'un autre côté, le sabotage constant, l'empêchement, la trahison de la grève suscitent dans de larges couches des ouvriers un dégoût profond à l'égard des syndicats. On ne doit donc pas juger mécaniquement l'état actuel de faible organisation de la classe ouvrière hongrois comme une simple rechute dans le stade primitif du mouvement, mais il faut voir concrètement qui constitue la masse des

inorganisés, et pourquoi elle n'est pas organisée. Il faut avant toute chose prendre en compte ici cette couche d'ouvriers qui pour une part était organisée depuis longtemps et pendant longtemps, mais qui a abandonné en raison du dégoût à l'encontre de la bureaucratie de l'organisation. Parmi eux se trouvent sans aucun doute des éléments tombés dans la passivité, mais il subsiste néanmoins une part d'entre eux qui sont des ouvriers radicaux, qui peuvent être ramenés dans une organisation combattante sérieuse capable de mener la lutte de classe. Une autre couche importante est constituée par la jeune génération d'ouvriers. Ces ouvriers qui ont grandi à l'époque d'après la révolution sont déjà, dès le départ, dans une attitude de défiance à l'encontre du parti socialdémocrate et de la bureaucratie syndicale. Dans la mesure où ils sont en général organisés, ils se rassemblent dans les associations culturelles ; mais il y a aussi une couche qui n'est organisée nulle part et prend cependant une part active aux luttes de classes dans l'entreprise. À côté, le monde ouvrier presque totalement inorganisé des nouvelles industries, en particulier de l'industrie textile où les femmes et les ouvriers venus il y a peu de la campagne jouent un rôle très important, représente une question tout à fait spéciale. Les grèves du textile de Győr et de Szeged nous enseignent qu'existe aussi dans cette couche d'ouvriers une appétence à la solidarité et à la ténacité dans la lutte de classe. En un mot, il ne faut en aucun cas apprécier la croissance de l'inorganisation comme si cela, en soi, signifiait déjà le déclin du mouvement ouvrier, sa tendance à montrer nécessairement un recul. C'est là une déviation de droite. Cette constatation ne signifie

naturellement pas que le Parti ne reconnaisse pas les dangers que recèle l'inorganisation croissante et ne lutte pas contre elle.

4. La bureaucratie des syndicats et partis se rend constamment plus indépendante du mouvement ouvrier et s'intègre dans le système économique et étatique du capitalisme consolidé. Le parlement et le conseil municipal, les différentes entreprises, le pragmatisme des postes dans le parti et le syndicat, l'arrêt total de la démocratie dans l'organisation etc. offrent à la couche supérieure des bureaucrates la possibilité de rendre leur existence totalement indépendante de la situation du mouvement ouvrier et de la position des ouvriers. Cette couche crée alors, à l'aide de ce que procure le parlement et le conseil municipal etc., par l'octroi de petits emplois, une couche inférieure de bureaucrates ouvriers qui accomplit sa volonté dans les diverses organisations. Cette croissance constante de l'indépendance à l'égard du mouvement ouvrier est la base objective des cas de Panama et de corruption qui parviennent de plus en plus fréquemment à la connaissance du public. L'utilisation des ressources du syndicat pour des buts de spéculation est en corrélation avec les Panamas. Le cas MÉMOSZ n'est absolument pas isolé, ni la faute ou la responsabilité de quelques-uns, mais la conséquence nécessaire du système dans son ensemble, de la même façon que les cas personnels scandaleux de Peyer, Mónus³⁹ etc. L'évolution de la bureaucratie dans cette direction, le comportement spéculatif des syndicats

³⁹ Károly Peyer (1881-1956), leader du Parti Socialdémocrate, Illés Mónus (1888-1944), député.

(socialisme de guilde)⁴⁰ prépare de la façon la plus sûre le terrain pour la fascisation des syndicats.

5. Malgré cette attitude de la bureaucratie, le monde ouvrier réagit tant à la détérioration de sa situation économique qu'aussi à l'adoucissement de la pression politique. Donc :

a) Une grève suit l'autre (bois, textile, mineurs). Le caractère particulier de ces grèves, c'est qu'elles commencent à l'échelle de l'entreprise, contre la volonté des syndicats, et que dans de nombreux cas, elles s'étendent malgré la résistance des syndicats à l'ensemble de la branche professionnelle. Il est particulièrement frappant que dans ces grèves, les inorganisés sont tout aussi persévérants que les organisés. (Győr, Szeged, Pilisvörösvár.)

b) le monde ouvrier entreprend le combat pour la rue. (tabassage des aigles briseurs de grève, manifestation contre le numerus-clausus,⁴¹ manifestations de chômeurs.) Cette lutte est encore totalement instinctive, dans le cas de la manifestation contre le numerus clausus, elle a même servi de moyen politique à la politique libérale de bloc de la direction du Parti. (Un grand pas en avant est la manifestation des chômeurs.) Ces limitations ne réduisent cependant pas l'importance du fait que les ouvriers sortent dans la rue, actifs et joyeux de lutter et s'opposent aux formations fascistes.

⁴⁰ Mouvement politique prônant le contrôle ouvrier de l'industrie par l'intermédiaire de guildes (corporations).

⁴¹ Loi fixant des quotas à l'Université selon les appartenances ethniques (et visant implicitement les juifs.)

c) une manifestation encore plus courageuse, une prise de position encore plus nette pour le marxisme, la lutte de classe, et l'Union Soviétique, particulièrement chez les jeunes ouvriers. Leur importance n'est pas amoindrie du fait que cela s'exprime principalement – bien que pas exclusivement – dans les associations culturelles. et prend parfois des formes immatures. De cela fait aussi partie le fait que les ouvriers réagissent de manière active et perceptible aux articles calomnieux antisoviétiques de la *Népszava* et sont même contraints, au travers des organes centristes ou liquidateurs, de prendre position pour les russes, même si ce n'est que d'un point de vue culturel.

6. À cet état d'esprit correspond la résistance active, constamment croissante, du monde ouvrier à la bureaucratie (AMSZ,⁴² serruriers, MÉMOSZ). Mais ces mouvements :

a) n'ont encore aucune orientation politique, ni même un programme syndical, et pas non plus de revendications économiques. La lutte vise presque exclusivement la bureaucratie. Réaction instinctive à la préparation des bases de la fascisation par la bureaucratie. À côté de la constatation de ces limites du mouvement instinctif, il faut cependant noter que dès le début, le mouvement des serruriers s'est déroulé à un niveau de lutte de classes plus élevé que celui des tourneurs au même moment, et que ce niveau, avec le développement du mouvement s'est constamment élevé – sous l'influence du PCH. L'apparition de l'opposition MÉMOSZ était pourtant, en dépit des hésitations, plus empreinte dès le début de

⁴² AMSZ : *Alkoholelles Munkás Szövetség*. Association des travailleurs antialcooliques.

conscience de classe que l'action des serruriers. Dans le cas de l'AMSZ (mise en avant démesurée d'une ligne accessoire, le manque de coopération avec les autres associations culturelles, plus tard, recul désordonné et compromis) on a néanmoins vu les limites d'un mouvement instinctif comme celui-là.

b) Ces mouvements instinctifs sont indépendants les uns des autres, ils ne coopèrent pas, et ne cherchent même pas, dans la plupart des cas à établir une liaison.

c) L'Association Générale des Travailleurs vise, sous le drapeau de l'idéologie syndicaliste, à construire une organisation (principalement les ouvriers de la chaussure, exclus en 1925). L'idéologie syndicaliste, qui conduit à l'apolitisme et par-là, dans les conditions actuelles de la Hongrie, aisément au fascisme, fournit un terrain solide au profond dégoût à l'égard de la bureaucratie socialdémocrate.

7. La direction du parti et la bureaucratie syndicale poursuivent leur politique scissionniste. Mais on peut constater que, en partie sous l'effet de l'affaiblissement général des syndicats, en partie par suite de la résistance croissante des travailleurs, ils montrent de temps en temps des hésitations, des incertitudes. Cela se manifeste tout particulièrement dans le cas MÉMOSZ, mais on pouvait aussi le voir dans le cas de l'AMSZ lorsque le conseil du syndicat adopta le point de vue d'une position ferme, la direction du parti celui d'un aplanissement du conflit. Dans quelques cas, la bureaucratie a cherché, par une tactique louvoyante, par une division de l'opposition (Assemblée générale des ouvriers métallurgistes de Hackerpacher, pseudo-opposition Palotás à la MÉMOSZ

etc.)⁴³. On a vu également un vacillement dans le cas Migray, et dans le fait que le parti tolère dans ses organisations les serruriers exclus. Tout cela n'est que le signe de la faiblesse temporaire. Si l'indignation consécutive aux grands scandales se tassait et les mouvements d'opposition se calmaient, la bureaucratie reprendrait la politique de la « main ferme ».

8. Cette politique de la bureaucratie est dans une large mesure facilitée, voire rendue possible, par le drapeau du centrisme ouvertement arboré. La brochure de Jenő Kis⁴⁴ en est à maints égards un signe très important. La base sociale de l'austromarxisme hongrois se déduit de ce que :

a) le mécontentement au sein du monde ouvrier à l'égard de la politique de la bureaucratie est en croissance constante.

b) ce mécontentement n'est pas encore suffisamment conscient pour faire apparaître aux travailleurs que la rupture de principe avec la social-démocratie est inévitable.

c) de nombreux ouvriers de gauche s'effraient de l'illégalité, des dangers liés à l'adhésion au PCH illégal, et croient, c'est une illusion, pouvoir faire valoir leurs principes dans des oppositions légales. Le reflet programmatique de cette illusion, c'est

d) le mot d'ordre du centrisme hongrois « Vienne contre Moscou ». Dans ce mot d'ordre se concentre l'illusion que le socialisme ou même la démocratie bourgeoise

⁴³ Imre Palotás (1894-1968).

⁴⁴ Dr Jenő Zilahi Kis (1886-1938), avocat et homme politique social-démocrate, éditeur en 1928 de la brochure *Retour aux messes !*

pourraient être réalisés en Hongrie sans révolution. Dans ces circonstances, la fonction du centrisme consiste à atténuer la réaction de mécontentement des masses travailleuses, à conserver les ouvriers mécontents dans le parti socialdémocrate. Jenő Kis est tout autant la réserve de Peyer que celui-ci est celle de Bethlen. Cette absence de principes de l'opposition centriste se manifeste dans toute la méthode de critique de la Direction du Parti. (Elle reconnaît que la lutte de Peyer contre le bolchevisme offusque les ouvriers, aussi préconise-t-elle des méthodes « plus raffinées » ; elle ne consacre aucun mot d'ordre à la trahison à l'égard des paysans et des ouvriers agricoles, mais formule des objections au programme agraire du parti, en soutenant la politique extérieure de révision [du traité de Trianon] elle lutte seulement contre le fait qu'une telle « apparence » devienne réalité, ou elle oppose l'orientation yougoslave à l'orientation anglo-italienne ; en propagande, elle exige une terminologie marxiste, seulement une terminologie, pas de contenu etc.) En pratique, l'opposition centriste a montré dans de nombreux cas qu'elle remplit vraiment cette fonction. Sur l'impact du centrisme, on peut renvoyer à la pseudo-opposition qui s'est formée dans la MÉMOSZ, qui fait dans une large mesure obstacle à la constitution d'une opposition sérieuse.

Les dirigeants austromarxistes (Kis et Halász),⁴⁵ en tant que membres de la commission d'enquête, ont rendu possible que la clique Peyer-Mónus s'en tire à bon compte dans le cas du scandale Migray.

⁴⁵ Alfred Sándor Halász (1889-1955), une des figures de proue de « l'opposition » au sein du MSZDP (Parti Socialdémocrate). Il a été actif au syndicat de l'imprimerie et au comité législatif de Budapest.

9. Comme les partisans de Kis ont jusqu'à maintenant réussi, au sein de l'opposition socialiste, vu de l'extérieur, à soutenir la direction, cette opposition n'a pas été capable d'exercer des influences sur les mouvements de gauche qui se développent. Les ouvriers actifs nombreux au sein de l'opposition socialiste, vraiment de gauche, ont battu en retraite devant les centristes et ont abandonné la direction à Jenő Kis et à ses gens. En conséquence, le mouvement d'opposition n'a pu ni mettre en place un programme, ni se donner le caractère d'un mouvement concernant le pays tout entier. Par le monopole de légalité du parti socialdémocrate et l'illégalité de la propagande du PCH, l'opposition est nécessairement le centre légal, le lieu de rassemblement des ouvriers mécontents de gauche. L'opposition jusqu'ici n'a pas apprécié à leur juste valeur les tâches qui résultent de cette situation

10. La situation du MSZMP⁴⁶ est pour l'essentiel restée inchangée. Ce n'est qu'à certains endroits qu'il a revécu quelque chose. Certaines organisations locales agissent toujours et encore en dépit de la persécution des autorités et de l'illégalité presque totale. Mais dans l'ensemble, le MSZMP n'a pas encore été capable, jusqu'à maintenant, de rassembler et d'unir les travailleurs de gauche.

11. À partir de tout cela, on peut constater que l'analyse du plénum en ce qui concerne le manque de constitution d'un front des travailleurs de gauche était juste, bien que dans l'époque d'après le plénum, il y ait eu de grands événements, importants, de sérieux mouvements d'opposition dans le mouvement ouvrier. La morosité

⁴⁶ Rappelons-le, façade légale du PCH.

perceptible dans les masses ainsi que le mouvement sont montés des profondeurs et ont mis en mouvement des masses plus larges que dans les années 1924-1925. Mais il en est politiquement moins remonté à la surface qu'autrefois ; le mouvement est aujourd'hui, tant au niveau de l'organisation que du programme, moins unitaire que le mouvement de 1924-25 ; c'est pourquoi, dit en général, il est plus instinctif ; son niveau idéologique est plus bas. La direction communiste est aujourd'hui encore moins assurée, bien que ses garanties organisationnelles soient beaucoup plus conformes à leur nature de parti, plus systématiques, et au cas de leur développement total, plus fermes et plus consistantes que celles du mouvement de 1925.

Il en résulte les dangers suivants :

a) La juste défense émotionnelle contre la fascisation reste au niveau de l'instinct. La lutte contre la bureaucratie délaisse cela pour l'exigence de démocratie au sein de la branche professionnelle.

Les mouvements d'opposition, même dans leurs revendications économiques, ne dépassent guère les syndicats ; ils ne prennent pas conscience du caractère politique de leur lutte instinctive contre le fascisme. De cette manière, ils ne peuvent naturellement pas exercer une force d'attraction convenable sur les larges masses travailleuses qui sont en dehors des syndicats. Les grèves d'entreprise qui éclatent contre la volonté des syndicats, lesquelles représentent également une défense instinctive contre la fascisation qui se prépare, contre la suppression du droit de grève, contre l'obligation des conciliations judiciaires, restent également purement instinctives, elle

ne deviennent pas politiques. La même chose vaut aussi pour la lutte contre les briseurs de grève. Le monde ouvrier mène une lutte à l'échelle du métier, du lieu, et de l'entreprise contre la bureaucratie qui prépare les bases de la fascisation. C'est par suite de ce caractère instinctif qu'il ne prend pas conscience de ce qu'il mène déjà, à proprement parler, la lutte contre la fascisation elle-même, et c'est pourquoi il ne peut pas trouver les bonnes méthodes pour cette lutte.

b) À cela est corrélé le danger le plus réel du mouvement ouvrier hongrois : le morcellement en petites organisations, parfois sectaires, qui n'ont pas de liaisons entre elles. Ce morcellement peut entraîner une dépolitisation, et comme toute dépolitisation, être liée à un rapprochement idéologique du fascisme. (Association Générale des Travailleurs.) Ce morcellement, ce manque d'un front des travailleurs de gauche, cohérent, rassemblés par une unité programmatique, représente dès aujourd'hui un danger particulier du fait que la politique de la bureaucratie penchant vers la fascisation est matérialisée dans les conditions actuelles, soit – ce qui est peu vraisemblable – sous la forme d'une organisation obligatoire comme le souhaite une part de la bureaucratie des travailleurs de la métallurgie, soit sous la forme d'une obligation de conciliation judiciaire. Cette politique doit aussi être matérialisée lorsque, derrière la bureaucratie, il n'y a que de très petites organisations, ou même seulement des coquilles vides, (certes en possessions de biens, de la maison de l'association etc.), sachant que les mouvements oppositionnels menant la lutte de classe ne peuvent pas créer des organisations qui soient, grâce à leur attitude combative, en situation

d'exercer une influence sérieuse sur les grandes masses des ouvriers pour le moment inorganisés.

IV. L'activité du PCH depuis le plénum.

1. La perspective politique et la ligne des thèses du plénum se sont avérées justes. La situation politique générale ainsi que l'évolution du mouvement ouvrier ont suivi l'orientation prévue. Les thèses du plénum ont donné – somme toute – au parti la possibilité de réagir correctement aux tendances qui s'y mettaient en avant. Le parti n'a néanmoins obtenu sur la question d'actualité la plus importante du mouvement ouvrier, la constitution d'un front ouvrier de gauche, que de très faibles succès.

2. Le développement rapide de ces tendances à l'automne a contraint le parti à une prise de position décisive sur les questions du MÉMOSZ et des serruriers hongrois. Le parti avait donc accompli, de manière rapide et juste pour l'essentiel, le tournant devenu si nécessaire sur la tactique syndicale, dans un domaine de travail d'une importance vitale dans les conditions actuelles.

3. Les succès les plus importants de l'activité du Parti dans la période passée :

a) La constitution d'une direction du Parti. Par le renforcement du travail partisan des organes supérieurs et inférieurs, la capacité d'action politique du Parti a augmenté, bien qu'il ne soit toujours pas en situation de mener immédiatement tous les membres du Parti, de manière organisée, dans une action jugée juste.

b) La croissance de l'esprit de parti entraîne aussi une amélioration des méthodes de clandestinité, avec un

recul des arrestations et une plus grande inefficacité dans la réussite des arrestations. La conséquence politique de ces faits, c'est une disparition du liquidationnisme au sein du Parti, si l'on entend par là ces formes de liquidationnisme qui s'étaient diffusées pendant la crise de 1927-1928. La conséquence de ces faits, c'est pourtant une influence croissante et un combat fructueux du Parti dans la disparition du liquidationnisme en dehors du Parti. Il s'ensuit que le Parti, même si ce n'est que lentement, réussit pourtant de mieux en mieux à lutter contre la peur des ouvriers de gauche à l'égard du Parti Communiste illégal. (Aujourd'hui, il arrive souvent que des travailleurs de gauche contactent le Parti, pour les uns pour y adhérer, pour d'autres parce qu'ils ressentent qu'en tant que sans-parti, il ne peuvent pas travailler efficacement sans une liaison étroite au Parti.) Cette frayeur est l'obstacle principal à la constitution d'un parti ouvrier unitaire de gauche, parce qu'elle empêche la meilleure part des éléments ouvriers de gauche de pouvoir prendre part, avec l'esprit de parti, c'est-à-dire sous la discipline de Parti, à tous les mouvements concernant l'entreprise, le métier, la politique.

c) La grève à Salgótarján⁴⁷ représente un pas décisif dans le développement du parti. Ce fut la première grande grève, organisée, qui a éclaté et qui a été menée sous la direction des communistes, suivant les indications du PCH et en dépit de la résistance de la bureaucratie. Même si de nombreuses erreurs et hésitations sont apparues dans cette conduite de la grève, (en particulier par rapport à la bureaucratie briseuse de

⁴⁷ En novembre et décembre 1928, on a fait grève à Salgótarján, Pécs, Tata, et Pilisvörösvár.

grève), ce mouvement doit néanmoins être désigné comme un succès, et ceci d'autant plus que l'extension de la grève de Salgótarján à tout le pays fut le succès de l'action d'une délégation, suscitée par des communistes, voyageant dans d'autres mines.

L'effet favorable de la grève s'est manifesté dans la ferme résistance que les mineurs, en particulier ceux de Tarján et Tata, lors de l'interruption de la grève de Pilisvörösvár, avaient mis à l'ordre du jour à la conférence nationale.

d) L'influence du parti sur les serruriers exclus augmente constamment, ce qui se manifeste particulièrement dans l'esprit combatif de classe croissant de nos tracts. Le travail de la fraction existant chez les serruriers et les tourneurs prépare le terrain de la création d'un syndicat de métallurgistes tourné vers la lutte de classe.

e) Constitution au MÉMOSZ d'une opposition prête à la lutte de classe, ce qui est d'autant plus à enregistrer comme un succès qu'il a fallu, lors de cette constitution, prendre en compte et combattre une pseudo-opposition centraliste (Palotás) – de même qu'il a fallu empêcher que la bureaucratie, par des mesures prises rapidement, puisse isoler les leaders du mouvement des masses oppositionnelles.

f) L'impact croissant des communistes sur les larges masses ouvrières et en général une extension de l'impact politique du parti, bien qu'il ne réussisse pas, ni sur le terrain syndical, ni sur le terrain politique, à rassembler et à réunir sous sa direction les masses ouvrières de gauche dans un ensemble idéologique unitaire, et encore moins organisationnelle.

4. Les causes des lacunes du travail de masse du Parti.

a) Au plan de l'organisation : les faiblesses des cellules, leur manque d'influence dans les entreprises, une formation insuffisante des fractions (MÉMOSZ), le travail désordonné, non-unitaire des fractions (opposition socialdémocrate, organisations culturelles).

b) Le manque de permanents, dont le bas niveau, leur inexpérience politique en général et leur inexpérience dans la combinaison du travail légal et du travail illégal qui est une des causes principales de l'incapacité des cellules de conquérir de l'influence dans les entreprises.

c) Les justes analyses et mots d'ordre du Parti sont souvent parvenues en retard aux membres du parti ou n'ont pas eu d'effet suffisant sur eux, et à travers eux aux masses.

d) Des hésitations sont apparues dans la direction des échelons de base, en particulier lors de la campagne de la métallurgie.⁴⁸

e) Les relations insuffisantes et irrégulières au mouvement des jeunes ouvriers. Bien que depuis le plénum, des améliorations décisives soient survenues, la liaison qui s'est vue lors des actions est toujours et encore insatisfaisante et trop faible.

f) Manque total de travail auprès des femmes, ce qui cause en particulier l'absence d'influence sur les grèves du textile.

5. Mais en aucune façon, ces causes organisationnelles n'expliquent encore toute la situation. L'écart existant toujours et encore entre l'influence politique du Parti et

⁴⁸ Mouvement pour les salaires soutenu par le PCH.

son exploitation organisationnelle, la consolidation organisationnelle et avec cela aussi la capacité d'action du Parti ont aussi des causes politiques :

a) Le Parti ne montre pas encore son visage à sa juste mesure, pas même quand il suscite et mène lui-même une action. Cela cache sans nul doute des difficultés et des dangers en soi ; les expériences de l'illégalité d'autres pays montrent cependant que le problème n'est pas insoluble. Pour la clandestinité, les hommes doivent recevoir des instructions, et il ne faut pas mener uniquement une politique de clandestinité. Quand les cellules regroupent autour d'elles des hommes qui sympathisent avec elles, quand elles sont capables de mobiliser ces hommes pour des actions, alors une manifestation au grand jour du Parti n'entraîne plus le danger d'une arrestation. Mais lors du renforcement de ces actions, le Parti ne doit pas faire de concessions à la peur de cette manifestation au grand jour que les organisations de base gardent en mémoire de manière exagérée d'une période d'évolution dépassée. Ce n'est que dans ce cas que les actions justes du Parti peuvent avoir dans les masses un écho vraiment sérieux et exercer une influence sur les couches ouvrières qui se tiennent à l'écart.

b) Le Parti n'a toujours pas été capable, dans son agitation et sa propagande, d'intégrer les mots d'ordres stratégiques centraux des thèses du plénum dans les réelles questions du jour et ainsi de faire des luttes spontanées ou suscitées par le parti une partie consciente du front ouvrier de gauche à constituer.

c) Le Parti a été incapable d'implanter dans une mesure convenable dans les masses une part de ses mots d'ordre stratégiques (lutte contre la guerre, lutte pour « des revendications démocratiques »).

d) Dans l'application des thèses du plénum et la mise en œuvre de la ligne du parti, on a vu dans la direction du parti (Julius, Robert)⁴⁹ de même que parmi les membres du Parti des déviations de droite qui souvent n'ont pas permis au Parti de réagir aux événements assez rapidement ou résolument. Ces déviations de droite ne surviennent souvent que comme état d'esprit de résignation dont la cause est ce sentiment des travailleurs du parti agissant dans des conditions difficiles que leur dévouement et leur force d'organisation ne sont pas du tout en rapport avec les tâches qui leur incombent. Sur ces faits, on ne doit cependant pas fermer les yeux ; car au fond, derrière de toute déviation de droite, il y a le sentiment de cette divergence entre nos forces et nos tâches. Derrière la plupart des déviations de droite, il y a une idéologie de la faiblesse, un détournement des tâches concrètes de la lutte. Ce problème doit naturellement être apprécié de manière différenciée – et l'on doit contre de telles déviations de droite procéder différemment, selon qu'elles apparaissent d'un niveau supérieur ou inférieur, intégrées à un système, ou dans des prises de position isolées. En général, ces déviations et états d'esprit de droite surgissent de différents côtés, inorganisées, et ne constituent pas de fraction. Mais elles sont néanmoins

⁴⁹ Robert : Béla Szántó, commissaire du peuple à l'armée rouge dans la République des Conseils. Il exerça des responsabilités à l'Internationale Syndicale Rouge. Après 1945, il fut ambassadeur de Hongrie en Pologne.

objectivement corrélées, dans la mesure où elles représentent des appréciations erronées des problèmes les plus importants de la situation hongroise actuelle, empêchent par-là la résolution des questions actuelles et décisives du Parti, et retardent une position théorique claire du Parti.

6. Les plus importantes de ces déviations de droite sont les suivantes :

a) Le point de vue du camarade Julius et son appréciation du régime de Bethlen et de la Social-Démocratie (voir en annexe des thèses son discours tenu devant le secrétariat international de l'Internationale Communiste). Le camarade Julius y exprime qu'il n'est absolument pas d'accord avec la politique du PCH menée ces dernières années. Sa prise de position constitue un système droitier cohérent. Il nie le caractère fasciste du régime de Bethlen, il nie l'imbrication du parti socialdémocrate dans le fascisme de Bethlen, et considère le Parti Social-Démocrate comme un parti d'opposition, luttant pour des réformes démocratiques. Si c'était vrai, il faudrait évidemment que le PCH révise l'ensemble de sa politique.

En réalité, l'« analyse » du camarade Julius aurait pour conséquences pratiques qu'il ne resterait au Parti pas d'autre activité que de soutenir le parti d'opposition socialdémocrate en lutte pour des réformes démocratiques, et tout au plus de le déplacer vers la gauche. Ne resterait au PCH rien d'autre comme tâche autonome qu'une propagande purement théorique pour la dictature du prolétariat. La plateforme du camarade Julius, indépendamment de l'erreur complète de son analyse, ne servirait à rien d'autre qu'à remettre

directement le Parti dans des conditions consécutives à la chute d'une dictature, à savoir au niveau d'un pur groupe de propagande. Ce point de vue qui, s'aligne, en fonction des conditions déviationnistes (hongroises) sur le point de vue d'autres groupes internationaux de droite, exprime pour l'essentiel un recul apeuré devant la résolution des tâches d'actualité difficiles qui se posent au Parti.

b) Le point de vue du camarade Robert (*cf.* ses trois articles en annexe des thèses) porte davantage encore le sceau d'une idéologie de faiblesse. Le camarade Robert voit dans la fascisation qui se rapproche et le recul constant du nombre de membres des syndicats, mais il ne comprend rien aux circonstances concrètes de cette évolution. C'est pourquoi il identifie mécaniquement le nombre de membres dans les syndicats avec la dépression du mouvement ouvrier. Dans l'état d'inorganisation des masses travailleuses, il ne voit que le signe d'un déclin du mouvement et mécaniquement dans les mouvements spontanés la simple attente du Messie. La conséquence de cette position à courte-vue, qui est totalement aveugle à la radicalisation des masses et aux formes multiples, au développement de cette radicalisation, réside en ce qu'il se dérobe aux tâches actuelles concrètes et fondamentales du Parti. Il déguise cette dérobade de l'habit d'un pseudo-radicalisme. Il prétend que les thèses organisationnelles du plénum sont en opposition aux thèses politiques, que la ligne et la perspective du plénum se contredisent. Il ne remarque en l'occurrence pas l'opposition dialectique nécessaire qui existe à l'occasion de chaque mouvement spontané entre perspective et ligne du Parti : Le Parti travaille en effet à

donner au mouvement spontané une autre orientation que celle que ce mouvement suivrait dans sa spontanéité pure. Au-delà de cela, le camarade Robert nie l'importance d'un glissement à gauche qui se développe spontanément dans les domaines les plus variés (culture, opposition sociale-démocrate, etc.) Il cherche à réduire le travail du Parti aux cellules d'entreprise, exclusivement, avec pour justification qu'on ne peut qu'ainsi atteindre les masses « sur la ligne de la résistance la plus forte. » Mais si pourtant nous évitons la lutte contre le centralisme,⁵⁰ si nous identifions la régression des syndicats avec le déclin du mouvement ouvrier, si en conséquence nous considérons la fascisation comme inévitable, contre laquelle le monde ouvrier ne se défend pas du tout, et même ne la voit pas du tout – si nous ne voyons pas le glissement à gauche du monde ouvrier, et ne voyons même pas que le monde ouvrier lutte néanmoins déjà, même si ce n'est que spontanément, contre les préparatifs de la fascisation – que restera-t-il alors comme champ d'activité pour le travail des cellules d'entreprise ? Que les cellules d'entreprise soient isolées du travail de fraction, dépouillées de contenu politique, signifierait une régression en deçà du stade de développement du parti atteint dans les dernières années. Les cellules d'entreprise n'existeraient que formellement, sans aucune possibilité d'action, sans la possibilité d'une politisation. C'est justement maintenant que le PCH a le devoir, sur tous les fronts du mouvement ouvrier, partout où les masses sont présentes, grâce à la place centrale des cellules d'entreprise, de poursuivre leur

⁵⁰ Le centralisme traditionnel de l'État hongrois s'est traduit par une volonté de magyarisation de son espace.

travail au profit de la constitution d'un mouvement ouvrier de gauche sous leur direction. Aussi y a-t-il donc derrière ce point de vue du camarade Robert une idéologie de la faiblesse. Il néglige la faille entre l'influence politique et la force organisationnelle, de sorte qu'il abolit l'influence politique du Parti.

c) Une sous-estimation du centralisme et une attitude hésitante et irrésolue à l'égard des centralistes. Une telle attitude s'était répandue aussi parmi les travailleurs du Parti en Hongrie. (Cela fait également partie du système du camarade Robert.) Elle apparaît sous des formes diverses, même de manières totalement opposées – pour une part en prétendant que la social-démocratie ne peut déjà plus exercer d'influence sur les masses, que notre lutte victorieuse contre la social-démocratie ne peut être entravée que par la persécution policière, qu'il n'y a personne derrière Jenő Kis etc. Pour une part de peur que les communistes travaillant dans l'opposition illégale dévoilent bien trop le caractère communiste de leur opposition combative de classe, s'ils entreprenaient sous une forme radicale la lutte idéologique contre le centralisme. Les deux conceptions représentent des déviations de droite ou tout au moins une tendance qui, si elle devient consciente, peut devenir une déviation de droite, parce qu'elles se détournent des tâches actuelles concrètes du Parti. Le centralisme est un de ces moyens de la social-démocratie grâce auxquels elle éloigne du parti communiste ou tout au moins de son influence les masses non encore conscientes qui penchent à gauche. Les communistes doivent donc, s'ils veulent que le monde ouvrier de gauche vienne se placer sous leur direction, entreprendre sur toute la ligne la lutte contre

l'idéologie centraliste. Il ne suffit pas de prouver par des cas concrets que les centralistes servent Peyer et consorts, mais ils doivent viser à démasquer toute l'idéologie centraliste comme obstacle principal à la lutte de classe et l'extirper de la tête des travailleurs. La méconnaissance du centralisme comme notre ennemi le plus dangereux ou sa sous-estimation représente une sérieuse déviation de droite, de même que dans l'ensemble du mouvement international.

d) Ce sont également des états d'esprit de droite, et pas seulement la maladresse et l'inexpérience qui se cachent derrière le recul apeuré devant la combinaison du travail illégal et du travail légal, derrière le refuge dans l'illégalité, derrière la peur de se montrer, la peur d'une manifestation au grand jour du Parti. Du fait que le Parti a déjà achevé sa croissance en sortant d'une période de pure propagande, et s'est fixé comme tâche dans les thèses du plénum de mener des actions de manière autonome, sans l'intermédiaire d'organisations de camouflage, c'est un tournant de toute la tactique du Parti qui est survenu, et qui s'exerce profondément sur l'attitude de chaque membre du Parti. Une part des membres qui n'étaient pas capables de tirer toutes les conséquences tactiques et organisationnelles de ce tournant, qui n'avaient donc pas encore compris que la sécurité des organisations communistes de base est d'autant plus forte qu'elles tracent autour d'elle un cercle plus vaste de sympathisants véritables et efficaces, renâclent à ce que la Parti montre son visage dans ses actions ; ils tremblent que les organisations soient découvertes. Il y a deux types de recul apeuré devant les tâches concrètes du Parti, qui se condensent ainsi en une

attitude de droite. Une part des membres ne comprend pas qu'il faille entourer la cellule ou la fraction d'un large cercle de sympathisants, d'un autre côté, ils ont en raison du sentiment de faiblesse qui en résulte, peur de leur propre apparition au grand jour. Cette attitude est à condamner parce que le Parti ne pourra jamais influencer sur de larges masses non encore abordées, ni devenir le guide de l'ensemble du monde ouvrier de gauche si ces masses ne connaissent que les principes des communistes, mais ne voient toutefois pas d'actions concrètes du Parti.

e) Cette attitude qui résulte des propres faiblesses, dommageable dans ses conséquences, se manifeste aussi en ce que certains membres et organisations veulent se dérober aux tâches concrètes, en cherchant à remplacer le travail de masse à accomplir par les organisations du Parti par des manœuvres et détours complexes, par la fondation d'organisations extérieures au Parti et par des actions parallèles tirées par les cheveux. La précipitation et la désorientation liées à cela non seulement amoindrissent la réputation du Parti devant les masses, mais aussi désorganisent les membres du Parti.

Le Parti doit mener une lutte idéologique contre toute tendance et attitude de droite. Mais dans cette lutte idéologique, les courants qui, pour la plus grande part, résultent de la faiblesse subjective et de l'inexpérience doivent être nettement distingués des déviations de droite conscientes, condensées en un système théorique. À l'égard des premiers, il faut montrer un travail continu d'explication. Par un travail régulier, il faut chercher à éliminer les faiblesses organisationnelles qui sont pour la plus grande part les bases d'une telle attitude. Mais il

faut aussi exposer clairement aux camarades que sans une lutte contre une telle attitude, on ne peut pas éliminer les faiblesses organisationnelles. Contre les déviations de droite condensées en un système, le Parti doit en revanche entreprendre un combat idéologique ferme et résolu. Ces déviations doivent être extirpées du parti, à la racine, justement parce que ces déviations concernent les questions stratégiques importantes, décisives du Parti et obscurcissent aux yeux des membres du Parti ces conditions économiques et politiques objectives qui déterminent la stratégie du Parti. Ces déviations rendent par-là impossible que les membres du Parti comprennent et appliquent correctement la ligne politique du Parti.

V. Les principaux problèmes de la situation actuelle.

1. Les conséquences d'une recomposition de la vie politique hongroise et de la claque du régime de Bethlen en politique extérieure se voient dans trois directions principales qui sont étroitement corrélées entre elles et constituent les différents éléments du même processus. Le Parti doit donc sur ce sujet réagir de telle sorte que cette unité soit vue dans la lutte de tous les jours et soit compréhensible pour les masses. Les problèmes principaux sont :

a) Une liquidation totale des réformes démocratiques, de la démocratie bourgeoise, et précisément parmi les réformes démocratiques ;

b) Une mise en place planifiée de la fascisation, selon toute apparence sous des formes « occidentales », et pas italiennes, qui ne sont pas en opposition à la démocratie ;

c) Préparation d'une guerre contre l'Union Soviétique ; la guerre pour forger le Front de l'Unité Nationale.

2. Le rapport du Parti aux réformes démocratiques est ainsi nettement défini comme jamais auparavant. La ligne précédente du Parti était juste, sur la question de la République ainsi qu'en ce qui concerne son rapport au bloc électoral qui se constituait alors. Était également juste le net refus de l'opposition de droite (Julius) qui s'affichait contre le Parti. La situation actuelle pose cependant la question avec une plus grande acuité, et nécessite une prise de position plus concrète. Jusqu'à maintenant, le PCH avait à juste titre dévoilé que les partis des prétendues réformes démocratiques ne luttent pas le moins du monde de manière suffisamment sérieuse pour les réformes démocratiques bourgeoises. La situation actuelle ouvre néanmoins la possibilité qu'apparaisse ouvertement aux yeux des larges masses cette trahison des réformes bourgeoises, un habillage de l'appareil d'État fascisé dans un costume démocratique qui se produit avec le consensus de tous les partis bourgeois, y compris la socialdémocratie. Les faits montrent toujours plus clairement qu'aujourd'hui en Hongrie, le PCH est le seul parti qui lutte sérieusement pour la démocratie bourgeoise. Cette lutte du parti doit être étendue en une lutte de masses, cette lutte doit aller au-delà du cercle du prolétariat. Le mot d'ordre central de cette lutte qui vise la chute du régime de Bethlen dans son ensemble, c'est : une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie.

A. Dictature démocratique.

3. Le programme adopté par le VI^{ème} congrès mondial classe très justement la Hongrie parmi ces États où la question d'une dictature démocratique joue un rôle décisif à l'occasion de la transition vers la révolution du prolétariat. Le Parti doit donc clarifier cette question par tous les moyens possibles, en premier lieu devant les membres du Parti et ensuite devant les plus larges masses de travailleurs. À l'occasion de la clarification de cette question, les éléments suivants doivent être pris en compte :

a) Il faut agir parmi les travailleurs contre le nihilisme né de la déception relative à la politique du parti social-démocrate sur la question de la démocratie bourgeoise. La conception du marxisme – la démocratie bourgeoise est le champ de bataille le plus convenable pour le prolétariat – doit être popularisée parmi les membres du Parti. Il faut que l'on comprenne bien que pour faire advenir un tel champ de bataille, on a besoin de sérieuses discussions révolutionnaires. Les enseignements de la révolution de 1917 en Russie, et de 1918-1919 en Hongrie doivent être à cette occasion pris en compte et popularisés. (Lénine disait au printemps 1917 : « La Russie représente la démocratie la plus progressiste au monde. »)⁵¹

b) Il faut déjà, tout d'abord, combattre toute conception qui prétend qu'une dictature démocratique serait une

⁵¹ Dans les *Thèses d'Avril*, Moscou, Éditions du Progrès, 1966, Lénine indique que la Russie connaît dans les faits une « originale dualité de pouvoir. » (p. 35) : Le « gouvernement provisoire », aux mains de la bourgeoisie, et les soviets des députés ouvriers et soldats, (dictature du prolétariat et de la paysannerie).

forme de gouvernement de transition entre le régime de Bethlen et la dictature du prolétariat – c'est-à-dire qu'actuellement, le régime de Bethlen existerait, que par la lutte, nous conquerrions la dictature démocratique, et lorsque nous aurions édifié et concrétisé celle-ci, nous pourrions alors seulement aborder le temps de la dictature du prolétariat. Les formes d'une dictature démocratique peuvent être très diverses. Au début de 1917, Lénine a souligné, à l'encontre de Kamenev qui voulait que le Parti reste accroché à la forme de la dictature démocratique de 1905, qu'au début de la Révolution de 1917, la dictature démocratique avait été réalisée sous des formes bien définies : l'une de ces formes était un contre-gouvernement constitué par les conseils d'ouvriers et de soldats. La dictature démocratique, en tant que réalisation parfaite de la démocratie bourgeoise, est donc au sens strict du mot un champ de bataille, un champ du combat qui décide de tout entre la bourgeoisie et le prolétariat. Assurément, elle est aussi, en même temps, le moyen de lutte le plus important, une possibilité de s'adresser aux masses les plus larges, de les stimuler et de les conduire à une action révolutionnaire spontanée, ainsi que de distendre les formes organisationnelles et idéologiques grâce auxquelles la bourgeoisie, dans des « circonstances normales » désorganise les larges masses de travailleurs ; la dictature démocratique est une possibilité de construire ces formes d'organisation grâce auxquelles les larges masses de travailleurs font valoir leurs intérêts face à la bourgeoisie. La dictature démocratique, à l'étape actuelle de l'évolution, est par principe inconciliable avec la puissance économique et sociale de

la bourgeoisie, bien que le contenu de classe explicite de ses objectifs concrets et ses revendications à concrétiser immédiatement ne sorte pas du cadre de la société bourgeoise, et soit même la réalisation de la démocratie parfaite. (En 1793, la réalisation d'une démocratie parfaite n'était pas encore en une quelconque opposition de principe à la puissance du capitalisme, elle l'a même favorisée.) C'est pourquoi, tant dans la révolution de Kerenski⁵² qu'aussi dans celle de Károlyi,⁵³ s'est présentée avec nécessité la situation dans laquelle la bourgeoisie a rapidement cherché à démanteler la « démocratie le plus développée » qui avait suivi l'éclatement de la révolution, et à visé à rétablir aussi vite que possible la « démocratie normale » qui assurait la puissance du capitalisme – cet état donc où l'appareil d'État rétabli, les organisations sociales, la supériorité économique de la bourgeoisie etc. suppriment à nouveau la spontanéité des masses, où les masses sont à nouveau désorganisées par la bourgeoisie et ses agents, en premier lieu par la social-démocratie. La dictature démocratique, bien qu'elle n'aille pas dans son contenu concret, immédiat, au-delà de la société bourgeoise, est donc une forme dialectique de transition vers la révolution du prolétariat – ou vers la contrerévolution. En rester à la dictature démocratique, conçue comme une

⁵² Alexandre Fiodorovitch Kerenski (1881-1970), avocat, homme politique russe, membre du Parti socialiste révolutionnaire, chef du gouvernement provisoire de coalition (KD, SR, mencheviks) de juillet à octobre 1917.

⁵³ Comte Mihály Károlyi (1875-1955) Après la révolution des Asters (31/10/1918), il est en tant que Président du Conseil National Hongrois, proclamé Président de la République le 16/11/1918, jusqu'à la création de la République des Conseils en Mars 1919.

période d'évolution « fixée dans la constitution », stabilisée, signifierait nécessairement la victoire de la contrerévolution. C'est pourquoi la dictature démocratique ne peut être comprise que comme la transition concrète par laquelle la révolution bourgeoise se transforme en révolution du prolétariat. Il n'y a pas de muraille de Chine entre révolution bourgeoise et révolution du prolétariat (Lénine).⁵⁴

c) C'est pourquoi les fonctions opposées de la démocratie bourgeoise doivent être rendues très précisément compréhensibles membres du Parti. Il faut nettement distinguer si, dans cette démocratie, la bourgeoisie est la classe politiquement régnante, ou si – avec un maintien de l'exploitation économique – elle abandonne le pouvoir tout au moins en partie aux larges masses des travailleurs. Dans le premier cas, c'est une fonction de la démocratie que de disperser, égarer et désorganiser les masses travailleuses ; dans le deuxième cas, c'est de saper, de désorganiser le maintien de la puissance politique et économique de la bourgeoisie et d'organiser les masses travailleuses à l'action autonome. Les communistes doivent donc, en considérant la valeur ou l'absence de la démocratie, poser la question ainsi : de quelle classe la puissance va-t-elle être désorganisée ? L'effet va-t-il être, du point de vue de la bourgeoisie, de consolidation ou de destruction ? (Le « combat » de la social-démocratie pour des réformes démocratiques a toujours marché sous le signe d'une consolidation en vue de la prévention d'une révolution.) Tous les mots d'ordre

⁵⁴ cf. : *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Paris, Éditions Sociales, 1953, p. 82.

de la dictature démocratique doivent donc être appréciés de ce point de vue, du point de vue de la mobilisation des masses et de la désorganisation de la bourgeoisie. Ainsi par exemple, le contrôle prolétarien de la production qui devient d'actualité. Il ne faut en l'occurrence pas entretenir des illusions, telles que ce contrôle de la production même puisse avoir un quelconque effet de « consolidation ». Démasquer le sabotage de la bourgeoisie, éventuellement ses seules entraves, n'a uniquement une certaine valeur que comme lutte pour le pouvoir, comme instrument de la mobilisation des masses.

4. Si nous voulons utiliser la dictature démocratique comme un mot d'ordre stratégique concret, nous devons alors être clairs sur ce que signifie l'impérialisme d'après-guerre dans sa période actuelle (c'est une constatation du VI^{ème} congrès mondial) et sur les formes que prend la démocratie afin de consolider le pouvoir de la bourgeoisie. Cette question est estompée dans les larges masses de travailleurs européens par le fait que la démocratie dans la plupart des pays européens s'est mise en place comme un résultat de la révolution bourgeoise, que les classes opprimées et exploitées avaient lutté ensemble avec la bourgeoisie, pendant des siècles ou au moins des décennies, pour abattre l'absolutisme féodal, et pour conquérir une démocratie bourgeoise. C'est pourquoi les masses ne comprennent que difficilement la situation totalement nouvelle née de l'impérialisme, bien que nous ayons pareillement sous les yeux un cas d'école de cette situation avec la démocratie aux États-Unis. Ici, la bourgeoisie comme classe régnante (qui n'a pas eu à anéantir le pouvoir féodal à l'aide des prolétaires et

semi-prolétaires) a réussi à créer des formes de démocratie telles que toutes les possibilités sont offertes à un libre développement de l'accumulation et de l'extension du capital, et où les formes apparentes d'une démocratie restent préservées, mais où les masses travailleuses ne peuvent exercer absolument aucune influence sur la direction politique proprement dite. L'Amérique est non seulement économiquement, mais aussi politiquement, un idéal pour la bourgeoisie actuellement régnante. L'évolution politique des grandes « démocraties occidentales » tend de plus en plus, ces dernières années, vers la création d'une telle démocratie dans ses diverses déclinaisons. Abstraction faite des traditions révolutionnaires déjà évoquées, les illusions dans les masses travailleuses qui sont à l'œuvre de manière vivante tout particulièrement en France, mais aussi en Allemagne, sont entretenues par la politique de la social-démocratie. La social-démocratie, qui pendant la période immédiatement consécutive à la Révolution russe, qui a concentré ses forces à la propagande contre la dictature du prolétariat, s'efforce de contribuer à édifier une démocratie de type américain dans tous les États d'Europe. Cette attitude a de très sérieuses causes économiques – du point de vue de la bureaucratie ouvrière. L'impérialisme d'après-guerre est en effet contraint, tout particulièrement à cause de la préparation d'une nouvelle guerre mondiale, mais aussi à cause de la concurrence acharnée pour le marché mondial, de ne plus tolérer la lutte syndicale du type d'avant-guerre, quelle qu'en soit la forme : c'est-à-dire de fasciser les syndicats. L'un des types a été créé par Mussolini, qui a brisé les anciens syndicats avec l'aide d'une petite

bourgeoisie et d'une moyenne paysannerie contre-révolutionnaire, et en a reconstruit de nouveaux à leur place. Cette solution recèle en soi des dangers pour la bourgeoisie comme pour la bureaucratie ouvrière. Cela coûte à la bourgeoisie de grands efforts pour transformer la petite-bourgeoisie contrerévolutionnaire en soutien consolidant la grande bourgeoisie ; une part de l'aristocratie ouvrière perd ses positions dans le mouvement ouvrier (émigration italienne) ; néanmoins, cette part qui s'adapte au système fasciste s'oppose de manière dangereuse aux masses ouvrières. À côté de cette solution, il y a une méthode qui, tant du point de vue de la grande bourgeoisie que de celui de l'aristocratie ouvrière, paraît plus favorable, moins semée d'embûches et moins dangereuse, celle qui a déjà été réalisée en Allemagne par l'instance étatique de conciliation, qui est en partie entrée en vigueur en Angleterre avec une loi sur les syndicats, et dont le « mondisme »⁵⁵ est appelé à être le couronnement. Il est clair que le contenu de classe des deux systèmes, en ce qui concerne le prolétariat, est le même. Seules les méthodes sont différentes. Cette différence dans les méthodes signifie assurément que dans chaque État fasciste, d'autres couches sociales exercent la violence, c'est-à-dire prennent part à cette violence à des degrés divers. Compte tenu de cette situation, on peut comprendre que la socialdémocratie internationale dans son ensemble pose à ce jour la question ainsi : démocratie ou fascisme ? En posant la question ainsi,

⁵⁵ Mouvement sociopolitique dénommé d'après le politicien et grand industriel anglais, Sir Alfred R. Mond, Baron Melchett, (1868-1930), qui prône une collaboration entre entrepreneurs et syndicats.

elle dissimule aux yeux des travailleurs les véritables objectifs de classe de la démocratie possible dans l'impérialisme actuel, et elle soutient la répression des luttes de classe, l'empêchement institutionnel des luttes pour les salaires, la fascisation des syndicats, l'intégration de la socialdémocratie et de la bureaucratie syndicale dans l'appareil d'État fasciste. (C'est dans le projet de loi de Paul-Boncour⁵⁶ sur la mobilisation que l'on peut distinguer le plus clairement les préparatifs d'une guerre, conséquences de tout ce système, loi qui est justement aussi à rapporter à un modèle américain.) Donc : de même que ce fut une tâche prioritaire, dans la première période de la révolution du prolétariat, de démasquer la manière erronée de poser la question de la dictature et de montrer comment s'énonce la véritable question : dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat – de même est-ce aujourd'hui une tâche primordiale de démasquer le sophisme de la question : démocratie ou fascisme. Il faut démontrer que l'évolution démocratique qui commence chez nous est, exactement comme dans les « démocraties occidentales », une espèce de fascisation qui – à l'inverse du type italien – repose sur la collaboration du grand capital et de la bureaucratie ouvrière. C'est pourquoi au mot d'ordre *démocratie ou fascisme*, il faut opposer un autre mot d'ordre : « Classe contre classe ! » ; un combat pour des revendications démocratiques assurant aux

⁵⁶ Joseph Paul-Boncour (1873-1972), avocat et homme politique français, député SFIO. Président du Conseil de la Défense nationale, il fait approuver en par la Chambre des députés, le 7 mars 1927, un projet de loi prévoyant la mobilisation en temps de guerre « de tous les Français sans distinction d'âge et de sexe. »

couches de travailleurs des possibilités de mouvement ; le combat pour la dictature démocratique.

Dans la période impérialiste d'après-guerre, le rôle de l'État connaît aussi des modifications fondamentales du fait des transformations de l'ordre productif. Il se crée une relation étroite entre l'État et la production capitaliste : à savoir d'un côté comme influence croissante de l'État sur les possibilités de la production capitaliste, de l'investissement et de l'accumulation du capital etc., de l'autre côté une influence toujours croissante du grand capital (capital bancaire et industrie lourde dirigée par lui) sur l'État. On avait déjà vu aussi dans l'évolution d'avant-guerre une imbrication étroite de ce genre du grand capital et de l'État. L'évolution pendant la guerre et après la guerre n'a fait qu'accentuer encore cette tendance. Mais l'exacerbation constamment croissante de la lutte de classes contraint de plus en plus l'État à se créer des sécurités institutionnelles. La désorganisation des masses, leur absence d'influence sur la vie de l'État, l'interdiction de la lutte de classe du monde ouvrier par des moyens législatifs ne sont pas nouvelles, mais elles se montrent maintenant dans un nouveau contexte. Car :

a) Le poids politique et le niveau politique des masses est actuellement plus haut que dans les périodes antérieures d'évolution. En revanche pourtant :

b) Les mass-médias (presse etc.) qui sont à disposition du grand capital sont aussi beaucoup plus fortement développés et

c) c'est un élément tout à fait nouveau qu'une tendance de ce genre à l'unité du grand capital et de l'État soit

soutenue par la couche dirigeante officielle des classes travailleuses. En l'occurrence, là aussi, les États-Unis servent de modèle. En revanche, il y a néanmoins en Europe des différences politiques et économiques fondamentales :

a) La couche supérieure de la classe ouvrière en Amérique (comme dans les pays impérialistes européens avant la guerre) peut être matériellement satisfaite par l'accumulation, l'exportation du capital, par la mesure et la multiplication rapide des profits exceptionnels. La base européenne d'une telle évolution est très étroite.

b) Les traditions de lutte de classe du monde ouvrier européen font défaut en Amérique.

c) Dans de nombreux pays européens, la bourgeoisie n'est devenue une classe politiquement régnante que dans la période d'après-guerre (Allemagne) où il lui a incombé une part plus importante qu'auparavant de la direction politique (Hongrie). C'est pourquoi la tentative de relier la démocratie politique au manque factuel d'influence des masses en Europe, à la répression institutionnelle ou arbitraire de la lutte de classes n'a en rien atteint et n'atteindra pas non plus l'idéal américain. Cela n'empêche cependant pas la bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière de vouloir s'approcher du type américain. Mais les présupposés sont en Europe obligatoirement plus bancals que les américains, et c'est pourquoi aucune bourgeoisie européenne ne va totalement exclure la possibilité du type « classique » de fascisme (italien) : aussi va-t-elle toujours se tenir prête à cette possibilité en cas d'aggravation de la lutte de classes, de séparation des masses par rapport à la

bourgeoisie. C'est pourquoi un État capitaliste-impérialiste d'aujourd'hui vise de la même façon à supprimer toute influence politique des masses, et à les rassembler et les organiser de manière étatique (ou « sociale » sous surveillance de l'État). La forme démocratique de fascisation est la plus adéquate, mais elle n'est cependant pas la seule forme de ce double objectif.

5. L'évolution hongroise se différencie donc pour une raison de conditions historiques et sociales du type italien ainsi que du type anglais. La défaite de la révolution en Hongrie a porté au pouvoir des couches de la petite-bourgeoisie et de la moyenne paysannerie. Celles-ci n'ont cependant pas réussi à briser ou à désorganiser le mouvement syndical ; elles ont encore moins réussi à recruter, comme Mussolini, des partisans au sein du monde ouvrier. (Les causes de cette résistance sont largement à rechercher dans la défaite de la révolution et dans les illusions démocratiques du monde ouvrier à l'égard de la social-démocratie.) Une consolidation des grands propriétaires fonciers et capitalistes, relayant la contrerévolution de la petite-bourgeoisie et de la moyenne paysannerie, intégrant leurs organes dans l'appareil d'État, avait pendant longtemps opéré sur cette question avec des moyens contradictoires, et elle opère en partie aujourd'hui encore (tant par le pacte avec les sociaux-démocrates qu'aussi avec leur soutien). Le gouvernement Bethlen a accompli ces dernières années, à un rythme rapide, la transformation de l'appareil d'État et de l'organisation sociale. Et cela va très bientôt rendre possible une adoption de méthodes « démocratiques occidentales »

(où il est totalement indifférent que ce soit Bethlen ou un autre qui accomplisse cette adoption). Les plus importantes de ces mesures sont :

a) La question du règlement intérieur parlementaire et la nécessité de candidatures officielles dans les districts du vote secret. Ceci permettrait au régime d'étendre sans aucun danger les votes secrets à la province aussi et même au village.⁵⁷

b) Une nouvelle loi sur la presse, qui par le montant de la caution et le principe accentué de la responsabilité personnelle peut facilement empêcher par voie légale toute presse d'opposition ou anéantir à tout moment par des moyens légaux celle qui existe déjà.

c) La suppression de l'autonomie des villes etc.

d) Une chambre haute pour assurer la domination illimitée du grand capital à côté du parlement, quel qu'en soit le type.

e) Une réglementation du droit d'association et de réunion, qui renforce d'un cadre législatif la situation actuelle, c'est-à-dire le démantèlement total du droit d'association et de réunion pour les ouvriers et les paysans.

f) La fascisation du pays.

g) Politique culturelle fasciste. Et enfin, c'est le plus important :

h) Le démantèlement du droit de grève par l'instance étatique de conciliation. Si tout cet édifice est assez solide, alors il n'y a plus d'obstacle pour que le régime

⁵⁷ Entre 1922 et 1939, seuls les électeurs de la capitale (Budapest) et des grandes villes pouvaient voter au scrutin secret.

de Bethlen ou de ses successeurs libéraux puisse effectuer la transition au droit de vote général et secret, révoquer toutes les lois et ordonnances extraordinaires, et donc se rallier au point de vue de la démocratie occidentale parfaite. Un roi légitime serait pour cette démocratie un vrai couronnement. Cette démocratie serait la base sociale pour la contrerévolution hongroise, afin qu'elle entre, au service de l'Angleterre, en guerre contre l'Union Soviétique. En ce qui concerne cette liquidation démocratique de toute la démocratie bourgeoise et de toutes les réformes démocratique, l'unité de Bethlen à Jenő Kis est alors parfaite. La résistance des fascistes petit-bourgeois contre ce bloc ne compte pas beaucoup. Le partisan et le héraut le plus enthousiaste de ce système de démocratie, c'est le parti socialdémocrate. Avec le renforcement de la production capitaliste et de la contrerévolution, avec l'éloignement de la révolution, la contrerévolution hongroise entre donc dans la période du « développement occidental ». Le PCH est le seul parti qui représente face au régime de Bethlen le vrai combat pour des réformes démocratiques.

6. Dans ce combat qui atteint nécessairement son apogée dans le combat pour la dictature démocratique, le parti doit conserver son mot d'ordre antérieur : la « République ».⁵⁸ Tant que l'expression de la puissance sans trouble ni friction de la grande propriété foncière et du grand capital est l'approbation du couronnement du roi légitime, le combat pour la République représentera aussi pour les larges masses le combat pour l'ensemble des droits de liberté, pour le droit d'association et de

⁵⁸ Slogan du MSZMP.

réunion, et même de grève etc. Dans la popularisation de ce mot d'ordre, aucun communiste ne doit se laisser égarer par la prétendue propagande républicaine de la socialdémocratie. Bien au contraire : il faut indiquer que le mot d'ordre de la République ne signifie rien d'autre pour les sociaux-démocrates qu'une protection face au légitimisme, qu'un rôle de chien de garde face aux fascistes du parti petit-bourgeois d'Albrecht. Naturellement, le Parti ne doit pas formuler le mot d'ordre républicain isolément, même dans le futur. Le mot d'ordre républicain ne peut apparaître que comme un combat pour la démocratie entière, pour la république, avec à sa tête le gouvernement du monde paysan et ouvrier, comme un combat contre la liquidation démocratique de la démocratie, comme une matérialisation du mot d'ordre « classe contre classe », comme une mobilisation pour la lutte à mener à bien pour la dictature démocratique. (Cette prise de position concernant la république n'est cependant valable qu'aussi longtemps que l'union de la grande propriété foncière et du grand capital approuve une royauté légitime. Si elle abandonne cela – pour des raisons de politique extérieure – et réalisait une république de la bourgeoisie du type de l'Autriche-allemande,⁵⁹ alors le PCH devrait, sans changer quoi que ce soit à sa ligne directrice stratégique, réviser ses mots d'ordre tactiques.

⁵⁹ Proclamée le 12 novembre 1918, la République d'Autriche-allemande (Deutschösterreich) avait pour vocation de regrouper les populations germanophones de l'Empire d'Autriche-Hongrie après sa décomposition (Autriche actuelle, pourtour de la Bohême, Moravie méridionale, Sudètes, Sud-Tyrol.) et de se rattacher à l'Allemagne. Mais les alliés s'y sont opposés, ont interdit l'appellation *Deutschösterreich* ainsi que l'Anschluß. NdT.

7. Cette lutte pour les travailleurs doit être menée en liaison très étroite avec les revendications ouvrières comprises au sens le plus strict. Il faut démontrer qu'au cœur du fascisme démocratisé dans son ensemble, il y a une baisse du niveau de vie du monde ouvrier et la liquidation du droit de grève. Il faut donc inculquer aux travailleurs que la lutte pour la dictature démocratique est en corrélation constante avec la lutte contre la fascisation et contre l'instance étatique de conciliation. Dans cette lutte, il faut assurément mentionner l'importance pratique de tous les droits démocratiques à la liberté (droit d'association et de réunion, liberté de la presse, etc.) pour lutte de classe quotidienne des travailleurs, inclure la lutte pour la liberté de mouvement des travailleurs dans les entreprises, (système des délégués, comité d'entreprise), démasquer la pratique du régime contre tout mouvement du monde ouvrier (déportations, le rôle de la police, grève des mineurs et des ouvriers agricoles etc.), en un mot : la lutte pour les droits des citoyens à la liberté doit être liée aux besoins quotidiens des travailleurs. C'est précisément en considération de ces questions quotidiennes qu'il faut entreprendre la révélation de la trahison sociale-démocrate, l'adaptation organique de la social-démocratie au fascisme démocratisé. Mais tant il faut lutter contre tout nihilisme qui se manifeste dans les droits citoyens à la liberté, tant il faut toujours mettre au premier plan la valeur relative, du point de vue du monde ouvrier, de la démocratie dans la société civile, et donc aussi dans la dictature démocratique. « Entre oppresseurs et opprimés, entre bourgeoisie et prolétaires, il ne saurait

y avoir d'égalité. » (Lénine)⁶⁰ La réalisation la plus parfaite de la démocratie bourgeoise est encore bien loin d'écarter une exploitation du monde ouvrier.

8. La particularité de l'évolution hongroise, c'est que la forme féodale de répartition de la propriété foncière reste inchangée à côté du capitalisme relativement développé et qui continue de se développer, qu'elle s'est plutôt aggravée qu'améliorée.⁶¹ Bien que quelques membres des classes dirigeantes qui surpassent le provincialisme de la gentry, soient bien au clair sur le fait que l'état actuel de la répartition de la propriété foncière porte en soi le germe d'une révolution paysanne, parlent de la possibilité d'une nouvelle réforme agraire, il est objectivement impossible que la répartition de la propriété foncière se modifie, ne serait-ce qu'un peu, par des réformes, puisque la propriété foncière et le grand capital sont de plus en plus intimement imbriqués. Les paysans moyens, et encore moins les couches inférieures des paysans, n'ont de partis. Les partis de la petite bourgeoisie urbaine et la social-démocratie suivent aussi de ce point de vue, sans réserve, le grand capital. Là aussi, le PCH reste le seul parti qui écrit sur son drapeau l'accomplissement conséquent de la révolution bourgeoise : expropriation sans indemnisation de la grande propriété foncière, occupation révolutionnaire de la terre, terre libre pour les paysans ! Sans propagande

⁶⁰ *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, op. cit., pp. 28-35.

⁶¹ Par la réforme agraire du printemps 1919, toute propriété foncière de plus de 100 jugs (= 57 ha) a été expropriée et intégrée dans des coopératives de production nouvellement créées. Après la dictature des conseils, une autre réforme agraire a eu lieu en 1920. Les thèses de Lukács selon lesquelles la structure agraire féodale ne s'est pas modifiée se confirment.

conséquente, sans combat résolu pour sa matérialisation, l'union des ouvriers et des paysans, la dictature démocratique, n'est qu'une parole creuse. Le PCH doit tout mettre en œuvre pour rallier à ce programme les couches toujours plus larges d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres. C'est pourquoi il doit aussi attirer les couches du monde ouvrier qui n'ont pas encore perdu leurs relations à la campagne. Il doit, par la construction régulière et organisée de relations avec les ouvriers agricoles, chercher à ce créer des racines dans les couches les plus modestes du village. Afin de regagner la confiance du monde paysan qui a été déçu par la contre-révolution, le Parti doit exercer une autocritique implacable de l'échec de la politique agraire de la dictature du prolétariat. Sans aucun détour, il faut que soit dit que le Parti a changé le point de vue qu'il avait adopté pendant la dictature. Il faut que dans le Parti, il doit bien clair pour chacun qu'il s'agit là d'une question stratégique décisive pour le Parti : de la condition préalable incontournable de la conquête du pouvoir et de la libération du prolétariat. On ne doit donc pas laisser penser que cela « n'est pas encore le socialisme », que les intérêts du maintien de la production et du ravitaillement du monde ouvrier ont besoin d'une autre politique etc. Tous les partis doivent comprendre qu'il s'agit là d'une question fondamentale de la transition de la révolution bourgeoise à la révolution du prolétariat, que la puissance de la grande propriété foncière et du grand capital en Hongrie ne peut être anéantie que par une telle révolution, et que les reliquats du féodalisme ne peuvent être extirpés qu'en écartant le capitalisme.

B. Lutte contre la fascisation des syndicats.

9. Au cœur de la lutte menée par le monde ouvrier contre la fascisation, il y a la protection des syndicats engagés dans la lutte de classe contre l'appareil d'État et la bureaucratie ouvrière qui s'y intègre. La résistance spontanée du monde ouvrier à la fascisation qui se prépare et dont la matérialisation se rapproche, la bureaucratie cherche à la détourner vers une fausse route en expliquant que le danger de la fascisation menace exclusivement du côté de l'aile petite bourgeoise ; les aigles et leurs protecteurs étatiques seraient les dangers principaux. La *Népszava* fait constamment la propagande de cette conception, et l'expliquent comme si les membres « éclairés » du gouvernement (Bethlen, József Vass,⁶² Klebelsberg), abhorraient les manigances de Sztranyavszky avec les aigles. C'est cela en réalité la vraie préparation du fascisme. Savoir cela et le révéler impitoyablement ne signifie naturellement pas que les communistes n'aient pas à mener le combat le plus âpre contre les aigles : bien au contraire, ils doivent se placer à l'avant-garde de toutes les luttes spontanées contre les aigles, et susciter de tels combats toujours plus souvent et intensément. Mais le vrai danger consiste en ce que la bureaucratie s'intègre à l'appareil d'État, qu'elle se rende indépendante des masses travailleuses. Pour cette indépendance, elle recherche finalement une base solide dans l'alliance avec le gouvernement. Que l'on pense au fait que les syndicats ont cessé d'exister en tant qu'organisations engagées dans la lutte de classe, qu'ils

⁶² József Vass (1877-1930), homme politique hongrois, légitimiste, ministre de la religion et de l'éducation, (1920-1922) puis du bien-être et du travail (1922-1930).

se sont transformés en entreprises commerciales (socialisme de guilde etc.), que la bureaucratie depuis des années lutte consciemment contre toutes les grèves, que par une agitation systématique, elle a donné l'impulsion pour la judiciarisation obligatoire et l'a aussi réalisée grâce à sa propagande obstinée à Pilisvörösvár, que la bureaucratie, sur toutes les questions, soutient la politique de la bourgeoisie (favorisation de l'industrie, opposition village-ville), qu'elle a contribué activement et passivement à la réalisation de la rationalisation tranquille et menée exclusivement sur le dos de la classe ouvrière.

10. De même que cette autonomisation de la bureaucratie prépare la fascisation contre le mouvement ouvrier, de même le combat du monde ouvrier contre la bureaucratie est en même temps un combat instinctif contre la fascisation. Le PCH doit s'impliquer dans ce combat, il doit rendre ce combat conscient à l'encontre des conceptions purement professionnelles et syndicalistes, par conséquent apolitiques et penchant de ce fait vers le fascisme. Dans ce but, il doit accentuer la lutte contre la bureaucratie davantage que le combat contre les purs symptômes, il doit rendre compréhensible aux travailleurs le contenu de classe particulier, les causes sociales et les conséquences nécessaires de toute la politique de la bureaucratie (Panama, corruption, manque de démocratie syndicale, exclusion, politique de grève). Mais en même temps, il doit expliquer aux ouvriers que le combat justifié contre la bureaucratie ne peut réussir que si nous opposons à la politique de trahison de classe la politique de lutte de classe, et visons à la mener à bien avec une énergie totale. Combat donc pour les

conventions collectives, pour la reconquête, l'aménagement et l'extension du contenu combatif du système des délégués du personnel, pour l'aide aux chômeurs, pour un salaire réel d'avant-guerre, pour la journée de 8 heures.

11. Mais aujourd'hui, la majorité du monde ouvrier hongrois est inorganisé. La lutte contre le fascisme ne peut être fructueuse que si elle réussit à impliquer à nouveau ces masses inorganisées dans des organisations engagées dans la lutte de classe. Que cette possibilité existe, c'est ce que prouve la nature déjà caractérisée plus haut et la composition des inorganisés, c'est ce que prouvent les grèves d'entreprise dans lesquelles ils ont lutté ensemble avec les organisés ; on a même lutté dans des endroits où il n'y avait presque pas d'ouvriers organisés. (Il faut donc lutter contre toutes les conceptions qui sous-estiment les inorganisés : Robert.) La mobilisation régulière, l'implication des inorganisés dans des syndicats engagés dans la lutte de classe est d'autant plus importante que la bureaucratie, dans la situation actuelle, comme on l'a déjà souligné, peut avec des effectifs relativement restreints des syndicats, matérialiser son imbrication dans l'appareil d'État, et donc la fascisation, si de grandes masses de travailleurs ne sont pas réunies dans des organisations engagées dans la lutte de classe.

12. C'est là que surgit la question cruciale, qui signifie un virage pour la tactique du Parti, de la protection des syndicats engagés dans la lutte de classe : organiser, bien, mais où ?

Le Parti a été jusqu'ici pleinement engagé à ramener dans les syndicats les ouvriers de gauche exclus par suite de la trahison de la bureaucratie ou exclus par la bureaucratie en raison de leur lutte contre la trahison. Pour entreprendre la lutte contre la bureaucratie au sein des syndicats, il fallait faire rentrer ou ramener les inorganisés dans les syndicats. (Commissions de propagande). Cet effort du Parti n'a pas toujours pu atteindre les résultats escomptés. (Tourneurs, groupe n° 1 des ouvriers de la chaussure de Budapest, ouvriers agricoles et MSZMP.)

L'exaspération des travailleurs, très souvent des meilleurs travailleurs de gauche à l'égard de la bureaucratie, leur déception à l'égard du syndicat sont si profondes et élémentaires, que la proclamation du mot d'ordre « retournons aux syndicats » non seulement n'aurait aucun succès, mais pourrait très facilement isoler le Parti de la part en question des meilleurs ouvriers. Surgit donc aussi chez nous, comme dans de nombreux pays étrangers, la nécessité de ne pas limiter la lutte au développement de mouvements oppositionnels existant au sein des syndicats, à la conquête des syndicats, de ne pas nous lier les mains avec les statuts de base et la contrainte, pour y rester à tout prix. Mais ainsi, la question de la nécessité de fonder de nouveaux syndicats est soulevée de manière pressante. Dans le cas de la MÉMOSZ, alors les cotisations des ouvriers alimentaient l'actif de faillite, il était impossible de dire qu'ils devaient se contenter de l'opposition et de la critique au sein du syndicat. Mais la prise de position résolue sur une telle question peut entraîner une mesure disciplinaire, l'exclusion de ceux qui se manifestent

ainsi, et ainsi la nécessité de fonder de nouvelles organisations. Cela signifie indubitablement un virage dans la tactique du Parti quant aux syndicats. En 1925, la fondation du MSZMP a pu – au moins partiellement – retarder le processus de scission qui commençait alors déjà (effet du pacte de 1922). Mais aujourd’hui, la fascisation est tellement avancée qu’on ne peut plus arrêter ce processus ; aussi se déroule-t-il indépendamment de la volonté du Parti. Si le Parti voulait persister dans le soutien à l’unité mécanique des syndicats face à ces mouvements, non seulement il s’isolerait des masses, mais il abandonnerait les mouvements instinctifs à leur destin ; il ne serait pas capable de leur insuffler un contenu de lutte de classe, de les élever du niveau de l’instinct au niveau de la conscience de classe. Si le Parti veut cela, alors son devoir n’est alors pas seulement de soutenir ces mouvements, mais il doit se placer à leur tête et définir leur orientation, leur objectif, et leur contenu de lutte de classe. Il doit être clair que cela signifie aussi, selon le cas, que le parti doit passer à l’initiative pour la fondation de nouvelles organisations.

Sur cette question, le Parti a toujours besoin d’une connaissance claire de la situation concrète et d’une tactique souple. Autant il est certain que ce serait de l’opportunisme de se fermer à la nécessité esquissée et de ne pas en tirer l’ensemble des déductions, (ce qui mettrait le Parti en opposition aux résolutions du IV^{ème} congrès mondial de l’ISR ⁶³ et du VI^{ème} congrès de l’IC), ⁶⁴ autant il est sûr qu’on ne doit en aucune façon, s’en tenant à des règles mécaniques, viser à la scission

⁶³ Internationale Syndicale Rouge (Profintern).

⁶⁴ Internationale Communiste, ou III^{ème} Internationale.

des syndicats. Là où aucune opposition sérieuse ne s'est constituée, où il n'y a pas encore d'exaspération sérieuse des masses contre la bureaucratie, ou là où l'opposition syndicale est en mesure de mener encore un travail sérieux eu sein du syndicat, c'est-à-dire éventuellement à conquérir des branches professionnelles ou des groupes locaux et grâce à eux à mener une politique de lutte de classe, alors il est clair que le Parti, doit travailler de manière habituelle au moyen de sa fraction. (Ici, le travail de propagande reste alors de même au premier plan, comme le prescrivent les résolutions du Parti.) Le virage intervenu dans la tactique du Parti a certes un effet sur ce travail, dans la mesure où – pour autant qu'une opposition organisée de la sorte entre en conflit avec la bureaucratie – à ces endroits aussi, la question de la scission, de la fondation d'un nouveau syndicat peut se poser. Sur la tactique des mouvements d'opposition syndicale, ce virage a donc pour effet qu'elle n'en reste plus au point de vue de « s'y maintenir » à tout prix, de l'opposition loyale à tout prix une. Cela ne signifie naturellement pas qu'elle doive provoquer la scission. Quand le PCH proclame que la bureaucratie est coupable de la rupture de l'unité syndicale, quand il en rejette auprès des masses la responsabilité sur la bureaucratie, ce n'est pas un coup tactique. La bureaucratie divise réellement les syndicats en rompant avec le mouvement ouvrier de lutte de classe ; c'est à nouveau la conséquence nécessaire des lock-out et des exclusions qui ont eu lieu dans quelques cas.

Si donc le Parti mène le mouvement d'opposition en faisant en sorte que la honte de la rupture retombe toujours sur la bureaucratie, alors il vise seulement à

exprimer, dans un domaine tactique concret, la situation historique objective, et pas à la falsifier.

Le Parti est donc pour que les mouvements d'opposition se développent en des mouvements de masse toujours plus larges, que se constituent au moment des lock-out des organisations de masse sérieuses, et c'est pourquoi il est contre tous ces mouvements de scission menés par de tout petits groupes sans influence de masse, parce que cela signifie renâcler devant la lutte à mener contre la bureaucratie. Le Parti est davantage encore hostile à la démission ou à la séparation de travailleurs isolés, la démission doit toujours être un acte politique qui agit sur les masses en les radicalisant. Une séparation isolée, sans bruit, c'est de l'opportunisme. Mais cette affirmation ne signifie cependant pas que l'importance des nouvelles organisations serait définie par leur nombre de membres initial, le nombre de membres du syndicat sortis lors de la scission. Bien que l'on doive naturellement viser à rendre ce nombre aussi élevé que possible dans le cas de scission, ce serait d'un côté une illusion de croire que dans les circonstances actuelles, la majorité des membres, quel que soit le syndicat, rallierait immédiatement le mouvement de scission ; de l'autre côté, la force d'attraction qu'il exerce sur les grandes masses des inorganisés et sur les éléments de gauche restés dans l'ancienne organisation détermine l'importance du nouveau syndicat. Le plus important est donc de veiller à ce que la nouvelle organisation fasse siennes les revendications du Parti en matière de lutte de classe (la journée de 8 heures etc.), et c'est qu'elle montre dès que possible au monde ouvrier par des actions qu'elle est capable de lutter pour ces

revendications. Dans de tels cas, le Parti doit concentrer ses meilleures forces autour de la nouvelle organisation afin de réaliser sa politique à travers elle. (Il en résulte nécessairement que l'on ne doit mener aucun travail de propagande dans l'ancien syndicat, mais au contraire concentrer celui-ci au profit de la nouvelle organisation. Quelle est la dimension de la fraction qui reste dans l'ancien syndicat et jusqu'à quand elle y reste encore active, ce sont les circonstances concrètes qui le déterminent.)

13. On doit pousser par tous les moyens possibles à l'unification des nouvelles organisations. De ce point de vue, les organisations hésitantes, qui se présentent avec un programme uniquement déterminé par la profession (Hackspacher)⁶⁵ constituent un champ d'action plus aisé que la Confédération Générale des Travailleurs. On devrait donc en général préférer se rallier ici à des groupes récemment séparés ; mais cela aussi, il faut le concevoir de manière flexible. Cette question – abstraction faite des points de vue de légalité – dépend du résultat du travail de fraction chez les tourneurs (empêchement de la pactisation avec l'union des métallurgistes) et dans la Confédération Générale des Travailleurs (Lutte contre l'idéologie syndicaliste). On doit s'orienter vers la constitution de la nouvelle centrale syndicale formée par les nouvelles organisations. Dans les nouvelles organisations, on doit chercher à s'organiser sur la base de l'entreprise dans la perspective

⁶⁵ József István Hackspacher, (né en 1881) qui avait un rôle dirigeant dans la fédération nationale des travailleurs de la métallurgie et des mines de fer, a constitué en 1924 un groupe propre des serruriers et tourneurs exclus de la fédération nationale.

d'organisations industrielles (bureaux de paye d'entreprise, réunions d'entreprise). Une propagande constante et régulière doit être faite pour l'idéologie de l'ISR, et l'on doit viser à ce que les nouvelles organisations se rallient aussi – certes illégalement – au plan organisationnel, à l'ISR.

14. L'une des tâches tactiques les plus importantes, c'est la coopération des ouvriers de gauche, nécessairement organisés dans des lieux différents (anciens et nouveaux syndicats, Confédération Générale des Travailleurs). Le mieux pour s'en assurer, c'est le travail unitaire de fraction qui rassemble les communistes agissant dans les différents endroits. (On doit idéologiquement contester toutes les conceptions qui se manifestent là-contre, par exemple l'opposition des cordonniers actifs dans les anciennes organisations et la Confédération Générale du Travail.) Mais tout cela ne suffit pas seul à assurer la coopération. Sont nécessaires les organes cohérents qui ont un impact sur les masses, qui sont visibles par les masses : les comités d'unité. On doit traiter cette question de manière très flexible. Il est clair que les comités d'unité peuvent directement, à l'époque de la scission, très facilement perturber les travailleurs ; ils peuvent contre leur volonté servir d'outil aux manœuvres de la bureaucratie. La forme et la manière dont naissent les comités d'unité sont toujours déterminées par les circonstances concrètes. Il y a des cas où le comité d'entreprise inspiré par la cellule prend ce rôle en charge ; dans le cas d'actions concrètes, ce sera le comité de grève d'entreprise, qui peut-être évoluera plus tard en un comité d'entreprise, dans des entreprises ou des branches professionnelles où dominant de nouvelles

organisations, ce sont leurs comités de propagande qui peuvent prendre en charge le rôle etc. Si ces mouvements s'élargissent et s'approfondissent, la création de comités d'unité dans les métiers va devenir nécessaire. Dans ces groupes professionnels dans lesquels domine la petite entreprise, la nécessité du comité d'unité du groupe professionnel est encore plus brûlante.

15. Une autre forme fondamentale de défense instinctive des travailleurs contre la fascisation des syndicats est la grève d'entreprise. Dans le cas de grande importance, déjà exposé ici, des grèves d'entreprise qui éclatent contre la volonté de la bureaucratie et se déroulent avec la participation des inorganisés, leur déclenchement et leur conduite est la tâche centrale du travail des cellules. L'expression autonome, les luttes autonomes, l'organisation autonome des entreprises (système des délégués du personnel, comité d'entreprise) sont la défense la plus importante et la plus efficace contre la fascisation des syndicats. C'est justement pour cela qu'il est d'une importance fondamentale que le Parti, au travers de ses cellules, non seulement influence et conduise ces luttes, mais aussi y montre son visage afin qu'il puisse exercer un effet sur le monde ouvrier d'autres entreprises, afin qu'il puisse étendre cette lutte à une lutte de l'ensemble du monde ouvrier contre la fascisation. Le Parti doit apprendre à combiner les méthodes légales et les illégales : ce sont les gens qui sont dans la clandestinité, pas le Parti et sa politique ; il faut lutter contre l'idéologie qui existe depuis longtemps du « cela se comprend ».

16. La lutte autonome de l'entreprise, son opposition au syndicat est déjà objectivement, compte tenu des

conditions actuelles en Hongrie, un fait politique. Mais le Parti ne doit pas se contenter de ce caractère purement objectif des luttes, et donc seulement instinctif, mais il doit, dans chaque cas isolé, tendre à la politisation consciente de la lutte par la présentation de revendications concrètes. Cela signifie en premier lieu la lutte menée contre la fascisation où apparaissent aussi les revendications démocratiques (lutte pour le système des délégués du personnel, organisation d'assemblées générales des groupes professionnels, lutte pour la rue, lutte contre l'immixtion des autorités). Dans tous ces cas, le Parti doit proclamer l'ensemble des mots d'ordre de la lutte contre la fascisation en rapport avec les questions concrètes et délibérer devant les travailleurs de toute la question dans son importance pour tout le pays.

Comme mot d'ordre d'agitation, on doit aussi, si c'est possible, soulever la question de la guerre, avec pour justification que cette fascisation est une préparation à la guerre, que la lutte contre la fascisation est la lutte contre la guerre. Parallèlement, on doit :

- a) Selon la possibilité présenter des revendications politiques concrètes du jour ;
- b) lutter activement contre les briseurs de grève ;
- c) développer cette lutte jusqu'à la conquête de la rue ;
- d) lutter contre la conciliation, et cela avant le jugement du tribunal de conciliation, et si possible aussi contre la décision. Ce n'est qu'en politisant ainsi ouvertement et concrètement les luttes qu'il est possible de démasquer la pseudo-opposition syndicale et lui arracher ses travailleurs sérieux de gauche

17. La lutte contre la fascisation est une lutte à la vie à la mort contre le parti socialdémocrate qui est la réserve la plus importante de la consolidation. La fascisation menée sous des formes démocratiques est la meilleure garantie du règne paisible du grand capital. Dans l'appréciation de la socialdémocratie, il ne faut pas seulement se garder de croire qu'il serait le parti d'opposition des réformes démocratiques (Julius), mais aussi de l'illusion que sur la question de la fascisation, l'aile sociale-fasciste serait séparée de l'aile sociale-libérale de la socialdémocratie par une opposition radicale. Face à la forme actuelle, réelle, de fascisation et de judiciarisation obligatoire de la conciliation, l'accord, l'harmonie entre les deux ailes sont totales. Tout au plus se différencient-ils en ce que l'une des ailes de la bureaucratie (Peyer) tendrait même à soutenir une fascisation de type italien, et à y prendre le rôle de d'Aragona,⁶⁶ tandis que l'autre aile (Weltner⁶⁷ et ses camarades) ne soutiendrait une telle évolution que passivement. Le parti socialdémocrate a sans aucun doute perdu et perd constamment en force d'attraction à l'égard des masses, mais ce serait une illusion opportuniste de croire que le combat victorieux du PCH contre la socialdémocratie ne serait encore entravé aujourd'hui que par l'illégalité. En raison de son monopole de légalité, le parti socialdémocrate a toujours tenu sous son influence immédiate des masses relativement larges. Et dans certains cas – qu'il s'agisse

⁶⁶ Ludovico D'Aragona (1876-1961), syndicaliste et homme politique socialiste italien, secrétaire de la CGIL de 1918 à 1927. Exilé à Paris à partir de 1925.

⁶⁷ Jakab Weltner (1873-1936), homme politique socialdémocrate hongrois, journaliste, député.

de grèves ou d'élections etc. —il peut encore mettre de larges masses en mouvement. Et pas seulement même les masses de petits bourgeois ou d'aristocrates ouvriers, mais aussi de véritables masses de travailleurs. Cette question, on doit en prendre connaissance et l'accepter, si le Parti veut remplir sa tâche : la lutte contre la socialdémocratie jusqu'à sa défaite et son anéantissement total.

De cette tâche se déduisent les objectifs suivants :

a) Séparation entre Parti et syndicat. Il est bien connu que les syndicats sont non seulement la base, mais aussi le fondement financier et existentiel du parti social-démocrate hongrois. La séparation des syndicats du parti serait donc immédiatement pour le parti se diriger vers la ruine. De ce point de vue, la scission qui a donné naissance au MSZMP a été d'une importance marquante dans le mouvement ouvrier hongrois. Quel que soit le nombre de membres du MSZMP exclus des syndicats, nombreux sont ceux qui y sont malgré cela restés, de nombreux ont été réintégrés ; oui, sous l'effet de la scission, il a même été possible que des ouvriers connus pour être communistes restent dans le syndicat. Le terrain ayant été ainsi ameubli, il rend possible dès maintenant la séparation entre parti et syndicat soit non plus seulement un mot d'ordre de propagande, mais un mot d'ordre d'action. Le mot d'ordre a été légalisé du fait qu'il a été émis aussi par l'opposition centriste, même si c'était avec une justification totalement fausse, même si c'était sans aucune intention qu'il se réalise. Non seulement le Parti doit mener l'agitation la plus large dans cette direction, afin de populariser ce mot d'ordre parmi les masses et faire de la propagande pour

la conception marxiste du syndicat, à savoir que le syndicat doit être ouvert à tout travailleur combattif pour sa classe, sans considération de son appartenance partisane, mais le Parti doit de surcroît s'efforcer de matérialiser dans des cas concrets, par la démonstration, la séparation du Parti et du syndicat, de placer la bureaucratie du parti et du syndicat devant des faits accomplis et les contraindre à prendre position. Par exemple, une partie des serruriers exclus qui sont toujours dans le parti socialdémocrate et contre lesquels la direction du parti n'a rien osé faire pourrait mener une politique d'opposition âpre et résolue, expliquer la situation, entreprendre de cette place la lutte contre le parti socialdémocrate. C'est pourquoi le PCH devrait s'efforcer de regrouper autour de lui les masses qui lui sont proches, par exemple les associations culturelles, retourner de plus en plus dans les syndicats sans entrer dans le parti socialdémocrate. Là où, dans un syndicat, l'influence du Parti est forte, il vise à populariser ce mot d'ordre et dans des cas concrets qui touchent directement les travailleurs (pactisation avec le gouvernement, prise de position nationaliste, soutien à l'industrie, judiciarisation de la conciliation etc.) déclencher des actions en ce sens.

b) Scission du parti socialdémocrate. La question de la scission – malgré les hésitations de l'opposition, la faiblesse du travail de fraction – est objectivement à l'ordre du jour. Le Parti doit donc rechercher à donner à la scission une perspective aussi proche que possible et engager là-dessus le travail de fraction. La scission doit se produire au moyen des trois mots d'ordre centraux du Parti. Seules sont possibles des différences termino-

logiques, des atténuations prescrites par la légalité. Donc. République, avec une interprétation adaptée et une attitude juste sur la question de la terre (expropriation sans indemnisation, terre gratuite au paysan) ; lutte pour la liberté des syndicats engagés dans la lutte de classe ; lutte contre la guerre. La scission doit être organisée aussi largement et profondément que possible ; on doit empêcher que ce soient exclusivement les communistes qui se trouvent dans le parti social-démocrate et leurs proches immédiats qui se séparent ; en revanche, on ne doit pas rendre la scission dépendante de ce que l'opposition actuelle doive rester un bloc dans son ensemble. Par un rude travail de fraction, on doit étendre l'influence, sans jamais accorder au nouveau parti l'importance qu'a eue autrefois le MSZMP pour le PCH. Le nouveau parti deviendrait donc un terrain de travail légal, une forme légale d'expression du PCH. Sa création ne doit pas conduire à ce qu'il se heurte au Parti dans la relation aux masses, à ce qu'il cherche à entraîner directement sous sa direction les masses de gauche. L'opposition d'aujourd'hui n'est, dans sa composition, dans sa conscience de classe, pas comparable à l'opposition qui a constitué le noyau du MSZMP et la continuation de l'ancienne politique serait, en raison du changement des conditions objectives, du renforcement du PCH et de son influence immédiate accrue, un obstacle pour le développement du Parti.

c) La question centrale de la lutte contre la social-démocratie, c'est la lutte contre le centrisme. La social-démocratie de gauche, le centrisme est en Hongrie comme aussi à l'étranger l'ennemi le plus dangereux du Parti, la réserve ultime et la plus importante de la

bureaucratie. Là aussi, on a besoin du combat idéologique le plus âpre et il faut au sein du Parti combattre tout courant qui sous-estimerait le danger centriste ou ne se prononcerait contre lui que de manière tiède et lâche. Il faut être au clair sur le fait que le centrisme, dans la situation actuelle, est le plus grand obstacle à la scission de la socialdémocratie, et ainsi à l'élargissement du front ouvrier de gauche. Il serait dangereux de croire que – comme en 1924 – quelques dirigeants centristes s'en iraient avec l'opposition faisant sécession. (Comme autrefois Hajdu, Szilágyi etc.)⁶⁸ L'aggravation de la situation objective, les expériences de la scission du MSZDP rendent d'emblée cela impossible. Au sein de la socialdémocratie de gauche, il faut que s'opère sans délai une différenciation, et si la situation devient sérieuse, alors Jenő Kis et ses camarades se rallieront complètement à Peyer. (Dans l'affaire MÉMOSZ et dans le cas Migray, cela se présentait déjà largement.) Mais cette différenciation, il faut la conduire de telle sorte qu'au sein de l'opposition, nous séparions les travailleurs de gauche plus âgés, plus respectés, qui ne sont pas communistes, des centristes et que nous isolions Jenő Kis et ses partisans. Cette tactique qui devient ainsi nécessairement flexible et habile ne signifie cependant pas que la fraction active dans l'opposition sociale-démocrate renonce à la critique du centrisme, qu'elle abandonne aux centristes la direction idéologique. Bien au contraire, le temps du déploiement

⁶⁸ Henrik Hajdu (1890-1969), traducteur littéraire hongrois spécialiste de la littérature scandinave, écrivain, poète. Un des fondateurs du MSZMP après son exclusion du MSZDP. Szilágyi : ce patronyme étant très répandu, nous ne sommes pas parvenus à l'identifier.

et du rassemblement doit être consacré à ce que, par une lutte de principe résolue, nous démasquions la nature pseudo-oppositionnelle eu centrisme, et l'isolions des travailleurs de l'opposition qui sont à prendre au sérieux.

C. Lutte contre la guerre.

18. La guerre qui se dessine, sa nécessité qui résulte du développement de l'impérialisme, son front dirigé contre l'Union Soviétique – sur toutes ces questions, le PCH se base totalement sur le VI^{ème} congrès mondial de l'IC et c'est son devoir de faire connaître le plus possible à ses membres ces thèses sur la guerre, de populariser les principes cités dans ces thèses, de mener avec la plus forte énergie possible les actions qui y sont prescrites. En même temps, c'est le devoir du PCH d'appliquer ces résolutions aux conditions hongroises concrètes. Ce que doit être cette application, ce qui suit le montre aussitôt : les deux tendances principales qui se dégagent de notre analyse économique et politique, la liquidation démocratique de la démocratie ainsi que la fascisation servent pareillement la préparation de la guerre. Cette analyse a montré aussi que pour le régime de Bethlen, dans le but de reconstruire le front unitaire qui se désagrège, il ne reste pour ainsi dire pas d'autre voie que la voie de la guerre ; la guerre va être pour le régime de Bethlen une nécessité de politique intérieure de plus en plus brûlante. À cela contribuent les intérêts économiques des classes dirigeantes, d'un côté le vieil intérêt des grands propriétaires fonciers pour les territoires perdus, de l'autre les tendances à l'expansion impérialiste de la grande industrie qui se développe. (Une partie de la petite bourgeoisie, en particulier

l'intelligentsia déclassée, reste aussi dans une autre adhésion enthousiaste à la guerre, dans l'espoir que le rétablissement de l'intégrité territoriale lui rende ses privilèges d'avant-guerre.) Par sa décadence et son pourrissement, le régime de Bethlen va donc être de plus en plus poussé à la guerre. Le fait que cette guerre vise l'Union Soviétique accroît encore sa popularité dans les classes dirigeantes chez qui le souvenir de la dictature du prolétariat est encore vivace, de même que dans une partie de la petite bourgeoisie et au-delà dans la socialdémocratie qui, chez nous comme en Allemagne, combat aux premiers rangs contre l'Union Soviétique et qui, dans une guerre dirigée contre l'Union Soviétique, jetterait encore plus vite les masques et les costumes pacifistes, prendrait le service de guerre volontaire avec plus d'enthousiasme encore que dans n'importe quelle autre guerre.

19. La lutte antiguerre vise en premier lieu la préparation de la guerre. Par une propagande ininterrompue, le PCH doit dévoiler :

a) La préparation de la guerre par la politique intérieure, la construction de la machine d'État de guerre, et – en tout premier lieu – la fascisation des syndicats. Par des analyses concrètes, liées aux questions actuelles concrètes, illustrées par des exemples étrangers (Paul-Boncour, cuirassé allemand),⁶⁹ on doit sans cesse maintenir cette question à l'ordre du jour.

b) Dévoiler la faillite du régime de Bethlen en politique extérieure, exploiter et accélérer la dissipation des

⁶⁹ Le chancelier du Reich allemand Hermann Müller (1876-1931) a entrepris en mars 1928 la construction contestée du cuirassé A.

illusions sur une révision de Trianon est une tâche de propagande prioritaire. Par une propagande constante, on doit percer à jour les illusions économiques qui se rattachent à la révision de Trianon et, en rapport à cela, les mensonges en politique intérieure et le provincialisme en politique extérieure de la prétendue opposition démocratique. (Utilisation du cas yougoslave pour prouver comment les démocraties occidentales se préoccupent de la démocratie interne des petits États.)

c) Percer à jour les illusions entretenues sur la question nationale. Oppression nationale des allemands dans la Hongrie d'aujourd'hui. Prouver, par l'exemple de Maniu,⁷⁰ que la libération nationale est impossible avec l'impérialisme d'aujourd'hui. Percer à jour le programme national du gouvernement Bethlen. Corrélation entre la libération nationale et la Révolution prolétarienne internationale.

d) Rapport de la politique extérieure de Bethlen à la constitution du front contre l'Union Soviétique. Voie varsoivienne, rapprochement entre la Pologne, la Hongrie et la Roumanie. Montrer qu'ils remplissent un rôle de mercenaires au service de la contre-révolution internationale contre l'Union Soviétique. Rôle de la social-démocratie.

e) Dénonciation de l'armement constant. Dénonciation du caractère militaire de formations de troupes illégales. Une attention particulière doit être portée aux Levente. Contrebande d'armes etc.

⁷⁰ Iuliu Maniu (1873-1953), ancien député de Transylvanie au parlement de Budapest, dirigeant du Parti national paysan roumain, il fait tomber le gouvernement libéral roumain aux affaires depuis 1922 et devient lui-même Président du conseil des Ministres

f) Le caractère de préparatif de guerre du soutien à l'industrie, en particulier en ce qui concerne l'industrie chimique.

20. Rejet constant des calomnies bourgeoises et social-démocrates : on doit toujours opposer les faits aux affirmations mensongères. Mais cette propagande ne peut pas se contenter du rejet des attaques, mais elle doit aussi procéder de manière offensive. L'Union Soviétique est la patrie des ouvriers et paysans travailleurs. L'amélioration continue de la situation économique et culturelle des ouvriers et des paysans doit être l'objet d'une propagande constante. On doit chercher dans ce but, à utiliser tout moyen légal à disposition afin que ces faits soient connus des larges masses. Cette propagande devrait se développer suivant deux lignes principales :

a) édification du socialisme (rejet des calomnies social-démocrates, au plan théorique, comme aussi illustré par des faits). Le socialisme, c'est l'amélioration constante du bien-être des couches travailleuses. « l'accumulation capitaliste est l'accumulation de la misère. »⁷¹
« L'accumulation socialiste est l'accumulation du bien-être. »⁷²

b) L'Union Soviétique est le seul État au monde qui veut la paix. Propositions constantes de pourparlers de paix. Dénonciation constante des reproches mensongers des États impérialistes par lesquels ils refusent ou sabotent les recherches de paix de l'Union Soviétique.

⁷¹ Karl Marx, *Le Capital*, livre I, chapitre XXIII, 4., édition JP. Lefebvre, Paris, PUF, 2009, p. 724

⁷² Staline, *Questions de l'accumulation socialiste*, in *Œuvres*, t. 8.

21. Le rôle de la socialdémocratie dans la préparation de la guerre. Populariser auprès des larges masses les enseignements de la guerre et de l'après-guerre. Rôle de la socialdémocratie dans la préparation de la nouvelle guerre mondiale, tant au plan international que hongrois. Sur cette question, on doit mener une lutte particulièrement âpre contre l'idéologie du centrisme. (La brochure de Jenő Kis ne mentionne absolument pas la question de l'impérialisme et de la guerre.) Rapport de la socialdémocratie à l'Union Soviétique. Sa position en politique extérieure (danger italien, orientation yougoslave etc.) n'est propre qu'à détourner l'attention du prolétariat des vraies questions de guerre. Par une vaste propagande, on doit lutter contre les illusions pacifistes, contre toute l'idéologie pacifiste. Ici, on doit faire une distinction :

a) entre le pacifisme ouvertement impérialiste (Société des Nations, Pacte Kellogg⁷³ etc.) que l'aile droite de la socialdémocratie soutient sans réserve et

b) le prétendu pacifisme radical (la réforme interne, la « parlementarisation » de la Société des Nations en tant qu'idéologie centriste, la forme impérialiste du crétinisme parlementaire).

c) pacifisme sectaire (boycott de la guerre, non-intervention etc.) C'est contre toutes les nuances du pacifisme qu'il faut lutter. La plus dangereuse des

⁷³ Frank Billings Kellogg, (1856-1937) secrétaire d'État américain, signataire en 1928 du pacte Briand-Kellogg, traité de paix signé par soixante-trois pays dont les USA, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le Japon, la Pologne, la Tchécoslovaquie, qui « condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux ». Prix Nobel de la paix.

idéologies est là-aussi l'idéologie de centrisme, parce qu'elle peut le plus facilement du monde agir aussi sur les masses prolétariennes.

22. Par rapport à toute illusion de « prévention » ou d'« obstacle » à la guerre (comme la grève générale aux fins de prévenir la guerre, le boycottage de l'intervention etc.), le Parti doit prendre énergiquement position. Il doit montrer que l'on ne peut prévenir la guerre que par une révolution prolétarienne victorieuse. La tâche centrale du PCH consiste donc – si la guerre ne devait pas être précédée d'une révolution prolétarienne éclatée auparavant – à transformer la guerre impérialiste en une guerre civile. Il doit dans cette perspective ne se faire aucune illusion selon laquelle de larges masses petites-bourgeoises, paysannes, voire travailleuses ne suivraient pas la politique impérialiste de guerre du gouvernement et de la socialdémocratie. L'ancien mot d'ordre central de l'IC valable pour toute guerre impérialiste, c'est : la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile – la perspective actuelle de guerre étant une guerre contre l'Union Soviétique, il se modifie ainsi : protéger par tous les moyens l'Union Soviétique, la forteresse de la Révolution prolétarienne, la patrie du prolétariat. Pour les soldats engagés, le mot d'ordre n'est plus seulement la « fraternisation avec l'ennemi » comme dans la guerre impérialiste, mais le soutien actif à l'armée rouge de l'Union Soviétique. Ce soutien actif implique le devoir que les nouveaux communistes désorganisent l'armée et fassent passer un nombre aussi grand que possible de leurs camarades soldats dans l'armée de l'Union Soviétique.

23. Afin que le Parti puisse mener cette politique avec succès, il doit développer au sein du Parti le point de vue léniniste contre la guerre, le rendre conscient dans les masses toujours plus larges des membres du Parti et sympathisants. Lutte donc contre l'illusion de la « lutte pour empêcher la guerre », contre le boycott de la guerre. Le PCH a donné à ses membres le mot d'ordre : entrez dans l'armée et retournez vos armes contre les impérialistes. Dans le développement de ce juste point de vue léniniste, le Parti rencontre souvent des idéologies erronées qu'il doit extirper par un travail d'éducation prolongé, si nécessaire par une lutte idéologique, auprès des membres du Parti. Outre ce qui a été évoqué plus haut, cela concerne :

a) La sous-estimation générale du danger de guerre. C'est une dangereuse déviation de droite dont les racines se trouvent dans la fausse appréciation de l'économie et de la politique (donc des reliquats sociaux-démocrates). Avec les expériences de l'époque précédant l'éclatement de la guerre, on doit expliquer clairement à ces camarades que les « tendances pacifistes » que l'on voit en surface ne contredisent pas la perspective de la préparation de la guerre.

b) Du fait que le monde ouvrier hongrois est coupé du monde, il se développe inévitablement, chez une partie des adhérents, un certain provincialisme. Les camarades ne peuvent pas, de ce fait, prendre la mesure de la corrélation entre la politique hongroise et la politique mondiale, ni non plus des tâches de guerre concrètes qui échoient au monde ouvrier hongrois. Ce provincialisme est contredit par l'intérêt qui s'exprime fébrilement dans certaines questions de politique internationale (luttés de

libération des colonies) ; ne pas suivre avec attention la Chine et ignorer le rapprochement hungaro-polonais – c’est aussi une sorte de provincialisme. C’est pourquoi le Parti doit constamment débattre des questions de la politique étrangère hongroise en étroite corrélation avec les questions de politique internationale. Particulièrement importante de ce point de vue est la préoccupation détaillée relative aux États successeurs de l’Autriche et aux Balkans. Pour combattre le provincialisme, les actions de solidarité internationale sont appropriées, et le Parti doit les utiliser , selon les circonstances, ainsi que les organisations du Secours Rouge. (Lutte contre la terreur blanche internationale, qui est également un moyen de préparer la guerre.)

24. L’organe central de la lutte anti-guerre, c’est l’organisation illégale, la cellule illégale d’entreprise. Il faut faire comprendre aux membres du Parti que le complet développement de la technique de l’illégalité, la combinaison des méthodes légales et illégales, le règlement de compte avec les illusions du légalisme et du liquidationnisme qui lui est lié, sont des conditions indispensables du succès de la lutte anti-guerre. La guerre va entraîner en tous cas une illégalité absolue, une terreur blanche furieuse. Nous devons d’ores et déjà nous en préserver, d’un côté en organisant à la perfection nos structures illégales, et de l’autre en les implantant profondément dans les masses travailleuses. La guerre va d’un seul coup démanteler les possibilités légales étroites existant aujourd’hui. Si donc le parti ne s’y prépare pas afin d’être capable de mener des actions dans le cas d’une illégalité totale et d’une persécution aggravée, alors il ne peut pas lutter avec succès contre la guerre.

25. Le Parti doit consentir les plus grands efforts pour infiltrer chaque entreprise de munitions et autre entreprise de guerre, y créer des cellules en mesure d'avoir une grande influence sur les masses travailleuses. Il faut tout particulièrement noyauter les cheminots et les télégraphistes etc.

26. Le parti doit urgemment créer les bases d'une propagande antimilitariste dans l'armée. Il doit de même commencer au plus vite à créer tout au moins des liens avec l'armée. Grâce à ces liens et aux informations que l'on a pu en obtenir, il doit élaborer des revendications concrètes avec lesquelles dès maintenant, en s'appuyant sur des questions actuelles, il peut entreprendre la propagande dans l'armée. (dans cette perspective, on doit exploiter les expériences internationales, notamment les expériences du PCF. Les communistes ne doivent donc pas boycotter le service militaire, il ne doivent pas se retirer du service militaire (cela concerne également les Levente), mais ils doivent dans l'armée réaliser un travail de désorganisation. On doit créer une littérature antimilitariste, et cela non seulement pour les travailleurs, mais aussi, en conservant un ton très populaire, pour les paysans. Dans cette littérature, on doit exposer par des faits les horreurs de la guerre mondiale, les conséquences économiques de la guerre, ainsi que le poids des charges financières des préparatifs de guerre et les horreurs de la guerre à venir (guerre des gaz) pour les larges masses de travailleurs.

27. Les organisations culturelles doivent être – avec prudence – utilisées aux fins de la propagande légale anti-guerre. On doit faire valoir toute la série des thèses anti-guerre de l'IC, sous réserve d'une modification de la

terminologie et de quelques indications précisément en vigueur dans le Parti. On doit aussi exploiter ces canaux pour propager dans les masses qui ne nous seraient sinon pas accessibles, la conception léniniste sur l'impérialisme, l'État, etc.

28. Avec le mouvement des jeunes travailleurs, cela vaut la peine de coopérer mieux qu'aujourd'hui. Il faut faire du mouvement des jeunes travailleurs un vaste mouvement de masse. L'entrisme dans les organisations Levente, l'organisation de cellules, l'agitation anti-guerre au travers des revendications d'actualité, sont ici les tâches prioritaires du Parti. Mais si le travail dans les Levente sont aussi au premier plan parmi les tâches des jeunes travailleurs, le mouvement des jeunes travailleurs doit aussi être utilisé par le Parti, de manière régulière et conséquente dans ses autres luttes antiguerre (par exemple pour l'établissement de liens avec l'armée).

29. La création des bases du mouvement des femmes est également une tâche décisive du point de vue du succès de la lutte antiguerre. Au cœur de la propagande actuelle, il faut qu'il y ait les expériences directes de la guerre passée et de la période d'après-guerre. Cette agitation doit être utilisée pour des liaisons et des organisations. Les expériences de la guerre passée montrent que, quand les conséquences économiques de la guerre deviennent sensibles, il s'ouvre contre la guerre la possibilité d'un travail de désorganisation de premier ordre.

D. Mots d'ordre et tâches immédiates du Parti.

30. En accord avec les interprétations et tâches décrites ci-dessus, l'activité du PCH s'oriente selon les mots d'ordre suivants :

a) Lutte pour la chute du régime de Bethlen. Lutte contre toute pseudo-opposition au régime de Bethlen ainsi que contre la pseudo-opposition bourgeoise et social-démocrate. Aucun pacte avec la bourgeoisie : classe contre classe – vive l'union des ouvriers et paysans.

Lutte contre la réalisation du fascisme dans un cadre démocratique, lutte contre le mot d'ordre qui égare les travailleurs : « démocratie ou fascisme ! » Lutte contre la socialdémocratie en tant que soutien principal du fascisme. Lutte pour une liberté générale, qui assure la liberté du mouvement du monde ouvrier (droit d'association et droit de réunion, liberté de la presse et droit de grève). Lutte pour la concentration de ces droits de liberté dans une république, avec un gouvernement des ouvriers et des paysans à sa tête. Lutte pour la dictature des ouvriers et paysans. Lutte pour la dictature du prolétariat.

Lutte pour l'occupation révolutionnaire des terres par les paysans pauvres, et pour la confiscation sans indemnisation de toutes les grandes propriétés foncières au-delà de 100 arpents. Terres libres pour les paysans.

I. Lutte pour une unité combative de classe du mouvement ouvrier. Lutte contre la division et la désagrégation du mouvement ouvrier, contre la politique de la bureaucratie qui décompose l'organisation en parti. Défense dans les anciens syndicats du caractère combatif de classe des syndicats – et si c'est nécessaire, aussi en

dehors – contre la bureaucratie. Dans la défense du caractère combatif de classe des syndicats, nous ne devons pas avoir les mains liées par les règles syndicales de base.

Défense des syndicats contre le fascisme, contre le gouvernement Bethlen et la bureaucratie qui lui est liée. Liquidation de la critique conciliatrice. La situation financière du monde ouvrier ne peut être améliorée qu'en menant à son terme la lutte de classe.

Journée de huit heures. Salaire réel d'avant-guerre. Soutien aux chômeurs. Combat contre la rationalisation.

La question de la lutte de classe est la question de la classe ouvrière dans son ensemble. Intégration des inorganisés dans les luttes pour les salaires. Intégration des inorganisés dans les syndicats engagés dans la lutte de classe.

L'« apolitisme » tue aussi la lutte économique. Le parti pris professionnel ou le syndicalisme « libre de toute politique » mène les travailleurs au fascisme. Politisation des luttes économiques. Solidarité avec tous les travailleurs en grève. Lutte contre les briseurs de grève. Lutte contre l'État qui soutient les briseurs de grève, limite la possibilité de grève et soutient la judiciarisation du droit de grève. Lutte contre les fascistes. Lutte pour la rue.

L'entreprise est la forteresse des travailleurs engagés dans la lutte de classe. Système des délégués. Comités d'entreprise, mouvements d'entreprise pour les salaires à l'encontre de la volonté de la bureaucratie : contre les syndicats dirigés par la bureaucratie. La base de l'organisation de la lutte de classe, c'est l'entreprise.

Propagande pour la réalisation de l'idée d'une union d'industrie (trésorier d'entreprise).

Vive l'ISR ! Diffusion de l'idéologie de l'ISR ! Recherche d'adhésion à l'ISR !

II. Le régime de Bethlen mène la Hongrie à la guerre. L'ennemi ne se trouve pas à l'extérieur, il est au contraire parmi nous. Pas d'intégrité régionale. Pas d'imposture révisionniste. La libération des nations ne peut être atteinte que par la révolution internationale du prolétariat.

Le parti socialdémocrate est la réserve belliciste du régime de Bethlen. Le parti socialdémocrate est la réserve du centrisme en tant qu'opposition. À bas Peyer et Jenő Kis, les porte-paroles de la politique belliciste de Bethlen.

Le régime de Bethlen prépare la guerre contre l'Union Soviétique. L'Union Soviétique doit être défendue contre l'agressions des impérialistes. Faites de la guerre une guerre civile. Soldats ouvriers et paysans, passez dans l'Armée Rouge de l'Union Soviétique.

À bas les illusions pacifistes. « La paix » de la Société des Nations est la préparation d'une guerre contre l'Union Soviétique. La pacifisme « radical » est une mystification des travailleurs. Ils croient que l'on peut prévenir la guerre au dernier moment. (Ceci n'est pourtant possible, ni par un boycott, ni par une grève générale.) Arrêter le boycott de l'armée. Entrez dans l'armée. Entrez dans les Levente. Entrez dans les entreprises de munitions, dans les chemins de fer, dans la poste et le télégraphe. Entrez dans toutes les organisations nécessaires à la guerre afin de les

désorganiser, pour retourner les armes et les moyens de guerre de la bourgeoisie contre celle-ci.

Agitation parmi les soldats. (Il faut que soient élaborées des revendications.)

31. Les mots d'ordre et tâches du PCH énumérés ici, les organisations de base du parti, les cellules d'entreprise les placent à un degré plus élevé que jusqu'ici au cœur du travail politique ; ils font de la politisation des cellules la tâche fondamentale. Quels que soient les « domaines de travail » auxquels se rapportent les mots d'ordre du PCH, ils forment un système unitaire et ne peuvent pas être expliqués isolément aux travailleurs, et les travailleurs peuvent encore bien moins être menés au combat que sur quelques mots d'ordre. La base réelle de cette unité, c'est la vie du travailleur, ses problèmes quotidiens. Ce n'est qu'ainsi que ces mots d'ordre peuvent vraiment être inoculés aux travailleurs. La tâche des cellules est donc d'appréhender tout ce qui se passe dans l'entreprise, les problèmes actuels concrets des entreprises et de les mettre en rapport avec la situation globale de la classe ouvrière, c'est-à-dire avec leur libération. Par l'ajustement à une telle évolution et par l'universalisation des problèmes concrets, quotidiens de l'entreprise, par l'ajustement aux échelles nationale et internationale, il faut aider les travailleurs à dépasser l'isolement de la lutte d'entreprise, le cadre spontané et étroit de la méthode de cette lutte, sans perdre pour autant la relation aux problèmes concrets du jour.

L'entreprise doit être notre forteresse. L'entreprise est le point de départ de notre stratégie. Toutes les luttes, l'ensemble du travail de masse du PCH (au travers des

fractions, ne peuvent réussir que si leur fondement a pour base la vie des travailleurs et de la lutte de classes, c'est-à-dire la vie des travailleurs dans l'entreprise.

1928

Le texte qu'on vient de lire prend soin de se référer aux thèses du VI^{ème} Congrès mondial de l'Internationale Communiste, il affirme résolument la stratégie classe contre classe, critique implacablement la social-démocratie. Mais émanant de la fraction Landler⁷⁴ de la Direction du Parti en exil à Vienne, il ne pouvait, quel que soit son contenu, que déplaire à Béla Kun, et à l'IC dirigée par Zinoviev, puis par Boukharine⁷⁵ dont Béla Kun était proche. Lukács raconte l'anecdote suivante rapportée par Révai⁷⁶ qui participait à Berlin à une réunion du Comité exécutif de l'IC : « À l'ouverture de la réunion, Manouïlski⁷⁷ a déclaré devoir souligner les mérites du Parti hongrois : à peine le Komintern venait-il à son VI^{ème} Congrès d'évoquer rapidement la question de la dictature démocratique que déjà existait à ce sujet une résolution sérieuse émanant du Parti hongrois. Le lendemain matin, Manouïlski déclarait devant la conférence qu'il était terriblement fâché que des tendances aussi révisionnistes et liquidatrices que ces Thèse Blum puissent se manifester dans nos rangs ! Il avait manifestement reçu entre temps un télégramme de Moscou. »⁷⁸

⁷⁴ Jenő Landler (1875-1928), social-démocrate de gauche rallié au PCH, commissaire du peuple dans la République des Conseils, membre du Comité Central depuis 1919.

⁷⁵ Grigori Zinoviev (1883-1936) Nikolaï Boukharine (1888-1938)

⁷⁶ József Révai (1898-1959)

⁷⁷ Dmitri Manouïlski (1883-1959)

⁷⁸ Dans *Pensée vécue, Mémoires parlés*, Paris, L'Arche, 1986, p. 107.

Ce texte est publié en annexe du recueil :
Georg Lukács, *Schriften zur Ideologie und Politik*.
[Écrits sur l'idéologie et la politique],
Neuwied & Berlin, Luchterhand, 1967.

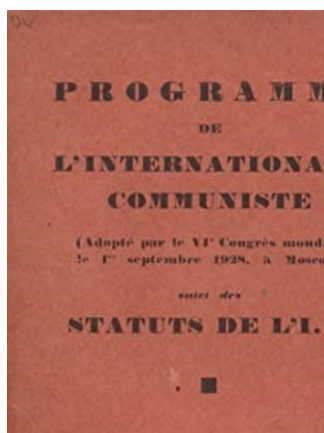
Il y occupe les pages 727 à 752

Il a été publié en hongrois dans in *Új Máczius* [Nouveau Mars], n° 8-11, Vienne, 5^{ème} année, août-novembre 1929, pp. 253-267.

On pourra également consulter :

Programme de l'Internationale communiste
(Adopté par le VI^{ème} Congrès mondial
le 1^{er} septembre 1928 à Moscou)

https://www.marxists.org/francais/inter_com/1928/ic6_prog.htm



*Lettre ouverte du Comité Exécutif de
l'Internationale Communiste
aux membres du Parti des Communistes de Hongrie.*

La crise qui s'est produite dans la direction du PCH et qui menaçait de se développer en crise générale du Parti, doit devenir le point de départ de l'autocritique pour toutes les questions politiques et organisationnelles du Parti. À cela s'ajoute que l'anéantissement de la plupart des possibilités légales du Parti lui a enlevé la majeure partie de son influence de masse. La décomposition en fractions qui dans l'émigration dure déjà depuis 10 ans et a conduit à ce que les différences d'opinion sur les principes, dans leur ensemble, soient exagérées d'un point de vue fractionnel, a contribué également à maints égards à ce que le Parti ne puisse pas exploiter la situation objective favorable pour la mobilisation des masses contre la dictature fasciste et organiser le combat révolutionnaire avec ses propres mots d'ordre. L'inadmissible légèreté d'esprit que l'on a vue dans la clandestinité avait paralysé les organisations du Parti dans leur stabilisation interne et leur travail de masse. À cela s'est encore ajouté toute une série d'erreurs politiques opportunistes. Elles doivent être l'occasion de mobiliser l'ensemble des membres du Parti et d'éliminer toutes les erreurs de la direction du Parti et le travail du Parti. Cela exige du Parti une autocritique de fond et un règlement de compte avec toutes les erreurs commises jusqu'ici dans le travail du Parti.

I. *La troisième période en Hongrie.*

Les caractéristiques principales de la troisième période ⁷⁹ en Hongrie sont les suivantes :

1) L'évolution de la structure économique de la campagne vers un type agro-industriel, malgré la conservation de reliquats féodaux significatifs, tant dans la répartition qu'aussi dans l'état de la propriété foncière, et dans la situation du travail agricole, avec une poursuite de l'industrialisation en général et l'augmentation de la mécanisation de l'agriculture en particulier ; la constitution forcée de monopoles sous la direction du capital financier dans lesquels le capital bancaire et le capital agraire s'unissent de plus en plus ; la pénétration de capital étranger dans l'industrie ; le changement constant du capitalisme hongrois, qui est conditionné par la pénétration du capital étranger (parallèlement à la rationalisation de l'industrie et de la grande entreprise agricole) ; l'application des méthodes les plus grossières de rationalisation et en même temps le manque de capital sont ces éléments qui permettent que la rationalisation soit encore moins que dans d'autres pays obtenue par la rénovation des moyens de production, mais principalement par l'augmentation de l'exploitation de la force de travail.

⁷⁹ Les communistes décomposent alors dans leurs analyses la crise générale du capitalisme en trois périodes : *la première* est une décomposition rapide lors de la guerre mondiale, suivie de la crise révolutionnaire dans le sillage d'Octobre 1917. *La deuxième* se caractérise par une stabilisation relative provisoire des rapports capitalistes, la reconstruction aux dépens d'un renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière (la « rationalisation »). *La troisième période* commence en 1927-1928, quand la croissance de la production capitaliste se heurte aux limites étroites du marché.

2) Une disproportion rapidement croissante entre la production industrielle et agricole d'un côté et – par une concurrence de plus en plus âpre – le développement des marchés internes et externes de l'autre. Une faible compétitivité malgré des salaires de famine en raison des possibilités de débouchés restreintes face à l'industrie avancée et plus rationnelle et de l'agriculture des pays voisins clôturés par des douanes protectrices.

3) Par ces circonstances, les représentants du capital bancaire et agraire, la classe dirigeante en Hongrie, unis au capital financier, sont avec une nécessité d'airain, contraints par toute leur politique économique, fiscale, et de crédit, à limiter constamment à la petite-bourgeoisie et à la paysannerie la base sociale de leur force fasciste. Pour compenser cette limitation de leur base sociale, ils utilisent une démagogie chauvine, nationaliste (une lutte impérialiste pour la révision du traité de paix de Trianon), tandis qu'ils luttent pour leurs objectifs impérialistes, pour la restauration de leur violence répressive sur les nations autrefois opprimées des États successeurs. La politique impérialiste du fascisme hongrois mène toujours à des conflits internationaux avec les pays voisins et s'exprime avant tout par l'adhésion au bloc antisoviétique (Angleterre, Pologne, Italie) et par un armement croissant.

4) La chute du pouvoir d'achat dans toutes les couches du monde ouvrier, par suite de la rationalisation et du chômage, a réduit les ouvriers à la mendicité. C'est en particulier chez les ouvriers agricoles que règne un chômage constant. Les salaires baissent de plus en plus, les impôts augmentent. Les masses de la paysannerie s'endettent de plus en plus. Après la fin de la pseudo-

réforme agraire, avec le passage croissant de l'agriculture au capitalisme et la crise agricole, les oppositions de classes à la campagne s'exacerbent.

5) L'aménagement de l'appareil de pouvoir fasciste a lieu à un rythme accéléré par l'intégration des reliquats féodaux. Toutes les forces du fascisme sont coalisées – y compris le socialisme qui s'applique de plus en plus à l'oppression de la classe ouvrière. C'est ce que montre le dernier discours de Bethlen et le retour au pays des dirigeants sociaux-démocrates émigrés, Garami et Buchinger.⁸⁰ À nouveau furent créées des organisations ouvrières « maison », ouvertement fascistes, mais qui n'eurent pas de succès significatif en raison de la résistance des masses ouvrières. Le social-fascisme, méthode principale de fascisation de la classe ouvrière, la fascisation de la socialdémocratie et des syndicats, la combinaison de méthodes fascistes avec des mots d'ordre démocratique par suite de la crise du fascisme, se sont déroulés à un rythme de plus en plus rapide.

6) Une évolution décisive vers la gauche de la classe ouvrière à la ville et à la campagne. Des mouvements de grève, la plupart du temps spontanés ; lutte des travailleurs contre les briseurs de grève et le fascisme

⁸⁰ Ernő Garami (1876-1935), dirigeant socialdémocrate dès avant la 1^{ère} guerre mondiale, il fut quelques mois ministre du commerce dans le gouvernement de la 1^{ère} République hongroise, puis quelques jours début août 1919, ministre de la justice dans le gouvernement Peidl. Après son retour en Hongrie, il fut pendant deux ans rédacteur en chef de la *Népszava* (organe du Parti Socialdémocrate). Il émigre à nouveau en 1931.

Manó Buchinger (1875-1953), socialdémocrate, il s'oppose à la fusion avec les communistes en 1919 et émigre en Autriche après la chute de la République des Conseils. Il revient en Hongrie en 1929.

d'entreprise ; exclusions systématiques hors des syndicats sociaux-fascistes ; une combativité croissante des travailleurs, non seulement contre les capitalistes, mais aussi contre la bureaucratie socialdémocrate des syndicats et du parti ; commencement de la lutte pour la conquête de la rue ; commencement du rapprochement entre les ouvriers et les paysans ; fermentation croissante dans les rangs des paysans pauvres en moyens, ainsi que dans la petite bourgeoisie.

On ne peut pas encore parler d'une crise générale du fascisme dans toute la Hongrie, au sens d'une situation immédiatement révolutionnaire. Cependant, la crise du « Front de l'Unité Nationale » est si profonde, la consolidation (c'est-à-dire la stabilisation) de tout le système fasciste est tellement ébranlée, l'aggravation des oppositions entre classes dirigeantes et opprimées si grande, que le PCH, en raison des phénomènes de décomposition du système fasciste qui ont été déclenchés par la troisième période et se sont constamment approfondis, a dû démontrer plus âprement, plus résolument et plus concrètement que jusqu'ici, lors de la mobilisation des masses, pour les masses, les forces motrices et le caractère de la révolution hongroise, les enseignements de la défaite de la révolution du prolétariat.

II. *Le caractère et les forces motrices de la révolution hongroise.*

De la structure socioéconomique du pays, il résulte que la révolution en Hongrie doit, par la chute du capitalisme, liquider aussi de nombreux reliquats féodaux. Les reliquats féodaux les plus importants et les

plus décisifs sont : la répartition de la propriété foncière et son état, au-delà l'organisation du travail dans l'agriculture. Pour déterminer le caractère et les forces dynamiques de la révolution hongroise, il est décisif que la classe ouvrière ait déjà une fois conquis le pouvoir d'État et réalisé une dictature.

La force dynamique la plus importante, l'hégémon de la révolution en Hongrie : le prolétariat industriel et avec lui le prolétariat agricole, fort en nombre, va, sous la conduite du Parti Communiste, entraîner dans la lutte pour la terre contre les reliquats féodaux, jusqu'à la révolution prolétarienne, la masse des paysans, les semi-prolétaires, micro et petits paysans, mais en aucun cas la paysannerie dans son ensemble. Les paysans riches en Hongrie sont des entrepreneurs capitalistes, donc des ennemis de classe du prolétariat et des paysans pauvres. Tant que les couches inférieures de la paysannerie moyenne sont à rallier à la révolution dans le combat pour leurs intérêts quotidiens et pour la terre, les couches supérieures doivent être neutralisées. Il ne peut naturellement pas être question que la moyenne bourgeoisie urbaine prenne part à une révolution en Hongrie autrement que comme ennemi de la révolution ; les hésitations de la petite-bourgeoisie urbaine qui ont été suscitées par la crise du système fasciste ne doivent en aucun cas être surestimées, ce qui fait que dans le combat contre le capital de monopole, il ne peut dans le meilleur des cas être question que d'une neutralisation des couches inférieures.

De la structure économique et sociale du pays, qui détermine les tâches et les forces dynamiques de la révolution, il s'ensuit donc qu'en dépit des reliquats

féodaux économiques et politiques significatifs, il ne peut être question que le caractère de la révolution en Hongrie puisse être démocratique bourgeois.

La révolution en Hongrie ne peut être que prolétarienne, une révolution socialiste, mais qui sur son chemin doit et va liquider, comme un sous-produit du renversement du régime capitaliste, les reliquats féodaux de la répartition de la propriété foncière, son état et son organisation du travail, et doit en va en outre réaliser toute une série de tâches démocratiques bourgeoises.

On ne doit naturellement pas sauter l'étape de l'élimination des reliquats féodaux dans la question de la terre, comme le PCH avait déjà essayé une fois de le faire – au préjudice de la révolution.⁸¹ Bien plus : la réalisation des tâches importantes, démocratiques bourgeoises, par la révolution prolétarienne (en premier lieu la destruction de la grande propriété foncière et de la superstructure semi-féodale, sociale et politique qu'elle sous-tend) confèrent à la révolution du prolétariat un caractère bien défini – le caractère d'une révolution agraire imbriquée à la révolution du prolétariat, accomplie sous sa direction.

Les circonstances suivantes déterminent la ligne stratégique, les tâches principales et les objectifs du PCH dans une révolution :

⁸¹ On évoque ici la réforme agraire d'avril 1919, sous Béla Kun, souvent critiquée du côté communiste. *cf.* Eugen Varga, *Die wirtschaftspolitischen Probleme der proletarischen Diktatur* [Les problèmes économiques et politiques de la dictature du prolétariat], Hambourg, Bibl. de l'IC, 1921, p. 102 ss.

1) Conquête de la majorité du monde des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture pour les revendications du jour dans la lutte de classe contre le fascisme et la guerre impérialiste avec le slogan de l'occupation révolutionnaire et de l'expropriation de la grande propriété foncière dans son ensemble, son transfert au gouvernement ouvrier et paysan (la dictature du prolétariat), aux comités de petits paysans, d'ouvriers agricoles, et de journaliers, aux fins d'une répartition entre les travailleurs actifs dans l'agriculture ; isolement pendant cette lutte de la socialdémocratie par rapport aux travailleurs de l'industrie et de l'agriculture.

2) Création d'une alliance avec les micro et petits paysans à demi prolétaires, ralliement des couches inférieures des paysans moyens, neutralisation de la couche supérieure, dans la lutte contre les reliquats de la propriété foncière féodale et de la grande propriété foncière capitaliste, contre la paysannerie riche, le capital de monopole, la pression fiscale, le fascisme et la guerre ; isolement de tous les partis de grands capitalistes agricoles et petits cultivateurs – y compris la socialdémocratie – par rapport à ces masses.

3) Il faut chercher à neutraliser les couches inférieures de la petite-bourgeoisie dans la lutte contre le grand capital et le système fasciste.

Le Parti, par l'autocritique quant à la défaite et aux erreurs de la révolution prolétarienne en Hongrie, a complètement surmonté l'erreur fatale qui avait résulté de la méconnaissance des tâches démocratiques bourgeoises d'une révolution prolétarienne (en premier lieu la solution de la question agraire). Comme objectif

révolutionnaire, au congrès⁸² tenu à l'occasion de sa refondation, le Parti a clairement écrit sur son drapeau l'objectif d'avant mars,⁸³ : la dictature du prolétariat. Mais ce faisant, il n'a pas oublié que la révolution prolétarienne doit en même temps résoudre de vastes tâches de la révolution démocratique bourgeoise. À côté de la ligne générale juste du Parti, certaines erreurs opportunistes se sont développées, qui se sont exprimées dans la campagne pour la république. Face au danger de la restauration de la monarchie des Habsbourg, le Parti s'est présenté avec le mot d'ordre de la république, qui devait être comprise comme une période intermédiaire « démocratique » vers la dictature du prolétariat. Par le mot d'ordre d'une « république avec à sa tête un gouvernement ouvrier et paysan », ce ne sont pas les tâches démocratiques bourgeoises de la révolution prolétarienne qui étaient exprimées, comme le voulait le Parti. Dans l'agitation du Parti, avec ce mot d'ordre, le fait que *gouvernement ouvrier et paysan* équivalait à *dictature du prolétariat* s'est estompé. Ces erreurs opportunistes ont conduit au mot d'ordre : « exigez du Parlement un référendum sur la question de la forme de l'État ! » Le Comité Central du PCH n'a encore, jusqu'à maintenant, exercé aucune autocritique sérieuse de ces erreurs et n'a pas encore totalement surmonté ces erreurs. Les conceptions erronées qui ont surgi pendant la campagne pour la république ne peuvent en aucun cas fournir de justification aux théories liquidatrices

⁸² Le premier congrès du PCH (refondé) s'est tenu à Vienne du 18 au 21 août 1925.

⁸³ 21 mars 1919, unification du Parti Communiste et du Parti Socialdémocrate, proclamation de la République des conseils.

développées récemment par le camarade Blum, avec la mention de ces erreurs passées du Parti.

De l'avis du secrétariat politique du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, les thèses du camarade Blum (orientation vers la révolution démocratique bourgeoise au lieu de la révolution prolétarienne, sur la dictature des ouvriers et des paysans au lieu de la dictature du prolétariat) représentent une tendance liquidatrice dans le PCH. En réalité, le camarade Blum se place sur le terrain de la socialdémocratie : Il préconise au Parti de mener la lutte contre le fascisme sur le terrain de la démocratie bourgeoise, que le Parti devrait, comme mot d'ordre central, exiger des réformes bourgeoises ; il préconise de définir le PCH comme un parti des réformes démocratiques et de le distinguer – au cas où le parti socialdémocrate est un parti d'opposition en général – par la propagande abstraite pour la dictature du prolétariat. Le camarade Blum a considéré que la tâche principale du Parti était non pas la lutte contre les illusions démocratiques, mais celle entreprise à l'encontre de la démocratie bourgeoise contre le « nihilisme ». Lorsqu'il conseille au Parti Communiste de vanter la démocratie bourgeoise auprès des travailleurs comme « le meilleur champ de bataille », il se place en réalité sur le terrain de la socialdémocratie. Il nie ainsi l'évolution de la démocratie bourgeoise vers le fascisme, il néglige totalement la troisième période. Ces thèses n'ont rien à voir avec le bolchevisme. La circonstance cependant qu'on ait pu voir dans le comité en exil du Comité Central des hésitations quant à l'appréciation de ce point de vue exige que le Parti se mobilise pour une lutte résolue non seulement contre ces

thèses, mais aussi contre toute hésitation surgie sur cette question. Les indécisions que l'on a vues dans les rangs du comité en exil sur l'appréciation du liquidationnisme de Blum sont à expliquer par le fait que jusqu'ici, le Parti n'a pas adopté de point de vue clair sur la question de ses mots d'ordre partiels et en particulier de l'admissibilité de revendications partielles en matière de démocratie. À côté de la question agraire, la révolution hongroise doit résoudre toute une série d'autres tâches démocratiques. C'est néanmoins une importance décisive qu'a précisément la résolution de la question des terres par la révolution prolétarienne. Lors de la formulation de revendications partielles en matière de démocratie, le danger principal réside en ce que la formulation de ces revendications donne l'illusion d'une « démocratisation » du fascisme hongrois – ou l'illusion d'une période « démocratique » de transition avant la réalisation de la révolution prolétarienne. C'est pourquoi les revendications partielles élevées par le Parti hongrois doivent être posées dans la perspective de la révolution prolétarienne et être une expression des objectifs démocratiques de la révolution. Toute illusion sur la possibilité d'une démocratisation du fascisme hongrois, telle qu'elle est formulée dans les thèses Blum et s'exprime aussi dans une certaine mesure dans les thèses du comité en exil, doit donc être considérée comme une déformation opportuniste de cette ligne fondamentale.

III. *Les erreurs politiques de la direction du Parti et les tâches principales actuelles du Parti.*

Pendant très longtemps, le PCH a presque exclusivement mené son travail de masse de manière légale, et il a eu dans les années 1925/1927 de grands succès dans l'éveil

des plus larges couches d'ouvriers et de travailleurs agricoles, et même d'une certaine partie de la paysannerie. Mais le PCH n'a pas réussi dans son travail illégal à stabiliser organiquement cette influence de masse. Après l'anéantissement d'une série de possibilités légales, après l'arrestation de presque tout l'ensemble des cadres dirigeants, le PCH a hésité et pris du retard dans la mise en œuvre de nouvelles méthodes de travail de masse, dans la transition à un travail illégal en entreprise, dans le déplacement vers des méthodes illégales de l'accent de la direction des masses.

La faiblesse principale du Parti au seuil de la troisième période se manifeste dans ce qui suit : une partie des camarades dirigeants n'a pas compris qu'une nouvelle vague du mouvement ouvrier se rapproche, ou a été indécis dans son appréciation, et a négligé ces tâches que la troisième période posait au Parti. Les oscillations vers la droite de maints camarades sur ces questions ont tout de suite été mis au jour. Le déni du caractère fasciste du régime Horthy-Bethlen est en même temps la négation du fait que la socialdémocratie évolue vers le social-fascisme : ce furent là les premiers signes de ces déviations opportunistes dans l'appréciation de la troisième période. Ces conceptions, la direction du Parti les a unanimement rejetées. Le camarade Robert a succombé à cet opportunisme en négligeant les résolutions du IV^{ème} congrès de l'Internationale Syndicale Rouge et du VI^{ème} congrès mondial de l'Internationale Communiste, et il a ainsi faussement évalué le caractère de la troisième période. Cette incompréhension du caractère de la troisième période est l'une des déviations les plus dangereuses. Le camarade Robert a dénié

l'évolution vers la gauche de la classe ouvrière en confondant la situation du mouvement ouvrier avec la situation des syndicats en voie de fascisation, et il a développé dans le Comité en exil des vues pessimistes totalement infondées sur la perspective du mouvement révolutionnaire en Hongrie. Le camarade Robert est allé si loin dans l'appréciation petite-bourgeoise de l'état d'esprit et de la situation de la classe ouvrière qu'il a considéré une grande partie du monde ouvrier comme perdue pour le mouvement révolutionnaire et a mis au point toute une « théorie » sur la décomposition du mouvement ouvrier. Bien que le Comité en exil ait lutté contre les conceptions opportunistes petites-bourgeoises du camarade Robert, il a négligé de mettre sur pied un programme de lutte concret contre cet opportunisme. Le secrétariat politique du comité exécutif du Komintern constate que le camarade Robert a reconnu ses erreurs et s'est engagé à mettre en œuvre sans réserve la ligne de l'Internationale Communiste.

Entretiens, la disparité entre l'activité des masses qui évoluaient vers la gauche et celle du Parti dans son ensemble s'est accrue, bien que des succès aient été affichés dans le domaine organisationnel. Ce déséquilibre est en premier lieu à rapporter aux erreurs et aux faiblesses de l'activité politique du comité en exil, qui ont avant tout pour racine la division fractionnelle du comité en exil dans la dernière période et dans la forte influence idéologique et politique exercée par le camarade Blum sur le comité en exil. Sur le plan politique et organisationnel, la démarche de Comité en exil a été bancale en fonction des événements, parce qu'il n'avait pas du tout soulevé les problèmes politiques

et organisationnels du travail de masse, ou ne l'avait fait qu'en retard et la plupart du temps de manière opportuniste.

La tactique que le Comité en exil a imposée au Parti pour les votes des caisses maladie d'entreprise est une tactique explicite de front unique « par en haut », à savoir avec les dirigeants fascistes des organisations de métallurgistes exclues. Cette tactique se plaçait donc d'emblée en opposition des plus radicales à toutes les résolutions du VI^{ème} congrès mondial. L'opportunisme de cette tactique du front uni a encore été aggravé du fait que le Parti, jusqu'à la dislocation de ce front uni qui ne s'est produit qu'au dernier moment, n'a absolument pas critiqué les dirigeants fascistes devant les membres de gauche de leurs syndicats, bien que ceux-ci ne suivaient la pseudo-opposition de Migray-Hackspacher qu'en raison de leur mécontentement relatif à la direction socialdémocrate du syndicat. En outre, le comité en exil avait recherché, même après son autocritique, à faire une différence entre les dirigeants fascistes « syndicaux » (Hackspacher) et les dirigeants fascistes « politiques » (Migray). De la même façon, le camarade Kemény⁸⁴ a soutenu jusqu'au dernier moment le point de vue selon lequel l'appareil fasciste de ce syndicat pouvait être conquis. Les racines de cette conception erronée se cachent dans la fausse appréciation des fédérations exclues qui se trouvent « sous l'influence de l'opposition » comme « base d'une organisation des métallurgistes ». Pour la direction du Parti, il aurait dû être clair dès le départ que les dirigeants de ces

⁸⁴ Il pourrait s'agir de József Révai, qui aurait en 1931 écrit un article dans *Új Március* sous ce pseudonyme.

fédérations étaient des fascistes liés à l'État et aux chefs d'entreprise, et qu'il ne pouvait donc pas être question de la conquête de ces fédérations au sens de la conquête de leur appareil, de leur transformation en syndicats rouges.

C'est le devoir du Parti de dénoncer de toutes ses forces le mouvement fasciste pour la révision du traité de paix de Trianon, qui fait partie de l'incitation à la guerre et de la préparation d'une guerre contre l'Union Soviétique. De même, il faut lutter contre l'affirmation démagogique du gouvernement Horthy-Bethlen selon laquelle toute la misère des travailleurs serait à rapporter au traité de Trianon. Le Parti doit toutefois, contre le mouvement fascisto-impérialiste de révision, prôner la destruction de tous les traités de paix par la révolution prolétarienne, le slogan du droit révolutionnaire à l'autodétermination qui peut être réalisé par la lutte commune du prolétariat des pays voisins et de l'Union Soviétique.

En outre, des hésitations opportunistes se sont manifestées dans la prise de position pacifiste du camarade Kemény lorsqu'il a remplacé, sans que le Parti l'ait décidé, le juste point de vue révolutionnaire du Parti par un « nouveau slogan ». Le mouvement qui, sous la direction du gouvernement fasciste, a placé de grandes masses petites-bourgeoises et paysannes, mais aussi une certaine partie de la classe ouvrière à la remorque du fascisme, exigeait inconditionnellement que la révision du juste point de vue du Parti soit refusé avec la plus grande résolution. Le mot d'ordre « Non à la révision du traité de paix », c'est-à-dire ce point de vue selon lequel la lutte contre le traité de paix impérialiste, pour le droit à l'autodétermination du peuple hongrois n'était pas une tâche de la classe ouvrière hongroise, était erroné. Ceci

est indirectement – même si ce n'est pas intentionnel – un appui à ceux qui veulent mettre les larges couches de travailleurs à la remorque des incitateurs de guerre fascistes, de ceux qui promettent la révision des traités de paix impérialistes comme fruit d'une guerre impérialiste, en premier lieu une guerre antisoviétique.

Le combat révolutionnaire prolétarien contre les traités de paix impérialistes fait partie du combat contre les impérialistes et pour la défense de l'Union Soviétique. Le PCH doit accentuer sa lutte contre les préparatifs de guerre impérialistes, beaucoup plus que ce ne fut le cas lors de la préparation du 1^{er} août⁸⁵ que le comité en exil n'a commencée qu'à la mi-juin, avec un retard impardonnable, et même là d'une manière qui n'était que passablement indécise.

Dans un tel contexte d'aggravation de la crise économique et des oppositions de classes, comme maintenant en Hongrie où même la classe dirigeante reconnaît que la situation est à nouveau révolutionnaire (*cf.* le dernier discours du Comte Bethlen !), le Parti doit soigneusement concrétiser les résolutions de la 10^{ème} session plénière du Comité Exécutif du Komintern⁸⁶ qui ont été conçues dans l'esprit de la montée de la perspective de la nouvelle vague révolutionnaire. De plus, il faut que le Parti soit animé par la circonstance que les sociaux-fascistes hongrois, dans l'esprit de leur pacte conclu avec le régime de Horthy-Bethlen, ont, dans les personnes des dirigeants sociaux-démocrates

⁸⁵ 1^{er} août 1929 : Journée internationale de lutte contre la guerre impérialiste. La réalisation de cette journée de lutte avait été décidée lors du VI^{ème} congrès mondial de l'Internationale Communiste.

⁸⁶ Du 3 au 19 juillet 1929.

amnistiés (Garami, Buchinger), intégré leurs dernières réserves « démocratiques » dans le front contre-révolutionnaire anti-prolétarien.

Contre les fascistes et les sociaux-fascistes, il faut, sous la direction du prolétariat industriel, construire un front uni plus large des travailleurs. Pendant la mobilisation de masse et la lutte, le Parti doit viser à briser le cadre de l'illégalité grâce aux différentes formes du front uni des travailleurs de l'industrie et de la campagne ainsi que des paysans pauvres, et organiser ouvertement une lutte révolutionnaire de classe. La tâche principale du Parti ne consiste pas seulement à démasquer la socialdémocratie par l'agitation et la propagande, mais aussi à saper son organisation. La dernière manifestation de rue de Budapest, qui avait transformé le rassemblement des sociaux-démocrates en une manifestation contre les fascistes et les sociaux-fascistes, est un bon début de la lutte pour la rue. Malgré cela, le Parti ne peut pas se contenter d'utiliser les rassemblements sociaux-démocrates pour des manifestations, mais il doit lui-même organiser des manifestations de rue. Les licenciements de masse des grandes entreprises ainsi que le chômage qui règne déjà et qui continue de menacer créent un terrain favorable pour le Parti, en dépit de l'interdiction policière, pour organiser de lui-même des rassemblements de masse devant les entreprises, les locaux syndicaux, et dans la rue. Pour la défense de ces manifestations, de la lutte contre les formations policières et fascistes, il faut que soient créées des organes prolétariens d'autodéfense, en premier lieu dans les grandes entreprises, mais aussi dans des organisations sportives et autres organisations de masse.

Le Parti doit plus que jamais se préoccuper de ce que les combats économiques sont de plus en plus fortement politisés. Parmi les ouvriers grévistes des usines, non seulement il faut que soient propagés les slogans généraux contre la guerre, le fascisme et le social-fascisme, mais il faut aussi que nous tendions de toutes nos forces à ce que les ouvriers grévistes qui vont dans la rue pour ces slogans manifestent contre la terreur fasciste, pour le droit de réunion et le droit de grève de la classe ouvrière, manifestent contre l'organe de conciliation et la fascisation et par ces manifestations entraînent aussi les ouvriers d'autres entreprises dans des actions de solidarité. Il faut organiser à la plus large échelle l'agitation pour la grève politique de masse contre le fascisme, le social-fascisme, la guerre, et pour la défense de l'Union Soviétique. La campagne déjà commencée pour l'amnistie doit être liée à toutes les autres luttes du Parti.

Dans la réalisation de toutes ces tâches, le Parti doit prendre garde à ce que soient attirés dans la lutte contre le fascisme et le social-fascisme, non seulement les ouvriers de l'industrie, mais aussi les ouvriers agricoles, les micro- et petits paysans. L'accentuation du travail du Parti dans les centres industriels et miniers en province est aussi nécessaire afin que le Parti puisse renforcer ses liens avec les masses travailleuses du pays. Une attention particulière doit être accordée à l'organisation de luttes des travailleurs agricoles (contre le chômage, la terreur administrative, pour les revendications de salaires, etc.), et pendant ces luttes, il faut aussi que soient organisées avec la plus grande force les actions de solidarité des ouvriers de l'industrie.

L'organisation de la lutte des ouvriers agricoles ainsi que la politisation de cette lutte doivent être commencées en temps utile pour les moissons de l'année qui vient. Lors de l'organisation de ces luttes, le Parti doit considérer que l'unification des luttes à la ville et à la campagne est le meilleur gage de succès du travail révolutionnaire dans un pays tel que la Hongrie. Le Parti doit prochainement élaborer un programme concret de luttes pour tous ces domaines de lutte, afin de construire un front uni des larges masses urbaines et rurales. Pour cela, il doit exploiter toute possibilité légale, y compris la plus petite, qu'il ne peut abandonner pour une action révolutionnaire qu'après avoir rendu ses organisations illégales beaucoup plus aptes à diriger et à lutter qu'elles ne l'étaient jusqu'ici.

IV. *La direction du travail syndical et les luttes économiques.*

Le glissement élémentaire vers la gauche du monde ouvrier en Hongrie se manifeste surtout dans la croissance du mouvement de grève économique spontané. Les spécificités principales de ce mouvement sont : que les inorganisés y prennent largement part ; c'est des larges masses des travailleurs que vient l'initiative d'une conduite autonome des luttes ; les ouvriers qui le plus souvent ne sont pas soutenus par les syndicats tiennent aussi longtemps qu'il faut jusqu'à ce qu'ils obtiennent un résultat quelconque ; finalement, les luttes économiques deviennent de plus en plus des combats politiques.

Les syndicats réformistes ont tout fait pour réprimer ces luttes, c'est-à-dire pour étouffer la grève néanmoins

éclatée, (ils jouent ouvertement les briseurs de grève). Ceci a conduit à ce que la crise du mouvement syndical réformiste s'exprime par une fuite de masse des membres des syndicats réformistes. Abstraction faite de quelques cas, le Parti n'a pas été en mesure de guider les grandes masses dans la lutte, ni même de prendre en main la direction des luttes éclatées spontanément. Le Parti avait sous-estimé le rôle décisif des masses inorganisées dans un pays où la grande majorité des ouvriers organisés ont quitté les syndicats.

Par suite du travail lacunaire des factions, le Parti a été incapable, dans les syndicats réformistes, de rassembler sous sa propre direction les luttes oppositionnelles spontanées, souvent tempétueuses, et d'organiser celles-ci en assaut général contre la bureaucratie social-fasciste. La cause principale de cette lacune réside en ce que les résolutions du IV^{ème} congrès de l'Internationale Syndicale Rouge et du VI^{ème} congrès mondial du Komintern n'ont presque pas été diffusées, et que leur popularisation n'a eu lieu que de manière extrêmement incomplète et déformée.

Les tâches les plus importantes du travail syndical en Hongrie sont exhaustivement rassemblées dans une résolution spéciale.⁸⁷ En mentionnant celle-ci, le secrétariat politique souligne en même temps aussi les tâches les plus pressantes du Parti.

Le plus important est surtout le travail en entreprise. Il doit y avoir une initiative infatigable afin d'organiser les luttes économiques pour les revendications de tous les

⁸⁷ cf. Thèses et Résolutions du IV^{ème} Congrès de l'I.S.R. Moscou, 17 mars - 3 avril 1928, Paris, Petite Bibliothèque de l'I.S.R. XXV, 1928.

jours du monde ouvrier. Pour préparer et conduire les luttes, les communistes doivent, à partir des masses ouvrières des usines, créer les organes correspondants (toujours en fonction de l'évolution des luttes et de la situation donnée : comités de préparation, directions de grève ou comités d'entreprise).

Le travail ne peut également atteindre les buts souhaités que sur la base d'un travail d'entreprise soigneusement amélioré et accru. Il est particulièrement important que le travail syndical de fraction soit étroitement lié au travail dans les entreprises.

Dans le travail dans les syndicats réformistes, les communistes doivent montrer la plus grande endurance, il doivent exploiter pleinement toute possibilité légale. Mais ces conceptions qui ont surgi dans quelques organisations de base (quartier nord de Budapest) et suivent la ligne de l'unité à tout prix, et au-delà entretiennent des illusions sur la possibilité de conquête de l'appareil syndical doivent être vaincues par un travail idéologique d'explication. À côté de l'exploitation complète des possibilités légales dans les syndicats, le Parti doit également appliquer les méthodes et moyens illégaux et légaux du travail syndical de masse. Sans la combinaison de méthodes légales et illégales, on ne peut, ni appliquer avec succès les méthodes légales du travail syndical de masse, ni organiser les luttes économiques.

V. Le travail du Parti parmi les paysans.

Dans son autocritique, le PCH avait bien compris l'importance révolutionnaire de la question de la terre en Hongrie. Mais la tâche du Parti est de transposer en action sa juste conception de l'alliance des mondes

ouvriers et paysans en dépit de la prétendue réforme agraire. La moitié des terres utilisées par l'agriculture en Hongrie se trouve entre les mains de dix mille gros propriétaires fonciers, l'autre moitié cependant entre les mains de huit cent mille paysans. Dans ce contexte, le nombre des travailleurs de la campagne ne possédant strictement rien atteint, après la réforme agraire, un million. La réforme agraire de la contrerévolution n'a touché qu'une part très restreinte de la grande propriété foncière, elle a pourtant imposé aux paysans d'énormes charges financières. Le progrès de l'industrialisation de la grande propriété foncière accélère et aggrave la structuration de la campagne en classes, elle rend plus difficile encore la situation des ouvriers agricoles et des semi-prolétaires, elle dépossède une partie des paysans pauvres et met leurs parcelles entre les mains des paysans riches. La contrerévolution cherche en même temps, en s'appuyant sur les paysans riches, à réorganiser dans son intérêt la campagne par des groupes, des associations et des club Levente fascistes. En raison de la structuration de la paysannerie en classes mentionnée ci-dessus, la conception de la paysannerie comme une classe unitaire – comme le camarade Blum l'expose dans ses thèses – n'est pas une conception léniniste juste. En raison des rapports agraires spécifiques de la Hongrie, le travail salarié dans l'agriculture joue un rôle important, non seulement dans la grande propriété foncière, mais aussi dans les grandes fermes. Les diverses couches du prolétariat agricole représentent de ce fait, en nombre, la plus grande couche tant de la classe ouvrière qu'aussi du village. Il faut en l'occurrence souligner que la grande majorité des

ouvriers agricoles – par suite du développement rapide, après la guerre, du capitalisme dans l’agriculture – sont certes des prolétaires selon leur situation de classe, mais sont néanmoins largement encore des paysans selon leurs conditions sociales de vie et leurs aspirations. Cette couche sociale du village représente à la campagne la force révolutionnaire principale.

Cette situation objective rend extrêmement fertile le terrain pour le travail du PCH à la campagne. Non seulement la social-démocratie avait trahi les intérêts des paysans pauvres mais – dans l’esprit de leur pacte avec le gouvernement Horthy-Bethlen – mais elle n’avait en aucune façon mené parmi le prolétariat agricole un quelconque travail syndical qui puisse être pris au sérieux. La tâche du PCH est précisément de prendre là l’initiative. Dans ce domaine, les tâches actuellement les plus urgentes, mais en aucune façon les seules, sont les suivantes : l’organisation du prolétariat agricole comme partie importante de la classe ouvrière ; la conquête des organisations locales existantes de la fédération des ouvriers agricoles ; la création de groupes locaux légaux ; là où ce n’est pas possible, de syndicats illégaux ; tout au moins influencer l’organisation souple des micro-paysans à demi-prolétaires, petits paysans et paysans moyens ; l’organisation des luttes économiques de ces couches sociales ; la politisation des luttes pour les revendications de tous les jours des paysans pauvres et moyens au milieu de la crise agricole croissante ; une propagande régulière parmi les ouvriers agricoles pour leur entrée dans les organisations du Parti. Le Komintern attend du PCH que dans un proche avenir, en s’appropriant ces revendications partielles, non

seulement élabore son programme agraire, mais aussi effectue les pas nécessaires dans la perspective que le travail du parti et le travail mené à la campagne dans les organisations de masse des paysans soit beaucoup plus large et approfondi que jusqu'à présent.

VI. *Le travail parmi la jeunesse.*

Le parti doit accomplir avec un soin particulier un travail dans la jeunesse des villes, des campagnes, ainsi que de la petite paysannerie. La jeune génération d'ouvriers de l'industrie et de l'agriculture, qui a grandi après la chute de la dictature du prolétariat a lutté pendant toute la période de la contre-révolution dans les premiers rangs du monde ouvrier révolutionnaire. Le développement de l'union hongroise de la jeunesse ouvrière communiste (Kommunista Ifjűmunkások Magyarországi Szűvetsége) a justement pris du retard, parce que le Parti a dû à un rythme extrêmement rapide prélever comme cadres une sélection des meilleurs éléments de l'Union de la jeunesse ouvrière. Tout le travail de l'union de la jeunesse ouvrière communiste en Hongrie doit être organisé dans l'esprit de ce slogan qui inspire le travail de l'Internationale Communiste de la jeunesse ouvrière. Dans le travail parmi les jeunes travailleurs, il manque la nécessaire direction régulière et la liaison de l'Union de la Jeunesse Ouvrière avec les organes dirigeants du Parti. En réalisant la représentation réciproque dans tous les organes du Parti et de l'Union de la Jeunesse Ouvrière, le Parti doit en premier lieu aider les associations de jeunes travailleurs à renforcer leur travail dans les entreprises et les organisations de masse. De même, la jeunesse doit être intégrée dans l'enseignement dispensé par le Parti et sa formation doit en tout cas être favorisée.

VII. *Le travail parmi les femmes.*

Il faut que soit accordé dans l'avenir au travail parmi les femmes un accent tout particulier, parce qu'en raison du programme d'industrialisation et de rationalisation, le nombre de femmes employées dans l'industrie a, ces derniers temps, considérablement augmenté. Mais le Parti avait dans une période récente totalement négligé le travail parmi les femmes, bien que cette couche sociale, la plus exploitée du prolétariat, serait en raison de sa situation la plus facile à rallier par le Parti. Une agitation planifiée doit être menée parmi les femmes. Elle doivent être attirées par les organisations du Parti au travers d'organisations d'aide appropriées. Les camarades-femmes déjà aguerries dans le travail du Parti doivent être impliquées dans les instances dirigeantes. L'accent principal de notre travail de masse doit s'adresser aux femmes qui sont employées dans l'industrie du textile, de la chimie, et du tabac.

VIII. *L'état organisationnel du Parti et ses tâches.*

Certes, après le VI^{ème} congrès, l'état organisationnel du Parti s'était amélioré. Néanmoins, le travail organisé de manière régulière et planifiée n'a pas avancé assez vite. Le Parti n'a encore toujours pas soulevé concrètement la question de la conquête des couches décisives de la classe ouvrière. Dans de nombreux cas, il s'est orienté vers là où il se heurtait à la résistance la plus faible : à savoir vers les petites et moyennes entreprises. En revanche, il n'a pas assez focalisé son travail sur les grandes entreprises des branches d'industrie les plus importantes. La tâche la plus importante, à savoir la liaison du travail syndical au travail dans les entreprises

n'a pas été envisagée assez concrètement, et encore moins accomplie. Dans les entreprises, il n'y a pas eu de propagande régulière. La propagande pour l'adhésion au Parti n'a pas été menée en premier lieu dans les entreprises, mais dans les organisations de masse inter-partisanes. Dans le travail des cellules d'entreprise a prévalu un certain esprit de groupe ; l'implication du travail des cellules d'entreprise dans les questions et revendications quotidiennes des travailleurs est insuffisante, de même que celles-ci ne diffusent pas suffisamment parmi les masses les mots d'ordre politiques du Parti. Même leur participation active à l'élaboration de la ligne politique et organisationnelle du Parti présente des lacunes. De même est insatisfaisante aussi la direction des fractions dans les syndicats et autres organisations prolétariennes de masse. Par suite de ces faiblesses, le Parti est bien loin d'avoir pu suffisamment exploiter les possibilités légales existantes pour mobiliser les masses dans ces organisations. Dans le domaine organisationnel, c'est une des tâches les plus importantes du Parti que de donner sur toutes les questions des instructions aux cellules d'entreprise et aux fractions de toutes les organisations de masse.

La question de la sélection des cadres et de la formation des cadres doit être traitée plus nettement encore devant tous les adhérents du Parti. La sélection des cadres avoir lieu dans la lutte, dans les entreprises, sous la directive régulière des organes de direction, pas sur la base de « connaissances » fortuites, mais par le recrutement, dans les rangs, des prolétaires qui se sont distingués dans les luttes. Négliger la sélection des cadres et leur instruction régulière par l'éducation bolchevique est

l'une des plus grandes omissions qui doit être palliée très urgemment par la mise en place de cours d'instruction et par la création d'une école du Parti. Cette instruction doit en premier lieu concerner les ouvriers des grandes entreprises, des ouvriers agricoles aguerris dans la lutte, et des ouvrières choisies dans des branches d'industrie moins organisées syndicalement (industrie ferroviaire, textile, chimique).

Le journal illégal du Parti ⁸⁸ qui pendant tout un temps est paru régulièrement en Hongrie n'a pas du tout pu compenser un tant soit peu le déclin du travail de direction idéologique et politique du Parti. C'est pourquoi la littérature marxiste-léniniste et les résolutions du Komintern doivent être à nouveau éditées. Le journal central du Parti ⁸⁹, édité à l'étranger, doit à nouveau paraître régulièrement, de sorte que le caractère de ce périodique central se modifie en fonction des changements qui doivent être opérés dans les organes et méthodes de direction – à savoir de telle manière que le journal central du Parti paraissant à l'étranger d'une part traite à fond les problèmes politiques fondamentaux du Parti, et de l'autre devienne un véritable canal de liaison entre le Komintern et les membres du Parti. Dans son activité d'édition, de propagande et d'agitation, la direction du Parti doit davantage encore que jusqu'ici en appeler à l'abnégation des membres du Parti et des masses sympathisantes, afin que les moyens financiers puissent être – tout au moins en partie – fournis par des collectes régulières dans le pays même.

⁸⁸ *Kommunista*.

⁸⁹ *Új Március* paraît à Vienne comme organe du PCH depuis son premier congrès en 1925.

IX. *Contre les intrigues fractionnelles, pour de nouvelles méthodes de direction.*

L'accomplissement de toutes ces mesures d'organisation n'est pas une tâche exagérément difficile, surtout que la crise du Parti est en premier lieu une crise du centre, et même principalement de la direction du Parti en exil. La division en fractions dans la direction du Parti a touché presque exclusivement la partie en exil du Comité Central, et les tentatives qui visaient à transférer aussi cette décomposition aux cadres dirigeants à l'intérieur ont jusqu'ici eu peu de succès. Il faut fondamentalement à l'étranger aussi se débarrasser de toutes les activités fractionnelles, peu importe d'où elles viennent, il faut procéder avec des mesures idéologiques et organisationnelles les plus résolues. La présente lettre du Comité Exécutif du Komintern doit servir de plateforme à tous les membres du Parti, plateforme qui qualifie comme crime contre le Parti et le Komintern le maintien des anciens groupes fractionnels qui ont déjà une fois été partiellement liquidés. Doivent être éliminés du travail de la direction du Parti toute intrigue fractionnelle et tout népotisme, et l'activité de la direction dans l'esprit de Parti doit être assurée. Quiconque ose commencer une lutte de principe doit être impitoyablement écarté de la direction, de l'appareil du Parti ou du Parti. Cela vaut pareillement pour tout maintien d'une quelconque fraction. Pour une part en raison des intrigues fractionnelles, pour une part parce que le comité en exil qui avait joué le rôle d'un bureau politique n'a par ses méthodes de travail pas permis que la direction du Parti se développe de manière autonome dans le pays, l'organisation de la direction du Parti et ses méthodes

doivent être profondément modifiées. Le centre de gravité de la direction du Parti doit être placé entre les mains de la partie du Comité Central résidant en Hongrie. Le comité en exil ne peut plus remplir la fonction de bureau politique, et encore bien moins celle d'un guide organisationnel du Parti. La tâche du comité en exil, c'est de fournir une aide idéologique par un travail sur les questions principielles et politiques les plus importantes, de transmettre au Parti les expériences du Komintern et des partis communistes, et d'organiser dans l'émigration le soutien financier du Parti. Pour pouvoir entraîner une modification aussi fondamentale dans le rapport du comité en exil et de la partie du Comité Central résidant en Hongrie, des sécurités organisationnelles doivent être créées contre les visées fractionnelles des groupes d'émigrés. Le parti ne doit pas interdire le soutien financier et l'aide idéologique de nombreux émigrés politiques ; mais ce soutien ne leur donne cependant aucun droit à s'immiscer dans les affaires de la direction du Parti.

C'est une tâche constante du Parti de renouveler sa direction en Hongrie par des éléments ouvriers qui sont aguerris dans des luttes révolutionnaires et sont en relation avec les masses travailleuses. Ceci ne peut être réalisé que si la sélection s'effectue, non pas selon des points de vue de fractions ou de groupes, mais exclusivement sur la base de la combativité et du sérieux révolutionnaire, et même – là où c'est possible dans les conditions de la clandestinité – par le vote des permanents.

X. *Contre l'irresponsabilité dans la clandestinité.*

La question du changement des méthodes de la clandestinité et de l'ensemble de la technique du parti en matière de clandestinité est très étroitement corrélée au changement fondamental à mettre en œuvre dans l'organisation et les méthodes de la direction du Parti. Le système de clandestinité du comité en exil a conduit à des arrestations répétées en Hongrie. L'irresponsabilité qui doit être pleinement, à juste titre, qualifiée de dommageable pour le Parti, lui a politiquement porté un tort considérable, parce qu'elle a transformé la confiance en hésitation, a « détruit l'esprit de clandestinité » chez les cadres du parti et a anéanti les liaisons techniques du travail illégal.

Ce système d'irresponsabilité dans la clandestinité ne pourra jamais être assez vite écarté. Une attitude de trahison face à la police, tout aveu sur les dispositions de la clandestinité, même après les tortures les plus sévères, doit entraîner inconditionnellement l'exclusion de la personne concernée, d'autant plus que les institutions dirigeantes du Parti ont déjà antérieurement pris des résolutions correspondantes. Toute attitude hostile à la clandestinité doit être immédiatement sanctionnée. Les membres du Parti doivent être éduqués dans l'esprit de clandestinité le plus strict. Il faut viser de la manière la plus conséquente à ce que personne ne soit initié à l'activité clandestine du Parti qui, par son travail, ne s'y trouve pas directement. Ce n'est que par des mesures de clandestinité les plus stricts que la direction du Parti peut rétablir la confiance ébranlée, protéger les cadres et les membres du Parti de sacrifices superflus, et assurer la pérennité du travail politique et organisationnel.

XI. *Une large autocritique est nécessaire.*

Une vaste campagne d'autocritique est nécessaire, touchant l'ensemble des masses du Parti, pour révéler sans ménagement les faiblesses de son travail politique et organisationnel. Il faut tout particulièrement souligner là que l'autocritique ne peut pas se limiter à émettre des banalités, mais doit en premier lieu mettre en lumière des erreurs concrètes dans le travail du Parti, afin que le Parti puisse affirmer la juste orientation de sa politique et de son travail organisationnel au travers du collectif des membres du Parti dans leur ensemble.

Une telle autocritique et le traitement de fond de tous ces problèmes qui ont été soulevés par la Komintern lors du X^{ème} plénum de son Comité Exécutif (la conquête des couches décisives de la classe ouvrière, d'une influence dans les grandes entreprises, la conduite autonome des luttes économiques, mais tout particulièrement de la grève politique de masse, une lutte résolue contre le danger de droite), doivent initier la régénérescence des cadres dirigeants du Parti dans son ensemble. La matérialisation de ces tâches est le commandement de l'heure. Dans cette démarche se réuniront tous les éléments sains du Parti, qui n'ont pas sombré dans l'opportunisme.

Vu que l'autocritique bolchévique a été jusqu'ici remplacé par le système des accusations fractionnelles, il est nécessaire, dans l'appréciation de l'activité et des erreurs du Parti, de liquider tout point de vue fractionnel, et, sans égard pour les groupes fractionnels existants jusqu'ici, de rassembler toutes les forces bolcheviques du Parti dans la lutte contre le danger de droite qui

représente, dans la période actuelle, pour le PCH aussi, le danger principal.

Dans l'accomplissement d'une véritable autocritique bolchevique, le Parti doit concentrer le feu principal sur les thèses anti-léninistes du camarade Blum, qui a remplacé la théorie léniniste de la révolution prolétarienne par une théorie liquidatrice à demi sociale-démocrate. La conception qu'a Blum de la révolution hongroise est au cœur du danger de droite dans le Parti. Mais de la même façon, il faut aussi mobiliser les membres du Parti dans la lutte contre les déviations opportunistes du camarade Robert qui reposent sur l'incompréhension de l'aggravation des oppositions de classe qui se présentent dans la troisième période (les conceptions sur une prétendue « décomposition »).



Après avoir lu les « thèses Blum » et, parmi une abondance d'injonctions détaillées au Parti hongrois qui témoigne de la forte volonté centralisatrice de l'IC, relevé les objections majeures formulées à leur encontre par le Comité Exécutif, on peut légitimement s'interroger sur la pertinence de ces dernières, qui paraissent largement exagérées. Lukács néanmoins capitule totalement, sans aucune discussion, refuse tout conflit, et s'accuse même dans la « déclaration » suivante de ne pas être allé assez loin dans son autocritique précédente.

Cet empressement à reconnaître ses erreurs jette cependant un doute sérieux sur leur sincérité.

Déclaration

(Nyilatkozat, in Új Március [Nouveau Mars], n° 8-11, Vienne, 5^{ème} année, août-novembre 1929, p. 345.

Le 2 mai de cette année, j'ai présenté au comité central une déclaration. J'y retirais sans aucune réserve mon projet de thèses, et reconnaissais son opportunisme. Ma déclaration de mai soulignait entre autres que la deuxième révolution hongroise ne pouvait en aucun cas être d'un niveau inférieur à la première, c'est-à-dire qu'*après* une dictature du prolétariat, une dictature démocratique est impossible ; en outre, que mon projet de thèse oublie, ou, dans la mesure où il est juste dans l'analyse, n'en tire pas les conséquences stratégiques nécessaires, 1. que la Hongrie se trouve à un niveau de développement du capitalisme plus élevé que la Russie de 1917 ; 2. qu'en Hongrie, les grands propriétaires fonciers sont largement devenus des capitalistes agraires, et l'imbrication du capital agraire et du capital industriel sous la direction du capital financier se trouve à un stade très avancé. 3. qu'en Hongrie, il ne peut être question

d'aller ensemble au combat contre les reliquats du féodalisme avec toute la paysannerie.

La critique aux thèses, exercée dans ma déclaration de mai n'était, selon ma conviction d'aujourd'hui, pas assez conséquente. À savoir qu'elle n'a pas critiqué de manière suffisamment conséquente les thèses sur la lutte pour les réformes démocratiques. En outre, elle n'a exercé aucune critique de la conception du projet de thèses selon laquelle – aujourd'hui, à une époque où dans l'impérialisme, la démocratie se transforme en fascisme – la démocratie serait *le meilleur champ de bataille pour le monde ouvrier*. Et finalement, la critique n'a pas qualifié cette ligne erronée comme un opportunisme grave, liquidatrice dans les faits de la ligne du parti. C'est pourquoi je tiens pour nécessaire d'affirmer que *je nie depuis plus d'une demi-année déjà avoir quoi que ce soit de commun* avec le projet de thèses. J'accepte dans *toute son ampleur* la critique de la *lettre ouverte de l'Internationale Communiste*. Je me rallie totalement au point de vue selon lequel la lutte idéologique la plus âpre devrait être menée contre la ligne du projet de thèses.

4 décembre 1929

Blum

A la suite de cette « affaire », Lukács fut évincé du Comité Central du PCH, mettant ainsi fin à sa carrière de dirigeant politique. Il put alors se consacrer à des études théoriques, littéraires et philosophiques.

Jugements rétrospectifs de Lukács sur son autocritique.

Discussion sur les thèses Blum (1956) Extrait. ⁹⁰

Chers camarades. En prenant la parole comme auteur d'une œuvre écrite il y a environ un quart de siècle, je ne voudrais pas être excessivement subjectif. Bien au contraire, la visée principale de mon discours est précisément d'analyser objectivement les thèses Blum dans leurs forces et faiblesses. Ceci est d'autant plus justifié que nous ne pourrons, en ce qui concerne les thèses, parvenir à une résolution finale qu'après de longues discussions. J'apprécie à sa juste valeur que le camarade Nemes ⁹¹ ait déjà soulevé toute une série de questions. Je tenterai en tout cas d'envisager les thèses dans leur contexte, et plus particulièrement dans ce contexte qui était pour ainsi dire le problème central pour le PCH illégal, à savoir du point de vue de la lutte contre le sectarisme qui y régnait. Je voudrais tout d'abord soulever encore une question, personnelle en apparence, mais qui est pourtant liée au thème de la discussion. Il est bien connu que j'ai fait mon autocritique au sujet des thèses Blum, dont j'ai admis la déviation droitière. Maintenant, un quart de siècle plus tard, on peut dire que cette autocritique ne fut pas dictée par ma conviction d'alors, mais par une information selon laquelle Béla Kun et ses camarades auraient sinon été exclus du Komintern. Mon activité littéraire après 1930 montre dans un autre domaine que je n'ai pas abandonné les principes fondamentaux des thèses Blum.

⁹⁰ Georg Lukács, *Diskussion über die Blum-Thesen* (1956), in *Schriften zur Ideologie und Politik*, op. cit. p. 763-774. (*Vita a "Blum-Tézisek"-röl*, in *Párttörténeti Közlemények*, [Bulletin d'Histoire du Parti] 2^{ème} année, cahier 3 (octobre 1956), pp. 97-103, 106-107.) Cette discussion a eu lieu fin juin 1956, pendant la période d'effervescence intellectuelle qui a fait suite au XX^{ème} congrès du PCUS et au départ de Mátyás Rákosi, avant les événements de Budapest de fin octobre et début novembre 1956.

⁹¹ Dezsö Nemes (1908-1985), membre du PCH depuis les années 20, et actif dans le travail du Parti. Il est connu après 1945 comme historien du Parti, et appartient à l'aile dogmatique du PCH.

Si nous considérons la situation historique réelle, surgit immanquablement un problème qui, à mon avis, joue un rôle décisif dans toute la dynamique théorique du PCH, à savoir le rapport des prises de position théoriques apparues et possibles dans les faits au sein du Parti à l'égard des résolutions des congrès du Komintern. Cette situation pèse sur les thèses Blum. Je parlerai encore de ces autres situations qui sont corrélées à la dynamique hongroise. A la base de la genèse et de la rédaction des thèses Blum, il y a la résolution du VI^{ème} congrès du Komintern. C'est là qu'a surgit la question de savoir si, dans certains pays sous-développés – c'est-à-dire sous-développés d'un point de vue capitaliste – une transition démocratique vers la dictature du prolétariat était possible. Les thèses Blum ont examiné cette question en ce qui concerne la Hongrie, et y ont répondu positivement. Quelle fut la réponse à cela, les camarades le savent très bien.

Ces faits se rapportent à ces questions que le camarade Nemes a déjà, pour la plus grande part, soulevées. J'admets tout de suite qu'à la plupart de ses questions, il faut aujourd'hui répondre négativement ; il n'y a en effet aucun doute que ni dans l'appréciation de la situation de la paysannerie, ni de celle du parti socialdémocrate, les thèses aient donné une réponse juste. Les camarades ne doivent pas oublier qu'à l'époque, il n'était pas seulement question des résolutions du Komintern, mais aussi de la théorie de Staline selon laquelle la socialdémocratie était un frère jumeau du fascisme. Ils ne doivent pas oublier qu'à l'époque, le Komintern et le Profintern étaient d'avis que la socialdémocratie était un frère jumeau du fascisme et qu'il était urgent d'organiser des syndicats rouges autonomes. Si je peux désigner la chose par son nom : les thèses Blum essayaient d'explorer ces béances que le VI^{ème} congrès du Komintern avait ouvertes dans la lutte contre le sectarisme. Par ailleurs, les thèses Blum voulaient totalement épouser les orientations politiques du Komintern et du PCUS. En établissant ce rapport entre la politique du Komintern, du Parti Communiste de l'Union Soviétique, et la politique de la Hongrie, je ne pense en

aucune façon à reporter sur d'autres la responsabilité des fausses affirmations des thèses Blum. Je n'y pense, comme je l'ai dit, en aucune façon ; car dès cette époque, j'ai défendu la plupart de ces principes. Pour illustrer la chose : en 1931, je suis allé en Allemagne et je n'ai pas suivi le mouvement hongrois à partir de Vienne ou illégalement à Budapest, mais j'ai pris directement part au travail quotidien ; en 1931, par exemple, j'ai clairement assumé que la création de syndicats rouges autonomes était une erreur. Cependant, deux ans plus tard, après avoir rédigé les thèses Blum, c'est-à-dire après avoir défini le cadre international dans lequel étaient nées les thèses Blum, je n'ai pas non plus pensé en aucune manière à en rejeter la responsabilité. J'ai écrit les thèses Blum. Je suis responsable de toutes les fautes et erreurs, même si l'histoire montre que ces fautes et erreurs sont liées aux erreurs du mouvement international.

Pour aller droit au but, les thèses Blum ont à mon avis fait à un endroit modeste et étroit du front une tentative de brèche dans le sectarisme qui régnait dans le Parti hongrois. Dans la mesure où les thèses Blum peuvent avoir une signification historique, elle consiste précisément dans cette tentative.

Néanmoins, pour pouvoir bien le comprendre, permettez-moi d'aborder la préhistoire des thèses Blum dans le mouvement ouvrier hongrois. Il est clair que les thèses Blum ont exploité ces lacunes que le VI^{ème} congrès du Komintern avait montrées. Cette tentative n'est toutefois pas sortie du néant, mais des enseignements du mouvement ouvrier illégal hongrois. Il n'y a plus aujourd'hui aucun doute que le Parti hongrois, dès le début, lors de sa fondation, avait des traditions sectaires et que pendant la dictature du prolétariat aussi ont surgi de nombreux éléments sectaires. Je ne crois assurément pas que – dans leur contenu – ces questions aient encore joué un rôle décisif dans le mouvement ultérieur, surtout que dès 1920, dans l'exil à Vienne, a eu lieu une discussion qui s'est terminée par un rejet de la politique agraire de la dictature hongroise, et par l'exigence d'une nouvelle politique agraire.

Par ailleurs, il y a eu néanmoins de nombreuses prises de position sectaires de l'émigration hongroise au sujet de la ligne de la politique internationale, par exemple, pour commencer par moi, ma prise de position sur la question du parlementarisme, que même le camarade Lénine a critiquée ⁹² etc.

Le vrai problème où est apparu clairement le sectarisme caractérisant le mouvement hongrois est né à l'automne 1921. Ce problème s'est aggravé ensuite de plus en plus de sorte que l'opposition des fractions Kun et Landler s'est développée en une division du Parti. Cette question est, dans l'histoire du Parti, d'une importance décisive telle que vous ne m'en voudrez pas, je pense, si je l'aborde brièvement. Vous verrez que cette question est en rapport étroit avec notre discussion actuelle. Certes, les racines profondes de la division en fractions nous renvoient à la dictature du prolétariat. Je ne veux cependant pas en parler : elles ont flambé en 1920, elles se sont montrées en 1921 dans l'émigration, au-delà dans l'indignation contre les méthodes de Béla Kun à la direction du Parti. Ces questions n'ont toutefois pas exercé d'influence décisive sur le problème que nous traitons ici. Le pas décisif a été franchi lorsque le III^{ème} congrès du Komintern ⁹³ a, dans ses résolutions, banni les diversités d'opinion dans les groupes émigrés, et a désigné pour le parti hongrois un comité central où le groupe autour de Kun disposait d'une majorité face au groupe autour de Landler. La fraction Kun vint à l'automne 1921 devant le Comité Central avec cette préconisation décisive selon laquelle les communistes devaient dans les syndicats refuser le paiement d'une cotisation

⁹² *Sur la question du parlementarisme* in *Kommunismus*, 1^{ère} année, cahier 6 (1920), pp. 161-172 : <http://amisgeorglukacs.org/2016/10/georg-lukacs-sur-la-question-du-parlementarisme-1920.html>. Critiqué par Lénine in *Le communisme*, 12 juin 1920, *Œuvres* Tome 31. C'est dans ce texte que l'on trouve la formule célèbre : « l'âme vivante du marxisme : l'analyse concrète d'une situation concrète. »

⁹³ III^{ème} congrès mondial de l'Internationale Communiste, 11 juin - 12 août 1921.

au parti socialdémocrate.⁹⁴ Ceci ainsi que la discussion autour de cette question étaient à mon avis l'expression de la première grande lutte entre le sectarisme et la juste politique communiste. Il n'est en effet pas douteux que la préconisation du groupe de Kun, qui pouvait aussi être validée par sa majorité au Comité Central, aurait rendu impossible tout travail légal en Hongrie. Il est clair que tout communiste qui aurait refusé dans les syndicats la cotisation d'un socialdémocrate se serait obligatoirement déclaré, soit comme un jaune clandestin, soit comme un communiste « déclandestinisé ». La fraction Landler répondit à cette préconisation en démissionnant du Comité Central du PCH. À la suite de cela, comme les camarades le savent, le parti se fractura. Les deux groupes possédaient leurs journaux,⁹⁵ et chacun des deux groupes s'évertua à créer en Hongrie un mouvement illégal. Je ne cherche pas à aborder l'histoire de ces mouvements illégaux. On connaît par exemple la tentative d'Ernö Gerő⁹⁶ de créer un parti. L'essentiel, c'est que la fraction Landler – en dépit de toutes ses erreurs commises dans les détails – avait reconnu la tâche décisive des communistes de créer une opposition légale dans les syndicats et le parti socialdémocrate. En revanche, la fraction Kun a défendu dès le départ l'idée qu'il s'agissait là d'« opportu-

⁹⁴ Les cotisations au parti socialdémocrate en Hongrie étaient collectées par l'intermédiaire des syndicats. Chaque membre du syndicat avait une cotisation à payer et devenait ainsi automatiquement membre du parti.

⁹⁵ *Proletár*, qui est paru pour la première fois à Vienne en 1920 comme organe du PCH illégal, resta le journal de la majorité ; *Vörös Újság* [journal rouge] fut recréé comme organe de la minorité. *Proletár* avait avant la division László Rudas (1885-1950) comme rédacteur en chef. Après la division Rudas a pris en charge la rédaction de *Vörös Újság*.

⁹⁶ Ernő Gerő (1898-1980), membre du PCH depuis 1918. Il fut condamné à 15 ans de prison en 1923. Il n'y a pas d'autres sources sur sa tentative de constituer un parti. Il est surtout connu pour avoir brièvement succédé à Rákosi comme 1^{er} secrétaire du 18 juillet au 25 octobre 1956.

nisme » de « déviationnisme de droite », de « liquidationnisme » et de « renoncement » à une direction communiste. Cette lutte dans laquelle la fraction Landler, malgré que le groupe d'Ernő Gerő se soit envolé, avait montré en Hongrie de très grands succès organisationnels, causa finalement la scission du parti social-démocrate et conduisit à la fondation du parti ouvrier socialiste hongrois. Contre le projet de fondation du MSZMP, on vit également du côté de la fraction Kun une résistance extrêmement vive, et lorsqu'en 1924, au V^{ème} congrès du Komintern,⁹⁷ on en vint à parler de la situation du parti hongrois, il y a eu sur la question du MSZMP une discussion stratégique tempétueuse. Le Komintern donna à l'époque raison à la fraction Landler et adouba le projet visant à la fondation du MSZMP. La fraction Landler revint dans le nouveau Comité Central, toutefois dans la minorité. Dès 1924 néanmoins, avant que le nouveau Comité Central ait pu se réunir, le parti socialdémocrate se fissura et les préparatifs de la fondation du MSZMP commencèrent. La programme du MSZMP fut élaboré et rédigé par un trio, Jenő Landler, József Révai, et moi. Le MSZMP fut fondé et l'on peut dire que ce fut la première victoire de la tendance antisectaire menée par Jenő Landler.

Je dois souligner ci que le slogan central du MSZMP était celui de la « république ». J'attire l'attention sur ce slogan parce qu'il y a un rapport très étroit entre le slogan républicain du MSZMP et la stratégie des thèses Blum visant à une dictature démocratique. Quand je disais que les thèses Blum avaient exploité ces lacunes que le VI^{ème} congrès du Komintern avait montrées, je voudrais cependant ajouter que les thèses Blum voulaient soutenir stratégiquement et tactiquement cette politique que suivait le Parti sous la forme du MSZMP et de son programme. Jusque-là, il y avait en effet une faille profonde et même un dualisme stratégique entre le slogan de la dictature du prolétariat et le

⁹⁷ Le V^{ème} congrès du Komintern s'est tenu du 17 juin au 8 juillet 1924, quelques mois après le décès de Lénine. Il lance le mot d'ordre de bolchevisation des PC, tandis qu'est menée une campagne contre le trotskisme.

slogan républicain du MSZMP. Je ne prétends pas que les thèses Blum aient réussi à combler cette faille. La seule chose que je veux dire, c'est que les thèses Blum ont tenté de combler cette faille. C'est dans cette mesure que l'on peut prétendre qu'elles ne sont pas tombées du ciel, mais qu'elles constituaient la synthèse théorique de la pratique du Parti – ou mieux : une orientation pour la pratique.

Pourquoi est-ce que je ne mentionne que cette seule tendance ? Parce que Kun et la fraction Kun, en raison des résolutions du v^{ème} congrès du Komintern, n'étaient pas en mesure d'empêcher la fondation du MSZMP. Au MSZMP de même que plus tard, en 1927-1929, dans le travail de politique culturelle et le travail syndical, elle exagérait toujours le programme de telle sorte que les organisations légales étaient tôt ou tard, inévitablement, contraintes à la clandestinité. C'est un problème qui peut être d'une grande importance pour l'histoire du Parti, si l'on peut rassembler toute la documentation. Après 25 ans, je ne pourrais pas de mémoire énumérer les détails, je sais seulement en tant que rédacteur à Vienne du journal *100%*⁹⁸ quelle lutte il a fallu sans cesse mener – on peut dire numéro par numéro – afin que n'apparaisse dans le journal aucune expression ouvertement communiste qui aurait aussitôt entraîné l'interdiction du journal. On n'a pas pu convaincre la fraction Kun qu'une revue de ce genre, écrite en langue ésopique,⁹⁹ qui jusque-là était diffusée à 1500-1800 exemplaires pouvait, même en langue ésopique, avoir sa valeur mobilisatrice. Les exigences de Béla Kun portaient toujours sur l'action communiste explicite. Je crois que point n'est besoin de vous donner d'explication sur ce que cela eut pour conséquence.

⁹⁸ La revue culturelle légale *100%* paraissait en Hongrois à Budapest depuis septembre 1927. Lukács a publié dans cette revue différents articles sous un pseudonyme.

⁹⁹ Texte voilé de suggestions allégoriques, d'indices et d'euphémismes pour échapper à la censure politique

C'est dans ce contexte qu'il faut regarder la question des thèses Blum. Toutes les faiblesses et contradictions des thèses Blum, la focalisation sur un point de la nouveauté, le sectarisme, dont naissent certaines contradictions, sont à envisager comme conséquence de cette situation. Il résulte principalement de cette situation qu'avec la mort du camarade Jenö Landler, en 1928, la lutte anti-sectaire au sein de la direction du parti s'est évidemment très atténuée car il manquait aux camarades qui représentaient l'anti-sectarisme les expériences du travail de masse qu'avait le camarade Jenö Landler. Par ailleurs, ces camarades ne disposaient pas, en particulier vers le haut, de ce prestige qui caractérisait le camarade Landler en tant que personnalité enracinée dans les masses.

Permettez-moi maintenant, alors que je ne m'attache apparemment pas directement à ces thèses, de dire néanmoins que nous devons concevoir les thèses Blum comme une conclusion provisoire de la lutte devenue patente en 1921 contre le sectarisme. La lutte s'est de manière regrettable terminée à l'époque par la victoire totale du sectarisme. La période 1921-1929 doit à mon avis prendre place dans l'histoire du Parti comme une époque de lutte héroïque de Jenö Landler dans laquelle on empêcha que le Parti hongrois tombe totalement sous l'influence du sectarisme. Plus nous connaissons en détail l'histoire du Parti, et plus cette étape de la lutte qui est devant nous nous apparaîtra plus clairement; et on ne peut pas douter que les thèses Blum y ont représenté un épisode, et ont même, pourrait-on dire, été une sorte de « combat d'arrière-garde » qui a été suivi par pour ainsi dire une victoire totale du sectarisme.

Pour compléter maintenant cette contribution, je voudrais dire brièvement qu'il n'y a assurément pas eu, même après 1929, de sectarisme pur. À cette époque aussi, il y a eu des luttes, par exemple le combat de partisan, mentionné dans la dernière discussion, d'Attila József¹⁰⁰ contre le sectarisme. C'est là un

¹⁰⁰ Attila József (1905-1937), poète révolutionnaire hongrois qui, dans l'histoire de la poésie lyrique hongroise, prend place aux côtés de

des domaines de l'histoire du Parti à étudier. Nous ne devrions en l'occurrence pas oublier que le VII^{ème} congrès du Komintern a été suivi, même si ce ne fut que pendant un temps court, d'une période totalement nouvelle. Le VII^{ème} congrès du Komintern ¹⁰¹ n'a pas seulement ouvert une brèche pour certaines conceptions anti-sectaires de manière analogue au VI^{ème} congrès, mais il a rompu, sur un large front et théoriquement, avec le sectarisme qui régnait dans presque tous les partis. Ce n'est pas, je crois, quelque chose de particulièrement nouveau que de rappeler que Béla Kun, le dirigeant théorique et pratique du sectarisme hongrois disait : « Les résolutions du VII^{ème} congrès n'ont pas à proprement parler besoin d'être mises en œuvre en Hongrie, surtout qu'elles ont déjà été mises en œuvre depuis longtemps. » Cette ligne ne pouvait certes pas être appliquée. Je crois que cela fait partie de l'essence de la lutte contre le sectarisme qu'après le VII^{ème} congrès, une lutte contre le sectarisme ait été entreprise sur un large front et de manière conséquente. Ses documents sont bien connus des camarades, puisque le *Dolgozók Lapja*, ¹⁰² tout au moins pour une part importante, a été réimprimé et est donc accessible à chacun. C'est pourtant un fait moins connu que la figure centrale de cette lutte fut le camarade Zoltán Szántó. Si nous voulons nous occuper sérieusement de l'histoire du Parti, alors nous ne pouvons pas, je crois, nous contenter de réhabiliter un événement secondaire comme les thèses Blum, mais en même temps ne pas réserver au camarade Zoltán Szántó, dans l'histoire du Parti hongrois, la

Petőfi et d'Ady. Il prit par moment part au travail illégal du PCH, mais termina cependant cette activité en raison de divergences avec d'autres permanents du Parti. En 1937, il mit volontairement fin à ses jours.

¹⁰¹ Le VII^{ème} Congrès mondial de l'Internationale Communiste dirigée par le bulgare Georgi Dimitrov (1882-1949) s'est tenu du 25 juillet au 20 août 1935. Il se prononce pour une politique de soutien aux fronts populaires. cf. G. Dimitrov, *Le VII^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste, rapport du 2 août 1935*, in *Œuvres Choisies*, Paris, Éditions Sociales, 1952, pp. 35-168.

¹⁰² *Dolgozók Lapja* : gazette des travailleurs.

place qui lui revient. Car il a été, après Landler, celui qui a entrepris sur toute la ligne la lutte contre le sectarisme d'un point de vue théorique, pratique, tactique et organisationnel.

C'est dans ce contexte que je cherche à traiter les thèses Blum, parce que je crois qu'on ne peut les apprécier correctement que dans ce contexte. (Les questions qui ont par exemple été soulevées à juste titre par le camarade Nemes ne peuvent trouver leur place que dans ce grand contexte.) On doit à mon avis considérer les thèses Blum comme un épisode de cette lutte qui a été menée dans les lieux les plus divers contre le sectarisme régnant dans le parti hongrois, contre son leader théorique et pratique, Béla Kun, et dont les figures centrales ont été Jenő Landler pour la période 1921-1929 et Zoltán Szántó dans la période d'après 1935. Les thèses Blum n'ont marqué qu'un épisode, une étape dans cette lutte, et c'est dans cette étape qu'elles doivent être jugées, avec toutes leurs qualités et leurs défauts. Je voudrais pour conclure ajouter : je ne crois pas que l'étude de cette séquence de l'histoire du Parti soit de caractère purement historique. Je ne crois pas que le sectarisme dans le parti hongrois après la libération de 1945 se soit réduit à la résurgence des questions de 1919. Bien au contraire, je crois que ce problème a joué un rôle puissant à tout point de vue dans notre politique. Bien que l'histoire du Parti n'ait pas pour tâche l'étude de ces questions politiques, stratégiques, organisationnelles, culturelles et économiques, nous contribuons cependant, si nous décrivons l'histoire de la lutte entre sectarisme et anti-sectarisme dans le parti hongrois avant la libération, de manière essentielle à sa clarification, car là se trouvent les racines théoriques du sectarisme après la libération. Je tiens cette question comme décisive en considération des problèmes d'aujourd'hui.

Ne m'en voulez pas si j'ai relativement peu parlé des thèses Blum. Je ne suis pas en mesure de m'occuper en détail de l'histoire du parti, et comme on m'a donné la parole pour ainsi dire à ma propre initiative, je vous prie de m'excuser de ne pas avoir traité les détails de thèses Blum, mais mentionné leurs

questions les plus importantes. J'ai cherché – autant que possible – de déterminer objectivement la place des thèses Blum dans l'histoire du PCH.

Je voudrais répondre seulement par quelques mots à la question soulevée par le camarade Szántó sur les fractions. Il est clair qu'après 25 ans, l'appartenance à une fraction n'influence plus personne dans sa prise de position. Je donne raison au camarade Szántó¹⁰³ dans la mesure où, dans l'atmosphère d'alors du Komintern et du mouvement ouvrier hongrois, il n'y avait personne, quelle que soit la fraction à laquelle il appartenait, qui ait été exempt de points de vue sectaires. Je peux me référer au fait que, dans l'interprétation des thèses Blum – par exemple en ce qui concerne la question des syndicats autonomes – j'ai moi-même mentionné que l'esprit du sectarisme était aussi profondément enraciné dans les thèses Blum.

Je tiens pour très opportun d'affirmer certains faits de l'histoire du PCH. À mon avis, le camarade Szántó a cependant démesurément exagéré sa juste analyse évoquée à l'instant. Il a ainsi estompé une question décisive, à savoir qu'entre la discussion dans le Parti en 1921, la fondation du MSZMP et les thèses Blum, il y a une ligne continue dont le contenu était la lutte contre le sectarisme. Le fait que les protagonistes se plaçaient eux-mêmes de 20 à 60 % dans l'idéologie du sectarisme ne change rien au fait qu'il s'agissait d'une lutte contre le sectarisme. Je ne parle pas de moi, car je n'ai pris part à ces luttes que comme partisan du camarade Landler, je ne m'attribue donc en aucune façon un rôle dirigeant. Le camarade Landler est mort en 1928. Les thèses Blum ne pouvaient représenter qu'un combat d'arrière-garde, elles étaient les combats d'arrière-garde de la lutte commencée dès 1921. Cela

¹⁰³ Quelques semaines plus tard, Lukács et Szántó participaient aux côtés d'Imre Nagy aux événements d'octobre et novembre 1956. Après s'être réfugiés à l'ambassade de Yougoslavie, ils furent déportés en Roumanie et ne purent rentrer en Hongrie que quelques mois plus tard. L'un et l'autre échappèrent aux poursuites, mais Szántó ne fut pas réintégré dans le Parti après 1957.

est aussi prouvé par le fait que je fus le seul, parmi les leaders de la fraction Landler de l'époque ait soutenu ce point de vue. Si nous regardons la chose dialectiquement, il ne suffit alors pas de dire que dans les deux fractions, il y avait des sectaires, mais il faut souligner qu'il y avait aussi dans le PCH une ligne anti-sectaire. Elle n'était assurément pas conséquente, elle était pleine d'erreurs ; on ne peut malgré tout pas mettre un signe égal entre les deux orientations, parce que cela serait à mon avis estomper l'essence du problème. Il est indubitable – et je l'ai moi-même souligné – qu'après le VII^{ème} congrès du Komintern, la lutte contre le sectarisme en Hongrie et ailleurs a commencé à un tout autre niveau. Cette différence, il faut le souligner. Malgré cela, je vois le mérite historique du camarade Landler dans le fait qu'il a entrepris en 1921 – même si ce n'est pas d'un point de vue aussi clairement marxiste-léniniste que celui dont nous pouvons disposer en 1956 – la lutte contre la ligne sectaire, contre cette exigence selon laquelle il fallait refuser dans les syndicats la cotisation au Parti. Il a tiré les conséquences pratiques de cette lutte par la fondation du MSZMP et par le slogan de *République* qu'il proclamait. Nous ne pouvons pas estomper ce fait, vu qu'il est extrêmement important pour l'histoire du PCH – même s'il est important que nous possédions aujourd'hui, comme je l'ai déjà dit, cette idéologie marxiste-léniniste claire que le camarade Landler ne pouvait pas posséder dans la période de 1921 à 1928.

Préface de 1967 au tome II des Œuvres complètes (extrait).

Mon autocritique – interne et privée – aboutit à cette conclusion : si, ayant aussi manifestement raison, il me fallait malgré tout subir une défaite aussi éclatante, c'est que mes capacités faisaient sérieusement problème. C'est pourquoi je pouvais désormais me retirer sans mauvaise conscience de la carrière politique et me concentrer de nouveau sur l'activité théorique. Je n'ai jamais regretté cette décision.

Georg Lukacs, *Werke*, t. II, p. 33..

Interview de 1969. *New Left Review*. n°68, juillet 1971

Les thèses Blum furent mon action d'arrière-garde contre le sectarisme de la Troisième période, lequel soulignait que la social-démocratie et le fascisme étaient des frères jumeaux. Cette ligne désastreuse s'accompagnait, comme vous le savez, du slogan de classe contreclasse et de l'appel à l'instauration immédiate de la dictature du prolétariat. En faisant revivre et en adaptant le mot d'ordre de Lénine en 1905 – la dictature démocratique des ouvriers et des paysans – j'essayai de trouver une échappatoire à la ligne du VI^e Congrès du Komintern, par laquelle j'aurais pu gagner le parti hongrois à une politique plus réaliste. J'échouai. Les thèses Blum furent condamnées par le parti et Bela Kun et sa fraction m'exclurent du comité central. J'étais complètement isolé dans le parti à cette époque. Je ne réussis même pas à convaincre ceux qui partageaient jusque-là mes vues dans la lutte contre le sectarisme de Kun dans le parti. Je fis donc mon autocritique sur ces thèses. C'était absolument cynique : les circonstances de l'époque me l'imposaient. En fait, je ne changeai pas d'opinion et en vérité je suis convaincu que j'avais absolument raison alors, car le cours ultérieur de l'histoire confirma complètement les Thèses Blum.

In György Lukács *Littérature, philosophie, marxisme*, Paris, PUF, 1978, pp. 167-168.

Table des matières

	<i>Thèses Blum</i>	5
I.	La situation du PCH pendant le I ^{er} congrès et son évolution jusqu'au I ^{er} plénum en 1928.....	7
II.	Les changements fondamentaux pendant le régime Bethlen et les classes sociales.....	11
III.	La situation de la classe ouvrière.....	37
IV.	L'activité du PCH depuis le plénum.	48
V.	Les principaux problèmes de la situation actuelle.	60
A.	Dictature démocratique.	62
B.	Lutte contre la fascisation des syndicats.....	79
C.	Lutte contre la guerre.	95
D.	Mots d'ordre et tâches immédiates du Parti.....	105
	<i>Lettre ouverte du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux membres du Parti des Communistes de Hongrie.</i>	<i>111</i>
I.	La troisième période en Hongrie.	112
II.	Le caractère et les forces motrices de la révolution hongroise.....	115
III.	Les erreurs politiques de la direction du Parti et les tâches principales actuelles du Parti.	121
IV.	La direction du travail syndical et les luttes économiques.	129
V.	Le travail du Parti parmi les paysans.....	131
VI.	Le travail parmi la jeunesse.	134
VII.	Le travail parmi les femmes.	135
VIII.	L'état organisationnel du Parti et ses tâches.	135
IX.	Contre les intrigues fractionnelles, pour de nouvelles méthodes de direction.	138
X.	Contre l'irresponsabilité dans la clandestinité.....	140
XI.	Une large autocritique est nécessaire.	141
	<i>Déclaration</i>	<i>143</i>
	<i>Jugements rétrospectifs de Lukács sur son autocritique. .</i>	<i>145</i>